



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI. Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 14 juin 1952

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, June 14th, 1952

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
31753 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
31753 — 1-52

Lettres patentes

Advance Holdings Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour d'avril 1952, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry Lyon Aronovitch, avocats et Freda Pomerance, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de portefeuilles et de placements, sous le nom de "Advance Holdings Corporation".

Le capital de la compagnie est divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et en 2,500 actions privilégiées de \$100 chacune et le montant avec lequel la compagnie commencera ses activités sera \$30,000.

Letters Patent

Advance Holdings Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1952, incorporating: Samuel Chait, Harry Lyon Aronovitch, advocates, and Freda Pomerance, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment company, under the name of "Advance Holdings Corporation".

The capital stock of the Company is divided into 1,000 common shares having no nominal or par value, and into 2,500 preferred shares of \$100. each, and the amount with which the company will commence its operations will be \$30,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Dated at the office of the Attorney General this first day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32765-o Deputy Attorney General.

Alouette Fashions Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur des lettres patentes en date du dix-huitième jour d'avril 1952, constituant en corporation: Léo Rosentzveig avocat, Louis A. De Zwirek, avocat, C.R. tous deux de Montréal, Samuel Leon Mendelsohn, avocat, C.R. de la cité de Westmount, Bertha Mendelson, secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et le négoce de toutes sortes de vêtements et textiles, sous le nom de "Alouette Fashions Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour d'avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765 L. DÉSILETS.

Apex Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de mars 1952, constituant en corporation: John Joseph Cooper, ingénieur en chauffage, June Kirlin, sténographe, Joyce Hogg, réceptionniste et Blanka Gyulai, teneuse de livres, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et d'immeubles, sous le nom de "Apex Investements Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce huitième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765 L. DÉSILETS.

Artisan Textiles Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois avril 1952, constituant en corporation: Jérôme Vincent, manufacturier, de Montréal, district judiciaire de Montréal, William F. Parry, surintendant, de Cowansville, Georges Labelle, contremaitre, fe Roxton-Falls, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Entreprendre le commerce de manufacturiers et marchands de tissus de toutes sortes, cuir, caoutchouc et articles en papier, cellulose, cellulose, plastique et substances semblables, sous le nom de "Artisan Textiles Co. Ltd.", avec un capital de \$75,000 divisé en 750 actions de \$100 chacune.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the bureau du Procureur général, ce premier jour d'avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765 L. DÉSILETS.

Alouette Fashions Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of April 1952, incorporating: Leo Rosentzveig Advocate, Louis A. De Zwirek, Advocate, Q.C. both of Montreal, Samuel Leon Mendelsohn, Advocate, Q.C. of the City of Westmount, Bertha Mendelson, Secretary, Spinster, of the City of Outremont, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in all kinds of wearing apparel and textiles, under the name of "Alouette Fashions Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of April 1952.

L. DÉSILETS,
32765-o Deputy Attorney General.

Apex Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1952, incorporating: John Joseph Cooper, heating engineer, June Kirlin, stenographer, Joyce Hogg, receptionist, and Blanka Gyulai, bookkeeper, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and real estate company, under the name of "Apex Investments Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares having a par value of \$100, each, and 100 common shares having a par value of \$100, each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of March, 1952.

L. DÉSILETS,
32765-o Deputy Attorney General.

Artisan Textiles Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of April 1952, incorporating: Jérôme Vincent, Manufacturer, of Montreal, Judicial District of Montreal, William F. Parry, Superintendent, of Cowansville, Georges Labelle, Foreman, of Roxton-Falls, Judicial district of Bedford, for the following purposes:

To engage in the business of manufacturers and dealers in fabrics of all kinds, leather, rubber and paper goods, cellulose, celluloid, plastic and similar material, under the name of "Artisan Textiles Co. Ltd.", with a capital stock of \$75,000 divided into 750 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Roxton-Falls, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765 L. DÉSILETS.

Baie D'Urfé Trees Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois avril 1952, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, avocat, de la cité de Westmount, Jack Lightstone, avocat et Yvonne Bélanger, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Etablir des pépinières et jardins d'arbres et cultiver, planter, produire et faire le commerce d'arbres, plantes, fleurs, fruits, légumes, produits alimentaires, bois de charpente de bois, sous le nom de "Baie d'Urfé Trees Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Baie d'Urfé, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765 L. DÉSILETS.

Bal Tabarin, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour d'avril 1952, constituant en corporation: Allen Mitchell, restaurateur, Laval Chartrain, agent manufacturier, tous deux de Québec, Paul Chartrain, avocat, de Sillery, district de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de "Bal Tabarin, Inc.", avec un capital de \$50,000 divisé en 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune et 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour d'avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765 L. DÉSILETS.

Belle Enterprises Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf avril 1952, constituant en corporation: Robert Middleton Sedgewick, fils, Robert Vyvyan Hicks, procureurs, George Edgar Creber, étudiant en droit, de la cité de Toronto, province d'Ontario, pour les objets suivants:

Exploiter des allées de quilles, salles de billard et lieux de divertissements et d'amusements, sous le nom de "Belle Enterprises Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 8,000 actions sans valeur nominale ou au pair et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$40,000.

The head office of the Company will be at Roxton-Falls, Judicial District of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April 1952.

L. DÉSILETS,
32765-o Deputy Attorney General.

Baie D'Urfé Trees Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April, 1952, incorporating: Philip Fischel Vineberg, advocate, of the City of Westmount, Jack Lightstone, advocate, and Yvonne Bélanger, secretary, both of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To establish tree nurseries and gardens and to cultivate, grow, produce and deal in trees, plants, flowers, fruits, vegetables, foodstuffs, timber, wood, under the name of "Baie d'Urfé Trees Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of \$10. each and 2,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the Company will be at Baie d'Urfé, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this third day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32765-o Deputy Attorney General.

Bal Tabarin, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of April 1952, incorporating: Allen Mitchell, Restaurant owner, Laval Chartrain, Manufacturers' agent, both of Québec, Paul Chartrain, Lawyer, of Sillery, Judicial District of Québec, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Bal Tabarin, Inc.", with a capital stock of \$50,000 divided into 2,500 preferred shares of \$10 each and 2,500 common shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Québec, Judicial District of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April 1952.

L. DÉSILETS,
32765-o Deputy Attorney General.

Belle Enterprises Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the nineteenth day of April 1952, incorporating: Robert Middleton Sedgewick, Jr. Robert Vyvyan Hicks, Solicitors, George Edgar Creber, Student-at-law, of the City of Toronto, Province of Ontario, for the following purposes:

To operate bowling alleys, billiard Rooms and places of entertainment and amusement, under the name of "Belle Enterprises Limited".

The capital stock of the company is divided into 8,000 shares having no nominal or par value and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be \$40,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765 L. DÉSILETS.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of April 1952.

L. DÉSILETS,
32765-o Deputy Attorney General.

Bradouca Construction Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit avril 1952, constituant en corporation: Henri Brassard, industriel, de St-Marc des Carrières, Gaston Douville, Paul Carignan, contracteurs, de St-Casimir, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exécuter et entreprendre tous travaux de construction, sous le nom de "Bradouca Construction Limitée", avec un capital de \$100,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$1,000 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Marc des Carrières, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le huit avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765-o L. DÉSILETS.

Bradouca Construction Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of April, 1952, incorporating: Henri Brassard, industrialist, of St-Marc des Carrières, Gaston Douville, Paul Carignan, contractors, of St. Casimir, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To perform and undertake all kinds of construction work, under the name of "Bradouca Construction Limitée", with a capital stock of \$100,000, divided into 100 common shares of \$1,000 each.

The head office of the company will be at St-Marc des Carrières, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32765 Deputy Attorney General.

Bretons du Canada (Armor)

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quinze avril 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Penverne, c.r. avocat, Julien Le Roux, instituteur, Maurice Correc, fabricant, Marcel Poignonnet, électricien, Guy Thébault, employé, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Aider les nouveaux immigrants bretons à s'établir au Canada et à s'y incorporer, sous le nom de "Bretons du Canada" (Armor).

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à 4 est, rue Notre-Dame, Ch. 504, dans les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765-o L. DÉSILETS.

Bretons du Canada (Armor)

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifteenth day of April, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Jean Penverne, Q.C., advocate, Julien Le Roux, teacher, Maurice Correc, manufacturer, Marcel Poignonnet, electrician, Guy Thébault, employee, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To assist the new Breton immigrants to establish themselves in Canada and to adapt themselves thereto, under the name of "Bretons du Canada" (Armor).

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at 4 Notre-Dame street East, Room 504, in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32765 Deputy Attorney General.

Café Montmartre Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'avril 1952, constituant en corporation: Raymond Lafontaine, chauffeur, Alcide Léger, gérant, Gary Ball, vendeur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un restaurant, cabaret et café, sous le nom de "Café Montmartre Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Café Montmartre Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1952, incorporating: Raymond Lafontaine, chauffeur, Alcide Léger, manager, Gary Ball, salesman, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To operate a restaurant, cabaret and café, under the name of "Café Montmartre Ltd.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100, each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour d'avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765 L. DÉSILETS.

Central Chibougamau Mines Ltd.
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour d'avril 1952, constituant en corporation: Henri Crépeau, avocat, et Conseil en Loi de la Reine, Françoise Gagnon, Yvette Picard, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais; sous le nom de "Central Chibougamau Mines Ltd.", (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,000,000 divisé en 3,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions;

Le siège social de la compagnie sera à 427, ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce deuxième jour d'avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765 L. DÉSILETS.

Clerduc Gold and Copper Mines Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois avril 1952, constituant en corporation: Albert Plante, entrepreneur général, Marcel Cinq-Mars, avocat, tous deux de Rouyn, Lewis Duchesnay, comptable, de Noranda, tous du district judiciaire de Rouyn-Noranda, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais, sous le nom de "Clerduc Gold and Copper Mines Limited" (No Personal Liability), avec un capital de \$3,500,000 divisé en 3,500,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au-delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions;

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le trois avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765-o L. DÉSILETS.

Club Sportif de Sherbrooke, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf avril 1952, constituant en corporation: André Renaud, comptable, Romain Biron, employé civil, Philippe Routhier, commerçant, Philias Dumas, entrepreneur, Salvoni Duval, entrepreneur-peintre, de la cité de Sherbrooke, district judiciaire de Sr-Francois, pour les objets suivants:

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32765-o Deputy Attorney General.

Central Chibougamau Mines Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1952, incorporating: Henri Crépeau, advocate and Queen's Counsel, Françoise Gagnon, Yvette Picard, secretaries, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals: under the name of "Central Chibougamau Mines Ltd.", (No Personal Liability), with a capital stock of \$3,000,000, divided into 3,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares;

The head office of the Company will be at 427, St. James St. West, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this second day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32765-o Deputy Attorney General.

Clerduc Gold and Copper Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April, 1952, incorporating: Albert Plante, general contractor, Marcel Cinq-Mars, advocate, both of Rouyn, Lewis Duchesnay, accountant, of Noranda, all of the judicial dltrict of Rouyn-Noranda, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Clerduc Gold and Copper Mines Limited" (No Personal Liability), with a capital stock of \$3,500,000, divided into 3,500,000 shares of \$1 each.

The shareholders shall incur no liability in excess of the amount, paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32765 Deputy Attorney General

Club Sportif de Sherbrooke, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of April, 1952, incorporating: André Renaud, accountant, Romain Biron, civil servant, Philippe Routhier, merchant, Philias Dumas, contractor, Salvoni Duval, painting contractor, of the city of Sherbrooke, judicial district of St. Francis, for the following purposes:

¶ Promouvoir, organiser et conduire un club sportif, sous le nom de "Club Sportif de Sherbrooke, Inc.", avec un capital de \$30,000 divisé en 3,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765-o L. DÉSILETS.

To promote, organize and conduct a sports club, under the name of "Club Sportif de Sherbrooke, Inc.", with a capital stock of \$30,000 divided into 3,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32765 Deputy Attorney General.

Colblake Asbestos Co. Ltd.
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-huitième jour d'avril 1952, constituant en corporation: Henri Crépeau, Conseil en Loi de la Reine, avocat, Françoise Gagnon, Yvette Picard, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais, sous le nom de "Colblake Asbestos Co. Ltd" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$4,000,000 divisé en 4,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Date du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour d'avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighteenth day of April 1952, incorporating: Henri Crépeau, Queen's Counsel, Advocate, Françoise Gagnon, Yvette Picard, both secretaries, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Colblake Asbestos Co. Ltd" (No Personal Liability), with a capital stock of \$4,000,000 divided into 4,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at Sherbrooke, Judicial District of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of April 1952.

L. DÉSILETS,
32765-o Deputy Attorney General.

Compagnie Générale
du Disque Français Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du seize avril, 1952, constituant en corporation: Yvon Blais, annonceur de radio, Jean Bertrand réalisateur, tous deux des cité et district judiciaire de Montréal, Paul-A. Demers, avocat, de Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Faire le commerce de disques de toutes sortes, musique en feuilles et instruments de musique, sous le nom de "Compagnie Générale du Disque Français Ltée", avec un capital de \$30,000 divisé en 6,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 240 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765-o L. DÉSILETS.

Compagnie Générale
du Disque Français Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixteenth day of April, 1952, incorporating: Yvon Blais, radio announcer, Jean Bertrand, producer, both of the city and judicial district of Montreal, Paul A. Demers, advocate, of Victoriaville, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To deal in records of all kinds, sheet music and musical instruments, under the name of "Compagnie Générale du Disque Français Ltée", with a capital stock of \$30,000 divided into 6,000 common shares of \$1 each and 240 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32765 Deputy Attorney General.

Cuba Canada Cigars Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour d'avril 1952, constituant en corpo-

Cuba Canada Cigars Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April, 1952, incorporating: Jean Marien,

ration: Jean Marien, comptable agréé, de la cité de Longueuil, Pierre Marien, comptable, Jean-Pierre Desmarais, industriel, tous deux des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de cigares, cigarettes et tabacs, sous le nom de "Cuba Canada Cigars Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quinzième jour d'avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765 L. DÉSILETS.

Chartered Accountant, of the City of Longueuil, Pierre Marien, Accountant, Jean-Pierre Desmarais, Industrialist, both of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal with cigars, cigarettes, and tobacco, under the name of "Cuba Canada Cigars Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifteenth day of April 1952.

L. DÉSILETS,
32765-o Deputy Attorney General.

De Bell Luggage Manufacturing Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-sept avril 1952, constituant en corporation: Paul-Émilien Gaucher, négociant, Marie-Ange Richard, ménagère et épouse contractuellement séparée de biens de Paul-Émilien Gaucher, Rose Goyette, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Georges Richard, tous trois des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Opérer un commerce de cuir et de dérivé du cuir en général, sous le nom de "De Bell Luggage Manufacturing Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau au Procureur général, le dix-sept avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765-o L. DÉSILETS.

De Bell Luggage Manufacturing Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of April, 1952, incorporating: Paul-Émilien Gaucher, merchant, Marie-Ange Richard, housewife, wife separate as to property by marriage contract, of Paul-Émilien Gaucher, Rose Goyette, housewife, wife separate as to property by marriage contract of Georges Richard, all three of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate a leather business and deal in all by-products of leather in general, under the name of "De Bell Luggage Manufacturing Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32765 Deputy Attorney General.

Dorion et Frères Compagnie Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois avril 1952, constituant en corporation: J.-Maurice Dorion, agent d'assurance, Roger Dorion, épiciier-boucher, et Gaston Binette, notaire, tous de Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Exercer les commerces d'épicerie, boucherie, abattoir et marchandises sèches, sous le nom de "Dorion et Frères Compagnie Limitée", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 action de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général le trois avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765-o L. DÉSILETS.

Dorion et Frères Compagnie Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April, 1952, incorporating: J.-Maurice Dorion, insurance Agent, Roger Dorion, grocer-butcher, and Gaston Binette, notary, all of Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on the grocer and butcher business, operate an abattoir and deal in drygoods, under the name of "Dorion et Frères Compagnie Limitée", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32765 Deputy Attorney General.

Down Beat Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour d'avril 1952, constituant en corporation: Raymond Lafontaine, chauffeur, Alcide Léber, gérant, Gary Ball, vendeur, de la

Down Beat Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of April, 1952, incorporating: Raymond Lafontaine, chauffeur, Alcide Leger, Manager, Gary Ball, Salesman, of the City of Mont-

city of Montreal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un restaurant, cabaret et café, sous le nom de "Down Beat Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-quatrième jour d'avril 1952.

L'Assistant-procureur-général,
32765 L. DÉSILETS.

Dufresne Automobiles Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze avril 1952, constituant en corporation: George Dufresne, garagiste, Jeanne Seney, épouse contractuellement séparée de biens du dit Georges Dufresne, Léo Seney, nettoyeur et teinturier, tous de Granby, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

D'opérer le commerce comme manufacturiers et marchands ou agents d'automobiles, accessoires électriques;

Opérer un garage, sous le nom de "Dufresne Automobiles Ltée", avec un capital de \$60,000 divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765-o L. DÉSILETS.

Édifice Marcoux Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix avril 1952, constituant en corporation: Antonio Leclerc, comptable, Pierrette Bois, sténographe, tous deux de Québec, Jeanne Dionne, sténographe, toutes deux célibataires, de Sillery, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire les affaires d'une compagnie foncière, d'immeubles, sous le nom de "Édifice Marcoux Ltée", avec un capital de \$150,000 divisé en 1,500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du procureur général, le dix avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765-o L. DÉSILETS.

Elge Construction Ltée — Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize avril 1952, constituant en corporation: Léo Lafrance, employé civil, Arsène Gagnier, fils, imprimeur, tous deux des cité et district judiciaire de Montréal, et Gaston Dubreuil, avocat, de Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle, pour les objets suivants:

real, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To operate a restaurant, cabaret and café, under the name of "Down Beat Ltd.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fourth day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32765-o Deputy Attorney General,

Dufresne Automobiles Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April, 1952, incorporating: George Dufresne, garage-keeper, Jeanne Seney, wife separate as to property by marriage contract of said George Dufresne, Léo Seney, cleaner and dyer, all of Granby, judicial district of Bedford, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers of and dealers in, or agents for automobiles, electrical accessories;

To operate a garage under the name of "Dufresne Automobiles Ltée", with a capital stock of \$60,000, divided into 500 common shares of \$100 each, and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32765 Deputy Attorney General.

Édifice Marcoux Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the tenth day of April, 1952, incorporating: Antonio Leclerc, accountant, Pierrette Bois, stenographer, both of Québec, Jeanne Dionne, stenographer, both spinsters, of Sillery, judicial district of Québec, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and land company, under the name of "Édifice Marcoux Ltée", with a capital stock of \$150,000, divided into 1,500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Mont-Joli, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32765 Deputy Attorney General.

Elge Construction Ltée — Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth of April, 1952, incorporating: Léo Lafrance, civil employee, Arsène Gagnier, junior, printer, both of the city and judicial district of Montreal, and Gaston Dubreuil, lawyer, of Mont-Laurier, judicial district of Labelle, for the following purposes:

Entreprendre en qualité de contracteurs, la construction de bâtisses, maisons, édifices commerciaux ou publics, sous le nom de "Elge Construction Ltée — Ltd.", avec un capital de \$50,000 divisé en 100 actions de \$500 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle.

Daté du bureau du Procureur général le seize avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765-o L. DÉSILETS, 32765

Gilles Couture Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois avril 1952, constituant en corporation: Pierrette Chamberland, secrétaire, usant de ses droits, Lorenzo Choquette, agent, Armand Nadeau, avocat, tous de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce de marchandises sèches et de vêtements, sous le nom de "Gilles Couture Ltée", avec un capital de \$30,000 divisé en 200 actions privilégiées de \$100 chacune et 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-trois avril 1952.

L'Assistant procureur général,
32765-o L. DÉSILETS, 32765

G. Lamartine Studios, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du seizième jour d'avril 1952, constituant en corporation: Seymour Elkin, notaire, Ralph C. Tees, officier de compagnie de fiducie, de la cité de Westmount, Stanley Stanger, officier de compagnie de fiducie, de la ville de Hampstead, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en décoration intérieure, sous le nom de "G. Lamartine Studios, Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 8,000 actions de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1178 ouest rue Sherbrooke, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour d'avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765 L. DÉSILETS, 32765-o

Glomax Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour d'avril 1952, constituant en corporation: Manuel Shaeter, Louis H. Rohrlick, C.R., avocats, Thelma Bean, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de portefeuilles, sous le nom de "Glomax Corporation", avec un capital de \$150,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au

To undertake, as contractors, the construction of buildings, houses, commercial or public edifices, under the name of "Elge Construction Ltée — Ltd.", with a capital stock of \$50,000 divided into 100 shares of \$500 each.

The head office of the company will be at Mont-Laurier, judicial district of Labelle.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Gilles Couture Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of April, 1952, incorporating: Pierrette Chamberland, secretary, in the use of her rights, Lorenzo Choquette, agent, Armand Nadeau, advocate, all of Sherbrooke, judicial district of St-François, for the following purposes:

To carry on the drygoods and clothing business, under the name of "Gilles Couture Ltée", with a capital stock of \$30,000 divided into 200 preferred shares of \$100 each and 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St-François.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

G. Lamartine Studios, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixteenth day of April 1952, incorporating: Seymour Elkin, Notary, Ralph C. Tees, Trust Company Officer, of the City of Westmount, Stanley Stanger, Trust Company Officer, of the Town of Hampstead, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of interior decorating contractors, under the name of "G. Lamartine Studios, Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 8,000 shares of \$5 each.

The head office of the Company will be at 1178 Sherbrooke Street West, in the City and Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of April 1952.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Glomax Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April 1952, incorporating: Manuel Shaeter, Louis H. Rohrlick, Q.C., Advocates, Thelma Bean, Secretary, Spinster of the full age of majority, all of the City of Montreal, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Glomax Corporation", with a capital stock of \$150,000, divided into 500 common shares of the par value

pair de \$100 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quinzième jour d'avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765 L. DÉSILETS.

of \$100 each and 1,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of April 1952.

L. DÉSILETS,
32765-o Deputy Attorney General.

Hivon Automobiles Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-huit avril 1952, constituant en corporation: David Bellhumeur, comptable agréé, Jeannette Gamache, sténographe, fille majeure, Gaston Bellerive, comptable, tous trois des Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Opérer un commerce de garagiste, sous le nom de "Hivon Automobiles Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Anne-de-la-Pérade, district judiciaire des Trois-Rivières

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765-o L. DÉSILETS.

Hivon Automobiles Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighteenth day of April, 1952, incorporating: David Bellhumeur, chartered accountant, Jeannette Gamache, stenographer, spinster, Gaston Bellerive, accountant, all three of Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as garage-keeper, under the name of "Hivon Automobiles Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ste-Anne-de-la-Pérade, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32765 Deputy Attorney General.

H. Munroe Neil Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf avril 1952, constituant en corporation: Harold Munroe Neil, entrepreneur, Mildred Elsie Graves Neil, épouse commune en biens dudit Harold Munroe Neil et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Colin Blampin Taylor, comptable, tous de la cité de Granby, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "H. Munroe Neil Ltd.", avec un capital de \$50,000 divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765 L. DÉSILETS.

H. Munroe Neil Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April 1952, incorporating: Harold Munroe Neil, Contractor, Mildred Elsie Graves Neil, Wife common as to property of the said Harold Munroe Neil, and the latter to authorize his wife to these presents, Colin Blampin Taylor, Accountant, all of the City of Granby, Judicial District of Bedford, for the following purpose:

To carry on the business of general contractors under the name of "H. Munroe Neil Ltd.", with a capital stock of \$50,000 divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and 400 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Granby, Judicial District of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of April 1952.

L. DÉSILETS,
32765-o Deputy Attorney General.

Home & Auto Supplies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois avril 1952, constituant en corporation: Hessel Salem Nathaniel, administrateur, June Kirlin, secrétaire, fille majeure, Joyce Hogg, fille majeure, réceptionniste, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, manufacturer et faire le négoce ou le commerce d'automobiles, accessoires et installa-

Home & Auto Supplies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April 1952, incorporating: Hessel Salem Nathaniel, Executive, June Kirlin, Spinster, Secretary Joyce Hogg, Spinster, Receptionist, all of the City of Montreal, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To buy, manufacture and deal in or with automobile and household supplies and equipment,

tions de maison et appareils électriques, sous le nom de "Home & Auto Supplies Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions privilégiées de \$100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765 L. DÉSILETS.

electrical apparatus, under the name of "Home & Auto Supplies Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 300 preferred shares of \$100 each and 100 common shares having a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of April 1952.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Honig Trading Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour d'avril 1952, constituant en corporation: Jack Lighstone, avocat, Yvonne Bélanger, secrétaire, fille majeure, Imelda Langlois, commis, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de textiles, marchandises à la verge, vêtements et articles vestimentaires, sous le nom de "Honig Trading Company Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour d'avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765 L. DÉSILETS.

Honig Trading Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of April 1952, incorporating: Jack Lighstone, Advocate, Yvonne Bélanger, Secretary, Fille majeure, Imelda Langlois, Clerk, Fille majeure, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in textiles, yard goods, clothing and wearing apparel, under the name of "Honig Trading Company Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighteenth day of April 1952.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Hudson Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux avril 1952, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry Lyon Aronovitch, avocats, Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux pour la construction, la réparation et l'altération de toutes sortes de travaux publics et privés, sous le nom de "Hudson Construction Inc.", avec un capital de \$60,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765 L. DÉSILETS.

Hudson Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of April 1952, incorporating: Samuel Chait, Harry Lyon Aronovitch, Advocates, Freda Pomerance, Secretary, fille majeure, Spinster, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors for the construction, repair and alteration of all kinds of public and private works, under the name of "Hudson Construction Inc.", with a capital stock of \$60,000 divided into 200 common shares of \$100 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April 1952.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Interprovincial Lumber Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf avril 1952, constituant en corporation: George Wanklyn Hall, Paul John Brown, avocats, tous deux de Montréal, John Anthony Nolan, avocat, d'Outremont, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de bois de construction, billots, bois de charpente, pulpe, bois de pulpe et tous autres produits ou sous-produits du bois, sous le nom de "Interprovincial

Interprovincial Lumber Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April 1952, incorporating: George Wanklyn Hall, Paul John Brown, Advocates, both of Montreal, John Anthony Nolan, Advocate, of Outremont, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, deal in lumber, logs, timber, pulp, pulpwood and all other products or by-products of wood, under the name of "Interprovincial Lumber Co. Inc.", with a capital stock

Lumber Co. Inc.", avec un capital de \$25,000 divisé en 2,500 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765 L. DÉSILETS.

of \$25,000, divided into 2,500 shares of a par value of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this ninth day of April 1952.

L. DÉSILETS,
32765-o Deputy Attorney General.

Jacques Blouin Automobile Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit avril 1952, constituant en corporation: Réal Gagnon, François Franceœur, avocats, Thérèse Servant, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général de marchand d'autos, et exploiter un garage, sous le nom de "Jacques Blouin Automobile Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit avril 1952.

L'Assistant procureur général,
32765-o L. DÉSILETS.

Jacques Blouin Automobile Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of April, 1952, incorporating: Réal Gagnon, François Franceœur, advocates, Thérèse Servant, stenographer, spinster, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal generally in automobiles and operate a garage, under the name of "Jacques Blouin Automobile Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32765 Deputy Attorney General.

Jasper Oil Corporation

(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour d'avril 1952, constituant en corporation: Alec Phelps Grigg, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de la cité de Westmount, Erskine Brock Quirin Buchanan, Charles Ambrose Lane Hibbard, avocats et Conseils en Loi de la Reine, William Ross McAllister, John Ewasew, avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à produire et vendre le gaz naturel, le pétrole et l'huile, sous le nom de "Jasper Oil Corporation" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$1,500,000 divisé en 1,500,000 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour d'avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765 L. DÉSILETS.

Jasper Oil Corporation

(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of April 1952, incorporating: Alec Phelps Grigg, Advocate and Queen's Counsel, of the City of Westmount, Erskine Brock Quirin Buchanan, Charles Ambrose Lane Hibbard, Advocates and Queen's Counsel, William Ross McAllister, John Ewasew, Advocates, of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of producing and dealing in natural gas, petroleum and oil, under the name of "Jasper Oil Corporation" (No Personal Liability), with a capital stock of \$1,500,000 divided into 1,500,000 shares of a par value of \$1 each.

The shareholders will incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of April 1952.

L. DÉSILETS,
32765-o Deputy Attorney General.

J. D. Jacques Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux avril 1952, constituant en corporation: J. Donat Jacques, bijoutier, Maurice S. Hébert, avocat, tous deux de Montréal, district judiciaire de Montréal, Marcel Landry, avocat, de Belœil, district judiciaire de Richelieu, pour les objets suivants:

J. D. Jacques Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second of April, 1952, incorporating: J. Donat Jacques, jeweller, Maurice S. Hébert, advocate, both of Montreal, judicial district of Montreal, Marcel Landry, advocate, of Beloeil, judicial district of Richelieu, for the following purposes:

Exercer le commerce de la bijouterie, sous le nom de "J. D. Jacques Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2022 Union Avenue, dans les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765-o L. DÉSILETS.

Jeri-Mor Fur Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux avril 1952, constituant en corporation: Benjamin Shulman, Samuel Alexander Shulman, avocats, Eileen Dawson, secrétaire, épouse séparée de biens de Joseph Gordon Dawson, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands de toutes sortes de fourrures et peaux d'animaux, sous le nom de "Jeri-Mor Fur Co.", avec un capital de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765 L. DÉSILETS.

J. Eugène Lambert Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du seize avril 1952, constituant en corporation: Philomène Naud, marchande publique, veuve de J.-Eugène Lambert, Joseph Lambert, gérant, Angélique Lambert, épouse contractuellement séparée de biens de Claude Valiquette, et dûment autorisée par ce dernier, Ursule Lambert, épouse contractuellement séparée de biens de Henri Lamothe, et dûment autorisée par ce dernier, tous de LaSarre, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Faire le commerce de matériaux de construction, quincailleries, ferronnerie, accessoires électriques, sous le nom de "J. Eugène Lambert Inc." avec un capital de \$75,000, divisé en 750 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à LaSarre, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du procureur général, le seize avril 1952.

L'Assistant procureur général,
32765-o L. DÉSILETS.

Jos. St-Vincent Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre avril 1952, constituant en corporation: Patrice Loranger, contracteur, Édouard Piette, Henri Piette, J.-Ernest Piette, commerçants, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

To carry on the jewellery business, under the name of "J. D. Jacques Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2022 Union Avenue, in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32765 Deputy Attorney General.

Jeri-Mor Fur Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of April 1952, incorporating: Benjamin Shulman, Samuel Alexander Shulman, advocates, Eileen Dawson, secretary, wife separate as to property of Joseph Gordon Dawson, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as dealer in all kinds of furs and animal skins, under the name of "Jeri-Mor Fur Co.", with a capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April 1952.

L. DÉSILETS,
32765-o Deputy Attorney General.

J. Eugène Lambert Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixteenth day of April, 1952, incorporating: Philomène Naud, public merchant, widow of J. Eugène Lambert, Joseph Lambert, manager, Angélique Lambert, wife separate as to property by marriage contract of Claude Valiquette, and duly authorized by the latter, Ursule Lambert, wife separate as to property by marriage contract of Henri Lamothe, and duly authorized by the latter, all of LaSarre, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To deal in building requisites, hardware, ironware, electrical appliances, under the name of "J. Eugène Lambert Inc.", with a capital stock of \$75,000, divided into 750 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at LaSarre, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32765 Deputy Attorney General.

Jos. St-Vincent Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of April, 1952, incorporating: Patrice Loranger, contractor, Édouard Piette, Henri Piette, J. Ernest Piette, merchants, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce de tous produits de tabagie; librairie; alimentaires, vestimentaires, de toilette et de parfumerie, sous le nom de "Jos. St-Vincent Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 275 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune, et en 125 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du procureur général, le quatre avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765-o L. DÉSILETS.

To deal in tobacconists' supplies of all kinds; stationery, foodstuffs, wearing apparel, toilet products and perfumery, under the name of "Jos. St-Vincent Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 275 common shares having a par value of \$100 each, and into 125 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be in the city of Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32765 Deputy Attorney General.

Kline's Outlet Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du seizième jour d'avril 1952, constituant en corporation: Simon Michaels, marchand, Israel Iseman, manufacturier, Samuel Stein, avocat, de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de chaussures, articles vestimentaires, sous le nom de "Kline's Outlet Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour d'avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765 L. DÉSILETS.

Kline's Outlet Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixteenth day of April 1952, incorporating: Simon Michaels, Merchant, Israel Iseman, Manufacturer, Samuel Stein, Advocate, of the City of Montreal, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, deal in footwear, wearing apparel, under the name of "Kline's Outlet Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of April 1952.

L. DÉSILETS,
32765-o Deputy Attorney General.

Lafayette Construction Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres aptentes en date du dix avril 1952, constituant en corporation: J. Octave Baillargeon, président et contrôleur de Cadillac Construction Limited, Henri Lespérance, médecin, Pierre Lespérance, ingénieur civil, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneurs ou contracteurs généraux ou sous-entrepreneurs ou sous-contracteurs, sous le nom de "Lafayette Construction Limitée", avec un capital de \$20,000 divisé en 20,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2787, Chemin Côte Ste-Catherine, dans la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765-o L. DÉSILETS.

Lafayette Construction Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of April, 1952, incorporating: J. Octave Baillargeon, President and Comptroller of Cadillac Construction Limited, Henri Lespérance, physician, Pierre Lespérance, Civil Engineer, all of the City of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as builders or general contractors or sub-builders or sub-contractors, under the name of "Lafayette Construction Limitée", with a capital stock of \$20,000 divided into 20,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 2787, Côte Ste.-Catherine Road, in the City of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32765 Deputy Attorney General.

Lakeshore Home Appliances Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-sept avril 1952, constituant en corporation: Seymour Norman Fenster, avoeta, Anne Goldenblatt, fille majeure, secrétaire, tous deux de Montréal, Abraham T. Seidman, comptable, de

Lakeshore Home Appliances Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of April 1952, incorporating: Seymour Norman Fenster, Advocate, Anne Goldenblatt, Spinster, Secretary, both of Montreal, Abraham T. Seidman, Accountant of the City of Outre-

la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et manufacturer des meubles, appareils électriques et au gaz, dispositifs de maison et accessoires de plomberie et de chauffage, sous le nom de "Lakeshore Home Appliances Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Lachine, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765 L. DÉSILETS,

La Menuiserie Générale Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix avril 1952, constituant en corporation: Paul Rousseau, Albert Gagné, Bertrand Rousseau, menuisiers, tous de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bois et de matériaux de construction de toutes sortes, sous le nom de "La Menuiserie Générale Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du procureur général, le dix avril 1952.

L'Assistant procureur général,
32765-o L. DÉSILETS.

Larivière et Charland Automobile Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept avril 1952, constituant en corporation: Paul-Émile Larivière, garagiste, Onil Charland, mécanicien, tous deux de Magog, district judiciaire de St-François, Albani Casavant, rentier, de Waterloo, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Faire et exercer le commerce d'automobiles; exploiter un ou plusieurs garages, sous le nom de "Larivière et Charland Automobiles Ltée", avec un capital de \$80,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune, et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Magog, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du procureur général, le dix-sept avril 1952.

L'Assistant procureur général,
32765-o L. DÉSILETS.

L'Association des Citoyens de la Paroisse de Saint-Conrad

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois avril 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Louis-Philippe Lavoie, Ernest Larouche, Édouard Laurin, menuisiers, Herménégilde Robitaille, maître de poste, Paul-Émile Vaillant, opérateur, Paul Léonard, mécanicien, Ovila Balthazar, ingénieur de ligne,

all of the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business and to manufacture furniture, electrical and gas appliances, household appliances, plumbing and heating supplies, under the name of "Lakeshore Home Appliances Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at the City of Lachine, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April 1952.

L. DÉSILETS,
32765-o Deputy Attorney General.

La Menuiserie Générale Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of April, 1952, incorporating: Paul Rousseau, Albert Gagné, Bertrand Rousseau, joiners, all of Sherbrooke, judicial district of St. Francis, for the following purposes:

To carry on the lumber business and deal in building requisites of every kind, under the name of "La Menuiserie Générale Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32765 Deputy Attorney General.

Larivière et Charland Automobile Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of April, 1952, incorporating: Paul-Émile Larivière, garage-keeper, Onil Charland, mechanic, both of Magog, judicial district of St. Francis, Albani Casavant, annuitant, of Waterloo, judicial district of Bedford, for the following purposes:

To carry on the business of, and deal in the automobiles; operate one or more garages, under the name of "Larivière et Charland Automobiles Ltée", with a capital of \$80,000 divided into 400 common shares of \$100 each, and into 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Magog, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32765 Deputy Attorney General.

L'Association des Citoyens de la Paroisse de Saint-Conrad

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of April, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Louis-Philippe Lavoie, Ernest Larouche, Édouard Laurin, joiners, Herménégilde Robitaille, postmaster, Paul-Émile Vaillant, operator, Paul Léonard, mechanic, Ovila Balthazar, engineer, Claude

Claude Garneau, wagonnier, Isaïe David, contracteur, tous de St-Léonard-de-Port-Maurice, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

L'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux des membres et de tous les citoyens de la paroisse de Saint-Conrad, sous le nom de "L'Association des Citoyens de la Paroisse de Saint-Conrad".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Léonard-de-Port-Maurice, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765-o L. DÉSILETS.

Léanora Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour d'avril 1952, constituant en corporation: Benjamin Robinson, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de la cité de Westmount, Theodore H. Shapiro, avocat de Ville Mont-Royal, Joseph R. Hoffman, avocat, de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements et de portefeuilles, sous le nom de "Léanora Holdings Ltd.", avec un capital de \$100,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 800 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quinzième jour d'avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765 L. DÉSILETS.

**Les Entreprises de Terrazzo,
Marbre et Tuile Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-sept avril 1952, constituant en corporation: Claude Gagnon, André Gagnon, avocats, Laure Bonin, secrétaire, cèlibataire, tous trois de Québec, Gilles de Billy, avocat, de Sillery, Thérèse Sirois, secrétaire, cèlibataire, de Lauzon, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Agir généralement comme constructeurs ou entrepreneurs-constructeurs de tous travaux, sous le nom de "Les Entreprises de Terrazzo, Marbre et Tuile Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765-o L. DÉSILETS.

**Les Industries Dorchester Limitée
Dorchester Industries Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Garneau, wagoner, Isaïe David, contractor, all of St-Léonard-de-Port-Maurice, judicial districte of Montreal, for the following purposes:

The study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members and of all the citizens of the parish of Saint-Conrad, under the name of "L'Association des Citoyens de la Paroisse de Saint-Conrad".

The amount to which the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Léonard-de-Port-Maurice, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32765 Deputy Attorney General.

Léanora Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April, 1952, incorporating: Benjamin Robinson, Advocate and Queen's Counsel, of the City of Westmount, Theodore H. Shapiro, Advocate, of the City of Mount Royal, Joseph R. Hoffman, Advocate, of the City of Montreal, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To act as an investment and holding company, under the name of "Léanora Holdings Ltd.", with a capital stock of \$100,000 divided into 200 common shares of \$100 each, and 800 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of April 1952.

L. DÉSILETS,
32765-o Deputy Attorney General.

**Les Entreprises de Terrazzo,
Marbre et Tuile Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of April, 1952, incorporating Claude Gagnon, André Gagnon, advocates, Laure Bonin, secretary, spinster, all three of Quebec, Gilles de Billy, advocate, of Sillery, Thérèse Sirois, secretary, Spinster, of Lauzon, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To act generally as builders or building contractors for all types of work, under the name of "Les Entreprises de Terrazzo, Marbre et Tuile Ltée", with a capital of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32765 Deputy Attorney General.

**Les Industries Dorchester Limitée
Dorchester Industries Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du seize avril 1952, constituant en corporation: Paul Miquelon, C.R., avocat, de Beauport, Robert Perron, avocat, Jos Moffet, huissier, de Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce du bois et de ses sous-produits, sous le nom de "Les Industries Dorchester Limitée", "Dorchester Industries Limited", avec un capital de \$75,000 divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Hénédine, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le seize avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32756-0 L. DÉSILETS, 32765

Lido Amusements Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf avril 1952, constituant en corporation: Manuel Shacter, Louis H. Rohrliek, C.R., avocats, Thelma Bean, secrétaire, fille majeure, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de producteurs de divertissements et opérateurs de salles de vues animées et théâtres, sous le nom de "Lido Amusements Ltd.", avec un capital de \$20,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765 L. DÉSILETS, 32765-0

L'Institut Antialcoolique Canadien The Canadian Antialcoholic Institute

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit avril 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Gabriel Fauteux, pharmacien, le Révérend Père David Levack, religieux rédemptoriste, Émile Fournier, professeur, J.-Gérard Pommerville, courtier en assurances, de Montréal, Rolland Charette, publiciste, de St-Vincent de Paul, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre, favoriser et aider les œuvres qui combattent par les moyens appropriés le fléau de l'alcoolisme, sous le nom de "L'Institut Antialcoolique Canadien", — "The Canadian Antialcoholic Institute".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$200,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le huit avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765-0 L. DÉSILETS, 32765

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date April 16, 1952, incorporating: Paul Miquelon, Q. C., advocate, of Beauport, Robert Perron, advocate, Jos. Moffet, bailiff, of Quebec, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in wood and its by-products, under the name of "Les Industries Dorchester Limitée", "Dorchester Industries Limited", with a capital of \$75,000 divided into 500 common shares of \$100 each, and into 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ste-Hénédine, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Lido Amusements Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April 1952, incorporating: Manuel Shacter, Louis H. Rohrliek, Q.C., advocates, Thelma Bean, secretary, spinster of the full age of majority, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of producers of entertainments and operators of moving picture houses, and theatres, under the name of "Lido Amusements Ltd.", with a capital of \$20,000, divided into 50 common shares of the par value of \$100 each and 150 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of April 1952.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

L'Institut Antialcoolique Canadien The Canadian Antialcoholic Institute

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of April, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Gabriel Fauteux, pharmacist, the Reverend Father David Levack, of the Redemptorist Order, Émile Fournier, professor, J. Gérard Pommerville, insurance broker, of Montreal, Rolland Charette, publicist, of St-Vincent de Paul, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To undertake, promote and assist all works which combat, through suitable measures, the scourge of alcoholism, under the name of "L'Institut Antialcoolique Canadien" — "The Canadian Antialcoholic Institute".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Lucky Home Appliances Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-sept avril 1952, constituant en corporation: Jack Lighstone, avocat, Yvonne Bélanger, secrétaire, fille majeure, Imelda Langlois, commis, fille majeure, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter et faire le commerce de toutes sortes d'appareils domestiques, meubles, articles divers, articles vestimentaires et installations électriques, sous le nom de "Lucky Home Appliances Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765 L. DÉSILETS.

Lucky Home Appliances Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of April 1952, incorporating: Jack Lighstone, Advocate, Yvonne Bélanger, Secretary, Fille Majeure, Imelda Langlois, Clerk, Fille Majeure, all of Montreal, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy and deal in all kinds of household appliances, furniture, sundry goods, articles of clothing, electrical equipment, under the name of "Lucky Home Appliances Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 preferred shares of the par value of \$100 each and 4,000 common shares of the par value of \$5 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April 1952.

L. DÉSILETS,
32765-o Deputy Attorney General.

Markem Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de mai 1952, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, de la cité de St-Lambert, Alexander Gordon Yeoman, commis en Loi, de la cité de Montréal, William Patrick Creagh, commis en Loi, de Ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de portefeuilles, sous le nom de "Markem Investments Inc.", avec un capital de \$970,000 divisé en 9,600 actions privilégiées première catégorie de \$100 chacune, 800 actions privilégiées seconde catégorie de \$10 chacune et 20 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce premier jour de mai 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765 L. DÉSILETS.

Markem Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of May 1952, incorporating: Ernest William Mockridge, Manager, of the City of St. Lambert, Alexander Gordon Yeoman, Law Clerk, of the City of Montreal, William Patrick Creagh, Law Clerk, of the Town of Mount Royal, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment holding company, under the name of "Markem Investments Inc.", with a capital stock of \$970,000 divided into 9,600 first preferred shares of \$100 each, 800 second preferred shares of \$10 each and 20 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Quebec, Judicial District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May 1952.

L. DÉSILETS,
32765-o Deputy Attorney General.

McCarney Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour d'avril 1952, constituant en corporation: Benjamin Robinson, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de la cité de Westmount, Theodore H. Shapiro, avocat de Ville Mont-Royal, Joseph R. Hoffman, avocat de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de portefeuilles et de placements, sous le nom de "McCarney Holdings Ltd.", avec un capital de \$50,000 divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune et 450 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quinzième jour d'avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765 L. DÉSILETS.

McCarney Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April 1952, incorporating: Benjamin Robinson, Advocate and Queen's Counsel, of the City of Westmount, Theodore H. Shapiro, Advocate of the Town of Mount Royal, Joseph R. Hoffman, Advocate of the City of Montreal, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment company, under the name of "McCarney Holdings Ltd.", with a capital stock of \$50,000 divided into 50 common shares of \$100 each, and 450 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of April 1952.

L. DÉSILETS,
32765-o Deputy Attorney General.

Montreal Investment Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux avril 1952, constituant en corporation: Maurice Paré, contremaître de "La Montreal Kitchen", Jean-Paul Bergevin, contracteur, Édouard Bergevin, administrateur, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de compagnie de placements;

Exercer le commerce général de constructeur et de fabricant de matériaux de construction de toute sorte, sous le nom de "Montreal Investment Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1952.

L'Assistant-procureur général,

32765-o

L. DÉSILETS.

Montreal Investment Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of April, 1952, incorporating: Maurice Paré, foreman, of the "Montreal Kitchen", Jean Paul Bergevin, contractor, Édouard Bergevin, executive, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company;

To carry on a general construction business and to manufacture building materials of every kind, under the name of "Montreal Investment Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1952.

L. DÉSILETS,

32765

Deputy Attorney General.

Mt-Royal Confections Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour d'avril 1952, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, Jean McFarlane, dactylo, fille majeure, de Montréal, Theodore H. Shapiro, avocat, de Ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de confiserie, biscuits et produits alimentaires en général, sous le nom de "Mt-Royal Confections Ltd."

Le capital de la compagnie est divisé en 100 actions sans valeur nominale ou au pair et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses activités sera de \$500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-neuvième jour d'avril 1952.

L'Assistant-procureur général,

32765

L. DÉSILETS.

Mt-Royal Confections Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of April 1952, incorporating: Joseph Shapiro advocate and Queen's Counsel, Ethel Yussem, secretary, spinster, of the full age of majority, Jean McFarlane, typist, spinster of the full age of majority, of Montreal, Theodore H. Shapiro, advocate, of the town of Mount Royal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in confectionery, biscuits and food-stuffs generally, under the name of "Mt-Royal Confection Ltd."

The capital stock of the company is divided into 100 shares having no nominal or par value and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be \$500.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of April 1952.

L. DÉSILETS,

32765-o

Deputy Attorney General.

N. D. G. Kosher Meat Market Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour d'avril 1952, constituant en corporation: Seymour Norman Fenster, Stanley Kandestin, avocats, Anne Goldenblatt, secrétaire, fille majeure, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bouchers et épiciers, sous le nom de N. D. G. Kosher Meat Market Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce neuvième jour d'avril 1952.

L'Assistant-procureur général,

32765

L. DÉSILETS.

N. D. G. Kosher Meat Market Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April 1952, incorporating: Seymour Norman Fenster, Stanley Kandestin, advocates, Anne Goldenblatt, secretary, spinster, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of butchers and grocers, under the name of "N. D. G. Kosher Meat Market Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this ninth day of April 1952.

L. DÉSILETS,

32765-o

Deputy Attorney General.

Paragon Modes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du seizième jour d'avril 1952, constituant en corporation: Samuel Godinsky, Harry Blank, avocats, June Kirlin, secrétaire, Joyce Hogg, réceptionniste, toutes deux filles majeures, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, faire le négoce ou le commerce de vêtements de toute description pour dames, sous le nom de "Paragon Modes Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions privilégiées de \$100 chacune et 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour d'avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765 L. DÉSILETS.

Paragon Modes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixteenth day of April 1952, incorporating: Samuel Godinsky, Harry Blank, Barristers, June Kirlin, Secretary, Joyce Hogg, Receptionist, both Spinsters, all of the City of Montreal, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, deal in or with ladies' wearing apparel of every nature, under the name of "Paragon Modes Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 preferred shares of \$100 each and 200 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this sixteenth day of April 1952.

L. DÉSILETS,
32765-o Deputy Attorney General.

Pelland Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quinze avril 1952, constituant en corporation: Charles Joseph Gélinas, un des conseils en Loi de la Reine, juriconsulte, Paul Gérin-Lajoie, avocat, Jean Geoffrion, avocat, de la cité d'Outremont, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands de machinerie, installations et accessoires électriques, sous le nom de "Pelland Company Ltd.", avec un capital de \$1,000 divisé en 100 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765 L. DÉSILETS.

Pelland Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifteenth day of April 1952, incorporating: Charles Joseph Gélinas, one of Her Majesty's Counsel, learned-in-the-law, Paul Gérin-Lajoie, Advocate, Jean Geoffrion, Advocate, of the City of Outremont, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers and dealers of machinery, electrical equipment and accessories, under the name of "Pelland Company Ltd.", with a capital stock of \$1,000 divided into 100 shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of April 1952.

L. DÉSILETS,
32765-o Deputy Attorney General.

Photo-Cinéma Télévision Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf avril 1952, constituant en corporation: Georges de Lanauze, importateur, Jacques de Lanauze, commerçant, Rita Savaria, fille majeure, sténographe, François Morel, avocat, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et l'industrie du cinéma, sous le nom de "Photo-Cinéma Télévision Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune, et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765-o L. DÉSILETS.

Photo-Cinéma Télévision Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of April, 1952, incorporating: Georges de Lanauze, importer, Jacques de Lanauze, dealer, Rita Savaria, spinster, stenographer, François Morel, advocate, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in the moving-picture trade and industry, under the name of "Photo-Cinéma Télévision Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 2,000 common shares of \$10 each, and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32765-o Deputy Attorney General.

Property Sales Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'avril 1952, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry Lyon Aronovitch, avocats, Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme agents pour la vente et l'achat de terrains, constructions et autres propriétés immobilières, sous le nom de "Property Sales Inc.", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour d'avril 1952.

L'Assistant-procureur général,

32765

L. DÉSILETS.

Property Sales Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of April 1952, incorporating: Samuel Chait, Harry Lyon Aronovitch, Advocates, Freda Pomerance, Secretary, fille majeure, Spinster, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To act as agents for the sale and purchase of lands, buildings and other real property, under the name of "Property Sales Inc.", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April 1952.

L. DÉSILETS,

32765-o

Deputy Attorney General.

Quebec Vending Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf avril 1952, constituant en corporation: Sydney Lazarovitz, François Veilleux, avocats, Madeleine Bilodeau, sténographe, fille majeure, tous de Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Acheter et vendre tous genres de distributeurs automatiques, sous le nom de "Quebec Vending Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf avril 1952.

L'Assistant-procureur général,

32765

L. DÉSILETS.

Quebec Vending Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of April 1952, incorporating: Sydney Lazarovitz, François Veilleux, advocates, Madeleine Bilodeau, stenographer, spinster, all of Quebec, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell all types of Vending Machines, under the name of "Quebec Vending Inc.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General this nineteenth day of April 1952.

L. DÉSILETS,

32765-o

Deputy Attorney General.

Raymond Doucet Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux avril 1952, constituant en corporation: Raymond Doucet, plombier, Jeannine Geneau, épouse contractuellement séparée de biens du dit Raymond Doucet, Ovíla Geneau, mécanicien, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de quincaillerie, ferronnerie, matériaux de construction et particulièrement de plomberie et d'électricité, sous le nom de "Raymond Doucet Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1952.

L'Assistant-procureur général,

32765-o

L. DÉSILETS.

Raymond Doucet Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of April, 1952, incorporating: Raymond Doucet, plumber, Jeannine Geneau, wife separate as to property by marriage contract, of said Raymond Doucet, Ovíla Geneau, mechanic, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes.

To deal in hardware, ironware, building requisites, and, in particular, in plumbing and electrical supplies, under the name of "Raymond Doucet Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1952.

L. DÉSILETS,

32765

Deputy Attorney General.

R. Dubé & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux avril 1952, constituant en corporation:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1952, incorporating: Henri Crépeau,

Henri Crépeau, avocat et conseil en loi de la Reine, Françoise Gagnon et Yvette Picard, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands d'obligations, courtiers de placement et courtiers d'actions dans toutes ses spécialités, sous le nom de "R. Dubé & Co. Ltd.", avec un capital de \$10,000 divisé en 10,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 232 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765 L. DÉSILETS.

Rouyn Securities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du seize avril 1952, constituant en corporation: Lewis Duchesnay, comptable, Dame Providence Bourdages, secrétaire, épouse séparée de biens de Jean-Paul Bourdages, tous de Noranda, Marcel Cinq-Mars, avocat, de Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda, pour les objets suivants:

Faire le commerce de valeurs mobilières, sous le nom de "Rouyn Securities Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le seize avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765-o L. DÉSILETS.

Sew-Rite (Montreal) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour d'avril 1952, constituant en corporation: Richard Harry Faust, marchand, de la cité de Toronto, province d'Ontario, Ralph Grossman, marchand, d'Outremont, Allan A. Grossman, avocat, de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à négocier des machines à coudre et des accessoires électriques, sous le nom de "Sew-Rite (Montreal) Limited", avec un capital de \$35,000 divisé en 350 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Westmount, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour d'avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765 L. DÉSILETS.

Sharon Industries Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-sept avril 1952, constituant en corpora-

advocate and Queen's Counsel, Françoise Gagnon and Yvette Picard, secretaries, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of bond dealers, investment brokers and share brokers in all its branches, under the name of "R. Dubé & Co Ltd.", with a capital stock of \$10,000, divided into 10,000 shares of \$1. each.

The head office of the Company will be at 232 St. James St. West, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32765-o Deputy Attorney General.

Rouyn Securities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the sixteenth day of April, 1952, incorporating: Lewis Duchesnay, accountant, Dame Providence Bourdages, secretary, wife separate as to property of Jean-Paul Bourdages, all of Noranda, Marcel Cinq-Mars, advocate, of Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda, for the following purposes:

To deal in movable securities, under the name of "Rouyn Securities Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32765 Deputy Attorney General.

Sew-Rite (Montreal) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of April 1952, incorporating: Richard Harry Faust, Merchant, of the City of Toronto, Province of Ontario, Ralph Grossman, Merchant, of Outremont, Allan A. Grossman, Advocate, of Montreal, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealing in sewing machines and electrical appliances, under the name of "Sew-Rite (Montreal) Limited", with a capital stock of \$35,000 divided into 350 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Westmount, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April 1952.

L. DÉSILETS,
32765-o Deputy Attorney General.

Sharon Industries Co. Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of April, 1952, incorporating: Zéphirin C.

tion: Zéphirin C. Gosselin, vendeur, Irène Valery Morin, épouse séparée de biens de Zéphirin Gosselin, Éliane Morin, fille majeure et usant de ses droits, tous de Marieville, district judiciaire de St-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles pour usage domestique, sous le nom de "Sharon Industries Co. Limited", avec un capital de \$10,000 divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Marieville, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765-o L. DÉSILETS. 32765

T. de Gruchy Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois avril 1952, constituant en corporation: Thomas de Gruchy, marchand, Gaétane Richer, Françoise Bellay, sténographes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de denrées alimentaires, de feronneries, sous le nom de "T. de Gruchy Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 136, rue St-Georges, Laprairie, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trois avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765-o L. DÉSILETS. 32765

The Acme Realty Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze avril 1952, constituant en corporation: Sidney Goldstein, marchand, Solomon Tenenbaum, chimiste, tous deux de la cité de Montréal, Samuel Leon Mendelsohn, avocat et conseil en loi de la Reine, de la cité de Westmount, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains et d'immeubles, sous le nom de "The Acme Realty Co.", avec un capital de \$80,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune et 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765 L. DÉSILETS. 32765-o

The Hub, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux avril 1952, constituant en corporation: Kenneth Albert Wilson, John McGlinchey Home, avocats et conseils en loi de la Reine et Kenneth Hunter Wilson, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de quincaillerie, accessoires électriques et matériaux de construction, sous le nom de "The Hub, Inc.",

Gosselin, salesman, Irène Valery Morin, wife separate as to property of Zéphirin C. Gosselin, Éliane Morin, spinster in use of her rights, all of Marieville, judicial district of St-Hyacinthe, for the following purposes:

To deal in articles for household use, under the name of "Sharon Industries Co. Limited", with a capital stock of \$10,000 divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Marieville, judicial district of St-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

T. de Gruchy Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April, 1952, incorporating: Thomas de Gruchy, merchant, Gaetane Richer, Françoise Belley, stenographers, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of food products and in ironware, under the name of "T. de Gruchy Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 136 St. Georges Street, Laprairie, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The Acme Realty Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April 1952, incorporating: Sidney Goldstein, merchant, Solomon Tenenbaum, chemist, both of the city of Montreal, Samuel Leon Mendelsohn, advocate, and Queen's Counsel, of the city of Westmount, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land and real estate company, under the name of "The Acme Realty Co.", with a capital stock of \$80,000, divided into 400 common shares of \$100 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifteenth day of April 1952.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The Hub, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1952, incorporating: Kenneth Albert Wilson, John McGlinchey Home, advocates and Queen's Counsel and Kenneth Hunter Wilson, advocate, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the businesses of hardware merchants, electrical and building supplies, under the name of "The Hub, Inc.", with a capital

avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la Ville de Beaconsfield, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765 L. DÉSILETS.

stock of \$40,000 divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at the Town of Beaconsfield, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this second day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32765-o Deputy Attorney General.

Titanium Mining & Smelting Limited
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour d'avril 1952, constituant en corporation: John Fitzwilliam Stairs, avocat de la cité de Westmount, Edward William Rowat, Patrick Emmet Kierans, John Brooke Claxton, Albert Bronson Culver, avocats, Mary Griffiths, fille majeure, comptable, de la cité de Montréal, Ida Kathleen Sutherland, fille majeure, secrétaire, de la cité d'Outremont, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais, sous le nom de "Titanium Mining & Smelting Limited", (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$5,000,000 divisé en 5,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourent aucune responsabilité au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quinzième jour d'avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765 L. DÉSILETS.

Titanium Mining & Smelting Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April 1952, incorporating: John Fitzwilliam Stairs, Advocate of the city of Westmount, Edward William Rowat, Patrick Emmet Kierans, John Brooke Claxton, Albert Bronson Culver, Advocates, Mary Griffiths, Spinster, Accountant, of the City of Montreal, Ida Kathleen Sutherland, Spinster, Secretary, of the City of Outremont, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Titanium Mining & Smelting Limited", (No Personal Liability), with a capital stock of \$5,000,000 divided into 5,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders will incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifteenth day of April 1952.

L. DÉSILETS,
32765-o Deputy Attorney General.

Trans-Atlantic Coal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour d'avril 1952, constituant en corporation Marcel Piché, solliciteur, Marius Doye, Industriel, Jeanne M. Valentine, secrétaire, fille majeure, de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer de toutes manières le commerce de charbon, huile, bois et toutes autres sortes de combustibles, sous le nom de "Trans-Atlantic Coal Inc.", avec un capital de \$60,000 divisé en 540 actions privilégiées de \$100 chacune et 6,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour d'avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765 L. DÉSILETS.

Trans-Atlantic Coal Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of April 1952, incorporating: Marcel Piché, Solicitor, Marius Doye, Industrialist, Jeanne M. Valentine, Secretary, Spinster, of Montreal, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in any manner in coal, oil, wood and any other kind of fuel, under the name of "Trans-Atlantic Coal Inc.", with a capital stock of \$60,000 divided into 540 preferred shares of \$100 each and 6,000 common shares of \$1 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April 1952.

L. DÉSILETS,
32765-o Deputy Attorney General.

United Bag Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre avril 1952, constituant en corporation: Eugen Brody, Sam Lustman, marchands, Sureka Wasserman, secrétaire, fille majeure, Rose Bigler, commis, fille majeure, de Montréal, tous du dis-

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of April, 1952, incorporating: Eugen Brody, Sam Lustman, Merchants, Sureka Wasserman, Secretary, Spinster of the full age of majority, Rose Bigler, Clerk, Spinster of the full age of majority

trict judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de sacs de jute et coton, toile d'emballage et produits semblables, sous le nom de "United Bag Company Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765 L. DÉSILETS.

United Investments Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour d'avril 1952, constituant en corporation: Charles Coderre, C.R., Jacques Coderre, avocats, tous deux d'Outremont, district judiciaire de Montréal, Annette Richard, secrétaire, fille majeure, de Bois des Filion, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "United Investments Corporation", avec un capital de \$19,900, divisé en 199 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce huitième jour d'avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765 L. DÉSILETS.

Universal Transport Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq avril 1952, constituant en corporation: Edgar Carignan, Jean-Jacques Taschereau, Maurice Lecompte, camionneurs, de Victoriaville, Maurice Carignan, camionneur, de Warwick, district judiciaire d'Arthabaska, Louis F. Cantin, avocat, des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de camionnage et de transport, sous le nom de "Universal Transport Inc.", avec un capital de \$75,000, divisé en 750 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Warwick, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765-o L. DÉSILETS.

Universe Trading Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date vingt-quatrième jour d'avril 1952, constituant en corporation: Jack Reichmann, marchand, Flora Mednikoff, épouse séparée de biens de Jack Reichmann, Martin Saxenberg, marchand, Vilam Ludwig, épouse séparée de biens de Martin Saxenberg, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

of Montreal, all of the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in jute and cotton bags, burlap, and similar products, under the name of "United Bag Company Ltd.", with a capital stock of \$20,000 divided into 1,000 common shares of \$10 each, and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32765-o Deputy Attorney General.

United Investments Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of April, 1952, incorporating: Charles Coderre, Q.C., Jacques Coderre, advocates, both of Outremont, judicial district of Montreal, Annette Richard, secretary, spinster, of Bois des Filion, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "United Investments Corporation", with a capital stock of \$19,900, divided into 199 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighth day of April 1952.

L. DÉSILETS,
32765-o Deputy Attorney General.

Universal Transport Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of April, 1952, incorporating: Edgar Carignan, Jean-Jacques Taschereau, Maurice Lecompte, truckmen, of Victoriaville, Maurice Carignan, truckman, of Warwick, judicial district of Arthabaska, Louis-F. Cantin, advocate, of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To engage in the cartage and transportation business, under the name of "Universal Transport Inc.", with a capital stock of \$75,000, divided into 750 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Warwick, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32765 Deputy Attorney General.

Universe Trading Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of April 1952, incorporating: Jack Reichmann, Merchant, Flora Mednikoff, wife separate as to property of Jack Reichmann, Martin Saxenberg, Merchant, Vilma Ludwig, wife separate as to property of Martin Saxenberg, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce et le négoce de joaillerie, ornements, nouveautés, sous le nom de "Universe Trading Ltd.", avec un capital de \$50,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-quatrième jour d'avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765 L. DÉSILETS.

To carry on the trade and business of jewelry, ornaments, novelties, under the name of "Universe Trading Ltd.", with a capital stock of \$50,000 divided into 100 common shares of \$100 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April 1952.

L. DÉSILETS,
32765-o Deputy Attorney General.

Vigneault Electric Cie Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-trois avril 1952, constituant en corporation: Joseph Conrad Vigneault, maître électricien-technicien, Alice Laberge Vigneault, ménagère, mariée sous le régime de la communauté de biens, Rita Vigneault, fille majeure, tous de Verdun, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneur électricien, sous le nom de "Vigneault Electric Cie — Co. Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765-o L. DÉSILETS.

Vigneault Electric Cie Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-third day of April, 1952, incorporating: Joseph Conrad Vigneault, master electrical-technician, Alice Laberge Vigneault, housewife, married under the system of community of property, Rita Vigneault, spinster, all of Verdun, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of electrical contractor, under the name of "Vigneault Electric Cie—Co. Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32765 Deputy Attorney General.

Vivex Development Company Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date dix-septième jour d'avril 1952, constituant en corporation: Anthony Jeffrey Girvan, marchand, Bertha Gersten, ménagère, épouse séparée de biens de Samuel Gewurz, Albert Gomberg, avocat, de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom, de "Vivex Development Company Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour d'avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765 L. DÉSILETS.

Vivex Development Company Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of April 1952, incorporating: Anthony Jeffrey Girvan, Merchant, Bertha Gersten, Housewife, wife separate as to property of Samuel Gewurz, Albert Gomberg, Advocate, of the City of Montreal, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Vivex Development Company Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April 1952.

L. DÉSILETS,
32765-o Deputy Attorney General.

Vogue Jewellery Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes en date du quinzième jour d'avril 1952, constituant en corporation: Leon Wildstein, marchand, Mary Goldwater, secrétaire, épouse séparée de biens

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with Section 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifteenth day of April 1952, incorporating: Leon Wildstein, Merchant, Mary Goldwater, Secretary, wife separate as to property of Sydney Leon Gold-

de Sydney Leon Goldwater, Sybil Marter, secrétaire, épouse séparée de biens de Frank R. Marter, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands de bijouterie, produits en métal, nouveautés, ornements, marchandises en cuir, articles en verre, sous le nom de "Vogue Jewellery Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quinzième jour d'avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765 L. DÉSILETS.

water, Sybil Marter, Secretary, wife separate as to property of Frank R. Marter, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers and dealers in jewellery, metal products, novelties, ornaments, leather goods, glassware, under the name of "Vogue Jewellery Inc."; with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of the par value of \$100 each and 200 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of April 1952.

L. DÉSILETS,
32765-o Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Agences D'assurance Cadi-Lac Limitée Cadi-Lac Insurance Agencies Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 22 avril 1952, à la compagnie "Agence d'Assurance Cadi-Lac Limitée", ratifiant son règlement No XXVII: 1°, ajoutant aux lettres patentes des dispositions concernant le transfert des actions; 2° changeant son nom en celui de "Agences d'Assurance Cadi-Lac Limitée" — "Cadi-Lac Insurance Agencies Limited"; 3° étendant ses pouvoirs à tels autres objets mentionnés dans le règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 22 avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765-o L. DÉSILETS.

Brisson & Lapointe Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 3 mai 1952, changeant le nom de la compagnie "Brisson, Lapointe, Poitras Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 29 novembre 1951, en celui de "Brisson & Lapointe Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le 3 mai 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765-o L. DÉSILETS.

Canadian Simplex Sales Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R. Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 8 mai 1952, à la compagnie "Canadian Simplex Sales Company" — a: augmentant son capital-actions de \$20,000 à \$70,000; le capital additionnelle étant divisé en 500 actions privilégiées de \$100; b: modifiant les privilèges et restrictions attachés aux actions privilégiées antérieurement autorisées.

Daté du bureau du Procureur général, le 8 mai 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765-o L. DÉSILETS.

Supplementary Letters Patent

Agences D'assurance Cadi-Lac Limitée Cadi-Lac Insurance Agencies Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Agence d'Assurance Cadi-Lac Limitée", ratifying its By-law No. XXVII: 1. adding to the letters patent provisions concerning the transfer of shares; 2. changing its name into that of "Agences d'Assurance Cadi-Lac Limitée" — "Cadi-Lac Insurance Agencies Limited"; 3. extending its powers to such other purposes as mentioned in the by-law.

Dated at the office of the Attorney General, April 22, 1952.

L. DÉSILETS,
32765 Deputy Attorney General.

Brisson & Lapointe Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the third day of May, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Brisson, Lapointe, Poitras Inc." incorporated by letters patent dated November 29th 1951, to that of "Brisson & Lapointe Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this third day of May, 1952.

L. DÉSILETS,
32765 Deputy Attorney General.

Canadian Simplex Sales Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of May, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, of the said Act, chapter 276, R.S.Q. 1941, to the "Canadian Simplex Sales Company" — a) increasing its capital stock from \$20,000 to \$70,000; the additional capital being divided into 500 preferred shares of \$100; b) amending the privileges and restrictions attached to preferred shares previously authorized.

Dated at the office of the Attorney General, this 8th day of May, 1952.

L. DÉSILETS,
32765 Deputy Attorney General.

J. Matlin Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 2 mai 1952, à la compagnie "J. Matlin Limited", ratifiant son règlement N° 24 — 1°: augmentant son capital par la création de 600 actions privilégiées additionnelles de \$100 chacune, sujettes aux droits et restrictions énoncés audit règlement; 2°: modifiant les droits et restrictions des actions privilégiées déjà en vigueur 3°: la compagnie continuera ses opérations avec un montant de \$35,000.

Daté du bureau du Procureur général, le 2 mai 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765 L. DÉSILETS.

J. Matlin Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 2th May, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the Company "J. Matlin Limited", ratifying its by-law No. 24 — 1: increasing its capital by the creation of 600 additional preferred shares of \$100. each, subject to the rights and restrictions indicated in the said by-law; 2: modifying the rights and restrictions of preferred shares already in force; 3: that the company will continue its operations with an amount of \$35,000.

Dated at the office of the Attorney General, this 2th day of May, 1952.

L. DÉSILETS,
32765-o Deputy Attorney General.

O. Demers, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 2 mai 1951, à la compagnie "O. Demers, Limitée", ratifiant son règlement N° 7 portant son capital-actions de \$20,000 à \$120,000 par la création de 20,000 actions privilégiées de \$5 chacune, sujettes aux droits et restrictions indiqués audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 2 mai 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765-o L. DÉSILETS.

O. Demers, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the second day of May, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "O. Demers, Limitée", ratifying its By-law No. 7, increasing its capital stock from \$20,000 to \$120,000, by the creation of 20,000 preferred shares of \$5 each, subject to the rights and restrictions set forth in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1952.

L. DÉSILETS,
32765 Deputy Attorney General.

**Signal Oils & Metals Co. Ltd.
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13 mai 1952, à la compagnie "Signal Oils & Metals Co. Ltd." (No Personal Liability) lui accordant des pouvoirs additionnels soit: l'exploitation du pétrole et de ses dérivés.

Daté du bureau du Procureur général, le 13 mai 1952.

L'Assistant-procureur général,
32765-o L. DÉSILETS.

**Signal Oils & Metals Co. Ltd.
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act and Part I of the Quebec Companies, Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of May, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, of the said Act, chapter 276, R.S.Q., 1941, to the company "Signal Oils & Metals Co. Ltd." (No Personal Liability) granting it additional powers, namely: dealing in petroleum and its derivatives.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1952.

L. DÉSILETS,
32765 Deputy Attorney General.

Arrêtés en Conseil

ERRATUM

ARRÊTÉ EN CONSEIL

Dans l'édition du 10 mai 1952 de la *Gazette officielle* de Québec, à la page 1291, décret numéro 505, relatif à l'industrie du meuble dans la province de Québec, alinéa intitulé Zone III, veuillez lire: "\$0.65 au lieu de \$0.55", dans la version française et "\$0.65 au lieu de \$0.70", dans la version anglaise.
32779-o

Orders in Council

ERRATUM

ORDER IN COUNCIL

In the issue of May 10, 1952, of the *Quebec Official Gazette*, on page 1291, decree number 505, relating to the furniture industry in the Province of Quebec, paragraph entitled Zone III, please read: "\$0.65 instead of \$0.55", in the French version and "\$0.65 instead of \$0.70", in the English version.
32779-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 682

Québec, le 4 juin 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "F"

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses du District de Saint-François.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses du District de Saint-François, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 640-D du 20 juin 1951, soit prolongé jusqu'au 14 septembre 1952, aux mêmes taux et conditions.

(Document "F" annexé à l'arrêté)

32779-0

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 682

Quebec, June 4, 1952

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "F"

CONCERNING an extension of the right to levy of the Barbers and Hairdressers Parity Committee of St. Francis District.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the right to levy of the Barbers and Hairdressers Parity Committee of St. Francis District, authorized by a by-law approved by Order in Council number 640-D of June 20, 1951, be extended until September 14, 1952, with the same rate and conditions.

(Document "F" annexed to the order)

32779-0

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 683

Québec, le 4 juin 1952.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative à l'industrie de la fabrication des produits en métal en feuille dans l'île de Montréal et un rayon de 15 milles de ses limites.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

La Chambre de Construction inc., Section de la fabrication en métal en feuille,

Et, D'AUTRE PART:

"The Sheet Metal Workers International Association, Local 116",
pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 26 avril 1952;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérante pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie et les métiers visés et la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de la Loi de la convention

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 683

Québec, June 4, 1952.

Present: The Lieutenant-Governor-in-Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the sheet metal products fabricating industry in the Island of Montreal and a radius of 15 miles from its limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The Builders' Exchange Inc., Sheet Metal Fabricating Section,

And, ON THE OTHER PART:

The Sheet Metal Workers International Association, Local 116,
for the employers and the employees of the industry and the trades concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 26, 1952;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the industry and trades concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS no objection has been made against the said request;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said request be accepted in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act

collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements) avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 26 avril 1952.

(Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 26, 1952.

I. Définitions: Pour les fins d'application du décret les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le terme "sous-contremaître" désigne un salarié nommé par son employeur à cette position et dont les fonctions sont d'aider le contremaître dans l'exécution de son travail régulier.

b) Le terme "chef d'équipe" désigne un mécanicien chargé de l'exécution d'un travail et qui a un groupe de salariés travaillant sous sa juridiction.

c) Le terme "mécanicien en métal en feuille" désigne tout salarié qualifié qui peut lire les plans et exécuter, d'après les dessins, toute opération relative à la fabrication du métal en feuille et des métaux similaires, sans aide ou surveillance.

d) *Soudeurs:* 1° Le terme "soudeur classe "A", désigne tout salarié possédant une connaissance complète de la soudure acétylène ou électrique de tout métal en feuille ou des métaux similaires et pouvant exécuter lui-même, d'après les plans et devis, toutes les opérations de son métier, sans aide ou surveillance.

Note: Un soudeur qualifié en vertu de l'article 25 des règlements en exécution de la Loi des Appareils sous pression et approuvés par le Unfired Pressure Vessel Code, édition 1943, doit être considéré comme un soudeur de la classe "A";

2° Le terme "soudeur classe "B", désigne tout salarié possédant une connaissance complète de la soudure acétylène ou électrique du métal en feuille ou des métaux similaires et pouvant exécuter, d'après les plans et devis, les opérations de son métier, selon les instructions qu'il reçoit.

3° Le terme "soudeur classe "C" désigne tout salarié possédant une certaine connaissance de la soudure acétylène ou de la soudure électrique du métal en feuille et des métaux similaires et pouvant exécuter les opérations de son métier selon les instructions qu'il reçoit.

4° Le terme "soudeur en série" désigne tout salarié affecté à un travail de routine en soudure dont le taux de salaire est automatiquement majoré de la façon indiquée à l'article VII.

e) *Machiniste:* 1° Le terme "machiniste-mécanicien" désigne tout salarié qualifié possédant une connaissance complète de la machinerie et pouvant exécuter sur plans et devis toutes les opérations de son métier, sans aide ou surveillance.

2° Le mot "machiniste" désigne tout salarié qualifié possédant une connaissance complète de la machinerie et pouvant exécuter sur plans et devis toutes les opérations de son métier, sous surveillance.

f) Le mot "outilleur" désigne tout salarié spécialisé dans la fabrication des poinçons, guides et outils. L'outilleur doit être capable de produire ces articles d'après les dessins ou esquisses en employant l'outillage régulier de l'atelier, sans aide ou surveillance.

g) Le terme "compagnon peintre" désigne tout salarié qui a toute l'expérience voulue pour peindre les métaux et autres matériaux de même nature, soit au pinceau, au pistolet ou par immersion et pour faire le nettoyage et la cuisson nécessaire. Il doit pouvoir préparer les couleurs et mélanger sa propre peinture et avoir été engagé spécifiquement comme peintre.

I. Definitions: For the purpose of the decree, the following terms have the meaning hereinafter given to them:

a) "Assistant foreman" shall be an employee appointed by his employer to such position and his functions shall be to assist the Foreman in the execution of his regular duties.

b) "A charge hand" shall be a mechanic in charge of the fabrication of a job and who has a group of men working under his direction.

c) "A sheet metal mechanic" shall be an employee skilled in his trade, competent to work from drawings and carry out the fabrication of sheet metal and allied materials without direction from others.

d) *Welders:* 1. "A Class "A" welder" is an employee with complete knowledge of either oxy-acetylene or electric arc welding of all sheet metal and allied materials, competent to work directly from drawings and specifications and able to carry out operations in his trade without direction from others.

Note: A welder qualified under article 25 of the regulations for the carrying out of the Pressure Vessels Act and as approved under the "Unfired Pressure Vessels Code, 1943 Edition", shall be classified as a Class "A" Welder.

2. "A Class "B" welder" is an employee with complete knowledge of either oxy-acetylene or electric arc welding of sheet metal and allied materials and competent to work directly from detailed drawings and able to carry out operations in his trade with direction from others.

3. "A Class "C" welder" is an employee with knowledge of either oxy-acetylene or electric arc welding of sheet metal and allied materials and competent to carry out operations in his trade under supervision.

4. "Production welder" is a workman employed on routine welding operations and whose rate shall be increased automatically as indicated in section VII.

e) *Machinist:* 1. A "Machinist Mechanic" shall be an employee with full knowledge of machine shop practice and competent to work directly from drawings and specifications and to carry out any operations in his craft without direction from others.

2. A "Machinist" shall be an employee with full knowledge of machine shop practice and competent to work directly from drawings and specifications and to carry out any operations in his craft with direction from others.

f) A "Toolmaker" shall be an employee engaged in the fabrication of dies, jigs and tools. He shall be capable of producing these from working drawing or sketches, using standard tool room equipment without direction from others.

g) "Journeyman Painter" shall be an employee thoroughly experienced in painting metal and allied materials by brush, spray and dipping methods, and in the cleaning and baking procedure necessary. He shall be competent to blend colors and mix his own paint, and shall have been employed specifically as a painter.

h) Le terme "peintre au pistolet" désigne tout salarié travaillant durant au moins 70% de son temps à peindre au pistolet et qui peut mélanger la peinture utilisée pour cette opération et prendre soin du pistolet.

i) Le mot "forgeron" désigne tout salarié capable d'exécuter le travail appartenant au métier de forgeron.

j) Les mots "préposé aux machines" désignent tout salarié capable de monter et d'ajuster sa machine pour les opérations ordinaires à exécuter et de voir au fonctionnement de sa machine d'une façon compétente. Les préposés à la cisaille mécanique, à la plieuse et découpeuse mécanique ou à la machine à rouler (roll forming) — à l'exception de la machine à ourler (lock former) Pittsburg — sont considérés comme préposés aux machines.

k) Les mots "assembleur" et "ouvrier spécialisé" désignent tous salariés qui peuvent exécuter toute opération d'après les instructions, lire les détails apparaissant sur les plans et exécuter les travaux requérant moins de compétence que ceux qu'exécutent les ouvriers qualifiés.

l) Le terme "ouvrier de la production" désigne tout salarié qui exécute du travail ayant trait à la fabrication en série, lequel requiert moins d'expérience que celui des assembleurs et ouvriers spécialisés; tel salarié n'est pas requis de lire les détails sur les plans.

Par "fabrication en série", on entend une fabrication qui nécessite la répétition des mêmes opérations plusieurs fois durant la même journée.

m) Le terme "chef de groupe" désigne tout salarié qui n'est pas un mécanicien et qui est chargé de la direction d'un groupe d'hommes en vue de l'exécution d'instructions déterminées tombant sous le coup de sa propre classification ou d'une classification inférieure.

n) *Aides*: Les aides sont des salariés qui assistent et qui aident les ouvriers qualifiés appartenant à une classification supérieure à celle des ouvriers de la production.

o) *Apprentis*: Les apprentis sont des garçons ou jeunes gens de 16 à 21 ans; ils reçoivent un carnet d'apprentissage du Comité paritaire. Ce carnet doit être dûment rempli par les employeurs avec mention des périodes de travail dans le métier.

p) *Garçons*: Les garçons de 16 à 18 ans inclusivement peuvent être affectés à un travail de routine, aux taux établis pour les apprentis dans le paragraphe "i" de l'article VII, jusqu'à ce qu'ils atteignent le taux régulier des aides. Par travail de routine, on entend le travail des messagers, des commissionnaires ou autre occupation de semblable nature.

Si un garçon est placé dans une autre classification, il doit être rémunéré en conséquence.

Les garçons autres que ceux affectés à un travail de routine ne peuvent, toutefois, dépasser en nombre le cinquantième des salariés de l'établissement.

q) *Divers*: Les salariés employés régulièrement comme expéditeurs, hommes d'entrepôts ou magasiniers doivent recevoir \$0.05 l'heure de plus que le taux minimum des aides. Le salarié en charge de ces départements doit recevoir \$0.15 l'heure de plus que le taux minimum des aides. Toutefois, les salariés employés temporairement à ces fonctions continuent de recevoir leurs taux réguliers de salaire.

r) Le terme "polisseur classe "A", désigne un salarié qui polit les métaux et alliages de formes variées sans en altérer la forme et les contours; prépare les colles et autres bases adhésives, choisit les différents abrasifs; forme et ajuste

h) "Spray Painter" shall be an employee engaged a minimum of 70% of his time in spray painting and capable of mixing the paint to be used in said operation and of taking care of the spray gun.

i) "Blacksmith" shall be an employee capable of doing the usual work appertaining to the trade of blacksmith.

j) A "Machine Operator" shall be an employee competent to set up and adjust his machine for ordinary operations to be performed and to operate his machine in a skillful manner. Workmen who operate a power shear, power brake or brake or roll forming machine (with the exception of Pittsburg Lock Former) shall be classified as Machine Operators.

k) "Assemblers" and "Specialists" shall be employees competent to carry out operations according to instructions and shall be able to read detailed drawings and engage in work requiring less skill than a journeyman.

l) "Production Workers" shall be employees occupied under supervision in repetitive work that requires less skill than the qualifications of assemblers and specialists; they shall not be required to read detailed drawings.

The words "repetitive work" shall mean repeated operations several times a day.

m) "Leading hand" shall be an employee who is not a mechanic and who is handling a group of men to carry out specific instructions within the scope of his own or a lesser classification.

n) *Helpers*: Shall be employees occupied to help and give useful assistance to a more experienced workman classified above the classification of production workers.

o) *Apprentices*: Shall be boys or young men between the ages of sixteen and twenty-one and they shall receive an apprenticeship book from the Joint Committee. Said book shall be properly filed by employers, crediting time worked at trade.

p) *Boys*: Boys between the ages of 16 and 18 inclusively may be employed for routine operations at the rates set for apprentices in section VII-i, until such time as they acquire the standard rate for helpers. Routine operations shall comprise such work as messengers, stock-chasers and the like. If a boy be placed in any other classification, he shall be paid accordingly.

Boys other than those employed on routine operations may not, however, be employed at a ratio greater than one to every 50 employees in the plant.

q) *Miscellaneous*: Workmen regularly employed as shippers, warehousemen or stock-keepers shall be paid five cents \$0.05 per hour in excess of the helpers' minimum rate. The employee in charge of these departments shall be paid fifteen cents \$0.15 per hour in excess of the helpers' minimum rate. However, workmen temporarily employed as above shall retain their regular rates of pay.

r) "Class "A" Buffer and Polisher" shall be a workman who polishes and buffs metal and alloys of usual and unusual design and shape, maintains contours and shape within reasonable dimensions, prepares glue or other grain lock,

les meules en vue d'obtenir un rendement uniforme.

II. Jurisdiction territoriale: La juridiction territoriale du décret comprend l'île de Montréal et un rayon de quinze (15) milles de ses limites.

III. Jurisdiction industrielle et professionnelle:
a) Le décret s'applique à tous les établissements s'occupant de la fabrication des produits de métal en feuille. Les produits de métal en feuille comprennent tout matériel usiné ou article fabriqué entièrement ou en majeure partie de métal en feuille d'une épaisseur variant de .0043 de pouce à .1875 de pouce. Le métal en feuille désigne l'acier et le fer ainsi que tout métal non-ferreux ou alliage.

b) Le décret ne s'applique pas aux établissements industriels ou aux salariés de ces établissements déjà régis par une convention collective de travail rendue obligatoire par décret en vertu de la Loi de la convention collective; il ne s'applique pas non plus à la construction de navire, d'avions ou à la fabrication des produits suivants: canettes en métal et ustensiles; poêles et fournaies fabriqués par des fonderies; chaufferettes et radiateurs électriques; réfrigérateurs et humidificateurs électriques; lampes, appareils et accessoires électriques.

IV. Durée du travail: *a)* La semaine régulière de travail est de quarante-deux (42½) heures et demie. La durée journalière ne doit pas excéder huit (8) heures et demie, sans détermination des heures de commencement et de cessation de travail.

b) Déduction pour retard: 1° *Horloge de présence à la minute:* Une déduction de quinze (15) minutes est imposée pour tout retard excédant trois (3) minutes par quart d'heure sur les horloges qui enregistrent les minutes, c'est-à-dire, pour les retards de quatre (4) à dix-huit (18) minutes, la déduction est de quinze (15) minutes; pour les retards de dix-neuf (19) à trente-trois (33) minutes, la déduction est d'une demi-heure et ainsi de suite.

2° *Horloge de présence au dixième d'heure:* Dans les établissements où ces horloges sont en usage les salariés doivent poinçonner leur temps dans les six minutes qui précèdent l'heure fixée pour le commencement du travail et dans les six (6) minutes qui suivent la cessation du travail. La déduction imposée pour les retards en regard de ce système est la suivante: quinze (15) minutes pour les retards d'un (1) ou deux (2) points (6-12) minutes et une demi-heure pour les retards de trois (3) quatre (4) et cinq (5) points (18-24-30) minutes.

V. Travail supplémentaire: *a)* Tout travail exécuté en plus de huit (8½) heures et demie par jour et tout travail exécuté le samedi est considéré comme du travail supplémentaire.

b) Tout travail supplémentaire doit être rémunéré au taux de salaire et demi par rapport au salaire régulier.

c) Le double du taux de salaire régulier doit être payé pour tout travail exécuté les dimanches et les jours de fête suivants: Le Premier de l'An, le Vendredi-Saint, le 24 mai, la fête de la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâce, le jour de Noël, ou tout autre jour désigné par une loi ou un décret pour remplacer l'une des fêtes ci-haut mentionnées.

Toutefois, à la discrétion des employeurs et des salariés de tout établissement agissant par l'intermédiaire de l'association les représentant, il est permis de substituer à une fête statutaire mentionnée dans le décret une autre journée mutuellement acceptée; dans ce cas, le taux de

selects various abrasives, heads and balances polishing and abrasive wheels for uniformity of production.

II. Territorial jurisdiction: The territorial jurisdiction of the decree shall comprise the Island of Montreal and a radius of fifteen (15) miles from its limits.

III. Industrial and professional jurisdiction:
a) This decree shall apply to all establishments engaged in the manufacture or fabrication of sheet metal products which include all processed material and fabricated articles made entirely or principally from sheet metal of a thickness ranging from .0043 of an inch to .1875 of an inch. Sheet metal shall be considered as meaning steel and iron as well as non-ferrous metals and alloys.

b) The decree shall not apply to industrial establishments and their employees already regulated by a collective labour agreement rendered legal and obligatory by decree issued under the authority of the Collective Agreement Act, nor does it apply to the construction of ships, aircraft or to the manufacture and fabrication of the following products: cans and utensils; stoves and furnaces manufactured by foundries; electric radiators and heaters; domestic refrigerators and humidifiers; electric lamps, fixtures and accessories.

IV. Standard working hours: *a)* The standard working week is one of forty-two and a half (42½) hours. The standard working day consists of eight and a half (8½) hours. There shall, however, be no specified hours of starting and finishing.

b) Deductions: 1. *Clocks punching minutes:* Late starting shall be penalized to the amount of fifteen (15) minutes for lateness clocks which punch in minutes, i.e. for lateness from four (4) to eighteen (18) minutes, the penalty is fifteen (15) minutes; from nineteen (19) to thirty-three (33) minutes, the penalty is one half hour, etc.

2. *Clocks punching tenths of hours:* On time clocks which punch in tenths of an hour, an employee's time must be punched one (1) point (within six minutes) before starting time and one point (six minutes) after quitting time. Lateness on cards punched on these clocks shall be penalized as follows: employees late one (1) or two (2) tenths of an hour (6 to 12 minutes) shall be penalized fifteen (15) minutes; three (3), four (4) and five (5) tenths (18-24-30 minutes) shall be penalized one half hour.

V. Overtime: *a)* All time worked over eight and a half (8½) hours in any one day and all time worked on Saturday is overtime.

b) Overtime shall be paid at the rate of time and one half of the regular hourly rates.

c) Double time shall be paid for all work on Sundays and the following Statutory Holidays: New Year's Day, Good Friday, May 24, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day or the day designated by Statute or Decree to be observed as one of the above holidays.

However, at the option of the employers and the employees in any establishments acting through the second party, it shall be permissible to substitute for any Statutory Holiday herein specified another day mutually agreed upon, in which event regular rates shall be paid on the

statutaire mais le taux de salaire double doit être payé le jour convenu.

VI. *Congés payés*: Le Premier de l'An, le Vendredi-Saint, le 24 mai, le Jour de la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, le Jour d'Actions de Grâce et Noël, sont des congés payés aux taux réguliers aux conditions suivantes:

a) i. Lorsqu'un desdits jours de fête tombe un dimanche, le lundi suivant doit être observé comme un jour de congé payé.

ii. Lorsqu'un des jours de congé tombe le lundi, le mardi, le mercredi, le jeudi ou le vendredi, la rémunération est celle d'une journée de travail au taux régulier de salaire.

b) Pour avoir droit aux congés, les salariés doivent avoir été au service de l'employeur depuis au moins 30 jours.

c) Pour avoir droit à la rémunération, il faut de plus que les salariés ne soient pas absents le jour ouvrable qui précède et celui qui suit le congé, exception faite, cependant des absences causées par 1° un décès dans la famille même du salarié; 2° la maladie; 3° une permission écrite de l'employeur; et 4° la participation à un jury.

d) Les salariés requis de travailler l'un des jours ci-haut mentionnés doivent recevoir une journée complète de salaire au taux régulier en plus de la rémunération qu'ils auraient reçue s'ils avaient chômé.

VII. *Salaires minima*: Les taux minima de salaires suivants s'appliquent aux catégories de salariés ci-après énumérés. Aucune des dispositions du décret ne peut avoir pour effet de réduire les taux horaires des salariés actuellement en vigueur.

Classification:

Taux horaires minima

<i>a) Compagnons:</i>	
Mécanicien en métal en feuille	\$1.57
Sous-contremaître	1.71
Chef d'équipe	1.64
Soudeur classe "A"	1.64
Soudeur classe "B"	1.51
Soudeur classe "C"	1.38
<i>Soudeurs en série:</i>	
Premier semestre	1.12
Deuxième semestre	1.18
Troisième semestre	1.25
Quatrième semestre	1.30
Subséquentement, ils sont éligibles à la classe "C", à \$1.38 de l'heure, s'ils possèdent les qualifications requises.	
Polisseur, classe "A"	1.45
Machiniste	1.38
Mécanicien-machiniste	1.59
Outilleur	1.64
Peintre	1.49
Peintre au pistolet	1.31
b) Forgeron	1.51
c) Préposé au fonctionnement des machines	1.30
d) Assembleur et ouvrier spécialisé	1.38
e) Ouvrier de la production	1.15
f) Aide	1.10
g) <i>Chefs de groupe</i> : Les chefs de groupe doivent recevoir \$0.10 l'heure de plus que le minimum établi dans le décret pour leur classification.	

Les aides qui ont atteint le taux de \$1.15 l'heure peuvent être employés régulièrement comme "ouvrier de la production", si l'employeur peut le faire.

h) Les apprentis tôliers doivent être rémunérés sur la base suivante:

Première année: 50% du taux du mécanicien.

Statutory Holiday and double time on the substitute date.

VI. *Paid holidays*: New Year's Day, Good Friday, May 24, St. Jean Baptiste Day, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day shall be holidays with pay at regular rates.

a) i. When a paid Holiday falls on Sunday, the succeeding Monday shall be declared a holiday with pay.

ii. Payment shall be made for one standard work day at current rates of pay, if such holiday falls on a Monday, Tuesday, Wednesday Thursday or Friday.

b) Employees must have been in the service of the employer at least 30 days to qualify.

c) Employees must not be absent on the work days immediately preceding and succeeding the Statutory Holiday in order to qualify for payment, exceptions being made for absence due to: 1. death in the immediate family; 2. illness; 3. written permission from the employer and 4. Jury duty.

d) Employees required to work on any of the above mentioned holidays shall be paid a full day's pay at regular rates and in addition shall receive the holiday pay that would be paid to them if they had not been employed.

"VII. *Wage rates*: The following minimum wage rates shall apply to the respective classes of employment hereunder mentioned. Nothing contained in the decree shall have the effect of reducing any employees' hourly rate now in force.

Classifications:

Minimum hourly rates

<i>a) Journeymen:</i>	
Sheet Metal Mechanic	\$1.57
Assistant-foreman	1.71
Charge hand	1.64
Welder, Class "A"	1.64
Welder, Class "B"	1.51
Welder, Class "C"	1.38
<i>Production Welders:</i>	
First six months	1.12
Second six months	1.18
Third six months	1.25
Fourth six months	1.30
They then become eligible for Class "C", at \$1.38 per hour, if they qualify.	
Buffer and Polisher, Class "A"	1.45
Machinist	1.38
Machinist mechanic	1.59
Toolmaker	1.64
Painter	1.49
Painter (Spray)	1.31
b) Blacksmith	1.51
c) Machine operator	1.30

d) Assembleur et spécialiste

e) Production worker

f) Helper

g) *Leading Hands*: Leading Hands shall receive \$0.10 per hour more than the minimum determined in the decree for their classification.

Helpers who have attained a wage of \$1.15 an hour may be employed regularly as Production Workers if the employer can arrange accordingly.

h) Apprentice sheet metal mechanics shall be paid on the following basis:

First year: 50% of the Sheet Metal Mechanic's rate;

Deuxième année: 60% du taux du mécanicien.

Troisième année: 70% du taux du mécanicien.

Quatrième année: 85% du taux du mécanicien.

i) Les garçons de 16 à 18 ans inclusivement commencent à \$0.75 l'heure et reçoivent une augmentation de \$0.05 l'heure après chaque semestre de travail ininterrompu. Toutefois, lorsqu'ils atteignent leur 19^{ème} année, ils doivent être classifiés comme aides et rémunérés comme tels.

j) Divers: *Taux horaires*
Conducteur de camion, magasinier, homme d'entrepôt, préposé à l'expédition et à la réception des marchandises. \$1.15

k) Les salariés faisant partie des équipes de nuit doivent recevoir \$0.05 de plus l'heure que les taux ci-haut mentionnés.

VIII. *Taux pour équipes irrégulières*: Un boni de cinq cents (\$0.05) l'heure doit être payé aux salariés des équipes irrégulières pourvu que la majeure partie du temps consacré à ces équipes tombe en dehors des heures régulières du travail quotidien de l'établissement ou de l'atelier visé.

IX. *Vacances payées*: a) Tous les salariés qui ont douze (12) mois de service continu pour le même employeur au premier mai, ont droit à une semaine de vacances payées à raison de 2% du salaire actuel du salarié lors des vacances; le calcul de la rémunération est basé sur le nombre d'heures régulières de travail (surtemps non compris) effectuées durant les douze mois précédents.

b) Les salariés qui n'ont pas déjà reçu de rémunération de vacances et qui y ont droit parce qu'ils ont travaillé pendant douze mois continus pour le même employeur à la date du premier mai doivent, à la période de vacances, être rémunérés selon le nombre d'heures régulières effectuées de la date de l'embauchage original au trente avril au taux de salaire en vigueur à la date des vacances.

c) Tous les salariés qui ont cinq ans ou plus de service pour le même employeur au premier mai ont droit à deux (2) semaines de vacances payées à raison de 4% des heures régulières effectuées durant les douze (12) mois précédents, du premier mai au trente avril, au taux en vigueur à la date des vacances.

d) Tous les salariés qui quittent leur emploi avant de prendre leurs vacances annuelles doivent recevoir la rémunération de vacances à laquelle ils ont droit en vertu des présentes dispositions ainsi que celle qu'ils ont gagnée dans l'année courante à la suite de services qualifiés, calculée à compter du premier mai jusqu'à la date de cessation de l'emploi.

e) Les salariés qui quittent leur employeur avec plus de douze mois de service pour ce dernier et qui, jusqu'à cette date, n'ont reçu aucune rémunération de vacances ont droit à une rémunération de vacances égale à 2% des heures régulières de travail effectuées à compter de la date de l'embauchage original au taux du salaire en vigueur lors du départ.

f) Les salariés qui quittent leur employeur ou qui sont renvoyés avant d'avoir terminé une année de service ont droit à une rémunération pour vacances égale au salaire de 2% des heures régulières effectuées depuis l'embauchage original ou depuis la date des vacances précédentes, selon le cas.

g) L'employeur peut exiger que l'établissement soit fermé pour la période de vacances; il lui est loisible, également, d'échelonner les

Second year: 60% of the Sheet Metal Mechanic's rate;

Third year: 70% of the Sheet Metal Mechanic's rate;

Fourth year: 85% of the Sheet Metal Mechanic's rate.

i) Boys from 16 to 18 years of age shall start at \$0.75 an hour with increase of five cents \$0.05 an hour every six months of continuous service. However, on attaining their 19th year, they shall be classified as helpers and paid as such.

j) *Miscellaneous: Hourly rates*

Truck Driver, Stock and Store Keeper, Warehouseman, shipping and receiving. \$1.15

k) Employees working on night shifts shall be paid five cents (\$0.05) an hour in excess of the above rates.

VIII. *Irregular or "off" shift rate*: A premium of five cents (\$0.05) an hour shall be paid to all workmen employed on any irregular or "off" shift provided that the major portion of the time so worked falls outside the regular daily hours of work of the factory or shop concerned.

IX. *Vacation with pay*: a) All employees who have had twelve months continuous service with the same employer as at May 1st, shall be entitled to one week's vacation with pay based on 2% of the employees actual wage rate at the time of vacation computed on the number of standard hours worked (excluding overtime) during the preceeding months.

b) Employees who have not previously received holiday pay but who have qualified by having worked twelve months continuously for the same employer, upon reaching May 1st, shall, at the holiday period, be paid for the number of standard hours worked from the date of their original employment to April 30th at the actual wage rate in effect at the time of vacation.

c) All employees who have five years or more service with the same employer at May 1st shall be entitled to two weeks' vacation with pay based on 4% of the standard hours worked during the preceeding twelve months from May 1st to April 30th at the actual wage rate in effect at the time of vacation.

d) All employees who leave prior to their vacation for the year, shall receive the vacation pay to which they are entitled under this plan, plus vacation pay which has been earned during current year by qualified service, calculated from May 1st to the date of leaving the employ of the employer.

e) Employees with more than twelve months service with the same employer who, until that time, have received no vacation pay and who leave the employ of the employer shall be entitled to vacation pay based on 2% of their standard hours worked, computed from the date of their original employment at the actual wage rate at time of leaving.

f) Employees who leave or are dismissed before they have completed a year of service, shall be entitled to vacation pay on the basis of 2% of their standard hours worked, computed from the date of their original employment or from the date of their previous vacation, as the case may be.

g) The employer may require the plant to be closed for the purpose of providing a vacation period or, at his option, may stagger vacation

vacances de ses salariés en vue de maintenir un rendement continu. Dans ce dernier cas, il doit s'efforcer de plaire à ses salariés lorsqu'il s'agit de fixer la date de leurs vacances.

h) Les vacances doivent être prises entre le premier (1er) mai et le trente (30) septembre.

Toutefois, après entente entre l'employeur et le salarié, ce dernier peut prendre ses vacances après le trente (30) septembre.

X. *Apprentissage*: a) La période d'apprentissage est de quatre (4) années; il faut que l'apprenti termine son apprentissage pendant cette période.

b) Dans le calcul de cette période de quatre (4) années, tout temps perdu par l'apprenti doit être compensé. A l'expiration de ladite période, si, selon l'employeur, l'apprenti ne s'est pas qualifié mécanicien, il peut être requis de travailler une période additionnelle ne dépassant pas six (6) mois.

c) Il peut y avoir un apprenti tôlier par deux mécaniciens de métal en feuille (tôliers) et la même proportion doit être observée dans le cas des machinistes et apprentis machinistes.

d) Les apprentis qui ont fréquenté une école régie par la Loi de l'Enseignement spécialisé doivent recevoir un crédit proportionné à la durée de leurs études dans les métiers du métal en feuille et au résultat de leurs examens.

XI. *Retenues*: Les retenues sur les salaires, sauf celles requises par la Loi, ne sont faites qu'à la suite d'une autorisation écrite du salarié.

XII. *Classement*: Le salarié est classifié par son employeur, lequel doit fournir à chaque salarié une carte de classement convenablement remplie et signée. On procédera à ce classement en tenant compte de la nature du travail tel que défini et classé dans le décret. Au cas de désaccord, le salarié a l'opportunité de prouver qu'il est compétent pour exécuter le travail de la catégorie pour laquelle il se croit qualifié.

XIII. *Griefs*: Toute mécontente relative au décret et tout grief des salariés sont soumis, par le Comité d'atelier, au surintendant de l'établissement; à défaut d'un règlement satisfaisant, le tout peut être soumis à l'employeur concerné. Dans le cas où l'employeur et le comité d'atelier ne peuvent s'entendre, le tout est soumis par écrit, au Comité paritaire qui est chargé de la mise à exécution du décret.

XIV. Lors de la ratification de la présente convention le Comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par le présent décret, demeure en fonction et surveille la mise à exécution du présent décret jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité en vertu du décret antérieur.

XV. Le présent décret abroge le décret numéro 456 du 26 avril 1951 et ses amendements.

XVI. *Durée du décret*: Le présent décret est valable à compter du jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, et demeure en vigueur pendant une période d'une année après cette date, sans reconduction.

A. MORISSET,

Greffier du Conseil Exécutif.

32779-o

periods of employees so that continuous production may be maintained. In the latter case, the employer shall make every reasonable effort to meet with the wishes of employees in allocating vacation periods.

h) Vacation shall be taken between May 1st and September 30th.

However, subject to mutual agreement between the employees and employer, an employee may take his vacation after September 30th.

X. *Apprenticeship*: a) The term of indenture shall be four (4) years during which period the apprentice should successively complete his apprenticeship.

b) In calculating the four (4) year period, any time lost by the apprentice must be made up. At the end of the four year period if, in the opinion of the employer, the apprentice has not become a qualified mechanic, he may be required to serve additional time not exceeding six (6) months.

c) There may be one sheet metal apprentice to every two sheet metal mechanics and the same ratio shall apply to apprentice-machinists and machinists.

d) Apprentices who have attended a school under the Specialized Schools Act, shall receive a credit in proportion to the duration of their studies in the sheet metal trades and to the results of their examinations.

XI. *Deduction*: Deduction from wages, except those required by law, shall be made only on written authorization of the employee.

XII. *Rating*: The rating of the employees shall be done by the employer who shall furnish each employee with a classification card properly completed and signed. Such rating shall be done in accordance with the nature of the work as defined and classified in the decree. Such cards will be supplied by the Parity Committee. In case of disagreement, the employee concerned shall be given the opportunity to show whether or not he can qualify for the classification which he seeks.

XIII. *Disputes*: All disputes arising under the decree, and all grievances of employees, shall be submitted by the Shop Committee to the Superintendent of the Plant concerned and, failing settlement, may be brought before the employer affected. Should the employer and the Shop Committee fail to reach an agreement, the matter in dispute shall be submitted, in writing to the Parity Committee administering the decree.

XIV. At the time of ratification of the present agreement, the existing Parity Committee formed to administer the former decree in the territorial jurisdiction determined by the present decree shall remain in office and administer the present decree until the formation of a new committee. Such new committee succeeds the former one and is vested with all the assets and rights of the said former committee; it also assumes all the liabilities of the former committee, under the previous decree.

XV. The present decree repeals the decree number 456 of April 26, 1951, as amended.

XVI. *Duration of the decree*: The decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains effective for a period of one year from that date, without reopening.

A. MORISSET,

Clerk of the Executive Council.

32779-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF

Numéro 682

Québec le 4 juin 1952

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil

Section "A"

CONCERNANT la prolongation du décret relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans la région de Sherbrooke.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 918 du 4 juin 1947, amendé par les arrêtés numéros 656-F, 748-A et 1288-B des 13 et 27 mai et 29 septembre 1948, 50-C, 108-D et 447-C des 12 janvier, 3 février et 28 avril 1949, 21-C et 582-C des 4 janvier et 24 mai 1950, 172-A et 863-B des 15 février et 8 août 1951, relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans la région de Sherbrooke, soit prolongé jusqu'au 14 septembre 1952.

(Document "A" annexé à l'arrêté).

A. MORISSET,

Greffier du Conseil Exécutif.

32779-o

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 682

Quebec, June 4, 1952.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Part "A"

CONCERNING an extension of the decree relating to the barber and hairdressing trades in the district of Sherbrooke.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the decree, number 918 of June 4, 1947, as amended by Orders 656-F, 748-A and 1288-B of May 13 and 27 and September 29, 1948, 50-C, 108-D and 447-C of January 12, February 3 and April 28, 1949, 21-C and 582-C of January 4 and May 24, 1950, 172-A and 863-B of February 15 and August 8, 1951, relating to the barber and hairdressing trades in the district of Sherbrooke be extended until September 14, 1952.

(Document "A" annexed to the Order).

A. MORISSET,

Clerk of the Executive Council.

32779-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF

Numéro 714

Québec, le 11 juin 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la Robe dans la province de Québec.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la robe dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 3519 du 24 septembre 1940, amendé par les arrêtés numéros 3672 du 9 octobre 1940, 212 du 29 janvier 1942, 299, 541 et 1336 des 5 février, 5 mars et 19 mai 1943, 543 du 12 février 1944, 809 et 1111 des 10 et 24 mars 1945, 1021, 1801, 2859 et 3776 des 21 mars, 16 mai, 17 juillet et 18 septembre 1946, 2083-A du 18 décembre 1947, 259-C et 1197-A des 10 mars et 27 octobre 1949 et 230-A du 7 mars 1951, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 3 mai 1952;

ATTENDU que les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 3519, soit modifié comme suit :

Les articles VIII et X sont remplacés par les suivants:

"VIII. Salaires minima pour le travail à l'heure ou à la pièce: Les taux horaires minima suivants s'appliquent aux salariés énumérés ci-après:

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 714

Quebec, June 11, 1952.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to the dress industry in the Province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the dress industry in the province of Quebec, rendered obligatory by the decree number 3519 of September 24, 1940, as amended by Orders 3672 of October 9, 1940, 212 of January 29, 1942, 299, 541 and 1336 of February 5, March 5 and May 19, 1943, 543 of February 12, 1944, 809 and 1111 of March 10 and 24, 1945, 1021, 1801, 2859 and 3776 of March 21, May 16, July 17 and September 18, 1946, 2083-A of December 18, 1947, 259-C and 1197-A of March 10 and October 27, 1949 and 230-A of March 7, 1951, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree, as amended;

WHEREAS the said request was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 3, 1952;

WHEREAS the objections thereto were duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour

THAT the said decree, number 3519, be amended as follows:

Sections VIII and X are replaced by the following:

"VIII. Minimum scale of wages per hour or per piece work: The following minimum scale of wages per hour shall apply to the employees hereinafter enumerated:

Métiers :	l'heure	Trades:	per hour
Opérateur	\$0.56	Operator	\$0.56
Faiseur d'échantillon	0.56	Sample Maker	0.56
Drapeur	0.51	Draper	0.51
Finisseur	0.48	Finisher	0.48
Examineur	0.45	Examiner	0.45
Plieur	0.42	Folder	0.42
Ouvrier général	0.42	General Hand	0.42
Presseur (sexe masculin)	0.95	Presser — Male	0.95
Presseuse	0.59	Presser — Female	0.59
Assistant-presseur	0.48	Assistant Presser	0.48
Coupeur compétent, classe I	1.09	Cutter, Grade I (Skilled)	1.09
Coupeur semi-compétent, classe II	0.84	Cutter, Grade II (Semi-skilled)	0.84
Étaleur	0.57	Spreader	0.57

Aucun taux à la pièce ne peut être fixé de façon à rapporter moins que les minima ci-haut". No piecework prices may be fixed which do not yield a rate of pay equal to the minimums as above mentioned."

"X. *Apprentis*: Les employeurs ayant sept coupeurs compétents et semi-compétents ou plus ont le droit d'employer un apprenti. Les ateliers employant moins de sept coupeurs compétents et semi-compétents n'ont pas le droit d'employer d'apprenti.

Un apprenti-coupeur est celui qui apprend le métier et les apprentis-coupeurs qui travaillent pour la première fois dans l'industrie après la mise en vigueur du présent décret, doivent travailler selon l'échelle de salaire suivante:

<i>Apprentis-coupeurs:</i>	l'heure
Premier trimestre	\$0.39
Deuxième trimestre	0.465
Troisième trimestre	0.54
Quatrième trimestre	0.615
Cinquième trimestre	0.69
Sixième trimestre	0.765

Subséquentement, le salaire est le même que celui des coupeurs semi-compétents.

Le nombre des apprentis des autres métiers dans tout atelier ne doit pas excéder quinze pour cent (15%) du nombre des salariés d'un tel atelier. Un apprenti-opérateur, finisseur, presseur, presseuse, assistant-presseur, examineur, ouvrier général et plieur est un commençant et doit être payé d'après l'échelle suivante:

<i>Apprenti presseur:</i>	l'heure
Premier trimestre	\$0.34
Deuxième trimestre	0.415
Troisième trimestre	0.49
Quatrième trimestre	0.565
Cinquième trimestre	0.64
Sixième trimestre	0.715
Septième trimestre	0.79
Huitième trimestre	0.865

Et, subséquentement, suivant le taux établi pour son métier.

<i>Apprentie presseuse:</i>	l'heure
Premier trimestre	\$0.31
Deuxième trimestre	0.36
Troisième trimestre	0.41
Quatrième trimestre	0.46
Cinquième trimestre	0.51
Sixième trimestre	0.56

<i>Apprenti finisseur:</i>	l'heure
Premier trimestre	\$0.295
Deuxième trimestre	0.33
Troisième trimestre	0.36
Quatrième trimestre	0.39
Cinquième trimestre	0.42
Sixième trimestre	0.45

<i>Apprenti opérateur:</i>	l'heure
Premier trimestre	0.295
Deuxième trimestre	0.34
Troisième trimestre	0.385
Quatrième trimestre	0.43
Cinquième trimestre	0.475
Sixième trimestre	0.52

"X. *Apprentices*: Any shop employing seven or more skilled and semi-skilled cutters shall be entitled to employ one apprentice. Shops employing less than seven skilled and semi-skilled cutters are not entitled to employ any apprentice.

An apprentice-cutter is one learning the trade, and apprentice-cutter employed for the first time in the Industry after the coming into force of the present decree shall work under the following schedule:

<i>Apprentice Cutters:</i>	per hour
1st three months	\$0.39
2nd three months	0.465
3rd three months	0.54
4th three months	0.615
5th three months	0.69
6th three months	0.765

And thereafter in accordance with the rate for semi-skilled cutters.

The number of apprentices in all other crafts in any shop shall not exceed fifteen percent (15%) of the employees of such shop. An apprentice-operator, finisher, male presser, female presser, assistant presser, examiner, general hand and folder is a beginner and shall work under the following schedule of wages per hour:

<i>Apprentice Male Presser:</i>	per hour
1st three months	\$0.34
2nd three months	0.415
3rd three months	0.49
4th three months	0.565
5th three months	0.64
6th three months	0.715
7th three months	0.79
8th three months	0.865

And thereafter in accordance with the rate in his respective craft.

<i>Apprentice Female Presser:</i>	per hour
1st three months	\$0.31
2nd three months	0.36
3rd three months	0.41
4th three months	0.46
5th three months	0.51
6th three months	0.56

<i>Apprentice Finisher:</i>	per hour
1st three months	\$0.295
2nd three months	0.33
3rd three months	0.36
4th three months	0.39
5th three months	0.42
6th three months	0.45

<i>Apprentice Operator:</i>	per hour
1st three months	\$0.295
2nd three months	0.34
3rd three months	0.385
4th three months	0.43
5th three months	0.475
6th three months	0.52

<i>Apprenti examinateur:</i>	<i>l'heure</i>	<i>Apprentice Examiner:</i>	<i>per hour</i>
Premier trimestre.	0.295	1st three months.	\$0.295
Deuxième trimestre.	0.32	2nd three months.	0.32
Troisième trimestre.	0.35	3rd three months.	0.35
Quatrième trimestre.	0.375	4th three months.	0.375
Cinquième trimestre.	0.40	5th three months.	0.40
Sixième trimestre.	0.425	6th three months.	0.425

Et, subséquemment, suivant le taux établi pour son métier.

And thereafter in accordance with the rate in their respective craft.

<i>Apprenti ouvrier général:</i>	<i>l'heure</i>	<i>Apprentice General Hand:</i>	<i>per hour</i>
Premier trimestre.	0.295	1st three months.	\$0.295
Deuxième trimestre.	0.32	2nd three months.	0.32
Troisième trimestre.	0.345	3rd three months.	0.345
Quatrième trimestre.	0.37	4th three months.	0.37
Cinquième trimestre.	0.395	5th three months.	0.395

<i>Apprenti plieur:</i>	<i>l'heure</i>
Premier trimestre.	\$0.295
Deuxième trimestre.	0.32
Troisième trimestre.	0.345
Quatrième trimestre.	0.37
Cinquième trimestre.	0.395

<i>Apprentice Folder:</i>	<i>per hour</i>
1st three months.	\$0.295
2nd three months.	0.32
3rd three months.	0.345
4th three months.	0.37
5th three months.	0.395

Et, subséquemment, suivant le taux établi pour son métier.

And thereafter in accordance with the rate in their respective craft.

<i>Apprenti assistant-presseur:</i>	<i>l'heure</i>	<i>Apprentice Assistant Presser:</i>	<i>per hour</i>
Premier trimestre.	0.295	1st three months.	\$0.295
Deuxième trimestre.	0.34	2nd three months.	0.34
Troisième trimestre.	0.385	3rd three months.	0.385
Quatrième trimestre.	0.43	4th three months.	0.43

Et, subséquemment, suivant le taux établi pour son métier."

And thereafter in accordance with the rate in their respective craft."

(Document "B" annexé à l'Arrêté)

(Document "B" annexed to the order)

A. MORISSET,

A. MORISSET,

32779-o Greffier du Conseil Exécutif.

32779-o Clerk of the Executive Council.

Action en séparation de biens

Action for separation as to property

Canada, province de Québec, district de St-François, Cour Supérieure, No. 10156, Yvonne St-Jacques, demanderesse, vs Armand Fortier, défendeur.

Canada, Province of Quebec, District of St. Francis, Superior Court No. 10156, Yvonne St-Jacques, plaintiff; vs Armand Fortier, defendant.

Yvonne St-Jacques épouse de Armand Fortier, barbier de Magog, a formé contre son mari une demande de séparation de biens. Sherbrooke, le 2 juin 1952.

Yvonne St-Jacques, wife of Armand Fortier, barber, of Magog, has instituted an action against her husband for separation as to property. Sherbrooke, June 2, 1952.

Le procureur de la demanderesse,

PAUL-EM. BRAZEAU,

32766-o PAUL-EM. BRAZEAU.

32766 Attorney for plaintiff.

Avis divers

Miscellaneous Notices

AVIS

NOTICE

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates' Act)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Bonaventure", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la province le 16 mai 1952.

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Bonaventure" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on May 16, 1952.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Bonaventure, district judiciaire de Bonaventure.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Bonaventure, judicial district of Bonaventure.

Le Sous-secrétaire de la Province,

JEAN BRUCHÉSI,

32767-o JEAN BRUCHÉSI.

32767 Under Secretary of the Province.

AVIS

NOTICE

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates' Act)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Siméon", pour

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Siméon",

l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la province, le 2 juin 1952.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Siméon, dans le comté de Bonaventure.

Le Sous-secrétaire de la Province,
32768-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-Procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé le 5 mai 1952, les règlements de "Patro Notre-Dame de Charlesbourg", comprenant les articles 1 à 24 inclusivement, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225, de la Loi des compagnies de Québec, (S.R.Q. 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 6 mai 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
32769-o JEAN BRUCHÉSI.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 823 Ex Parte. Re: The Barkmere Golf Club, Inc.

Avis est, par les présentes, donné que, par jugement de la Cour supérieure, district de Montréal, rendu par l'Honorable Juge E. Fabre Surveuyer en date du 20e jour de mai 1952, le soussigné a été nommé curateur de la compagnie mentionnée ci-dessus.

HAROLD J. INNS.

Bureau de:
Lamarre & Inns,
10 est, rue St-Jacques,
Montréal, Qué.

32770

for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on June 2, 1952.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Siméon, in the county of Bonaventure.

JEAN BRUCHÉSI,
32768 Under Secretary of the Province.

Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the by-laws of the "Patro Notre-Dame de Charlesbourg", comprising articles 1 to 24 inclusively, have been approved by the Honourable the Provincial Secretary on May 5, 1952, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act (R.S.Q., 1941, chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary on May 6, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
32769 Under Secretary of the Province.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 823 Ex Parte, Re: The Barkmere Golf Club, Inc.

Notice is hereby given that by Judgment of the Superior Court, District of Montreal, rendered by Honourable Justice E. Fabre Surveuyer on the 20th day of May 1952 the undersigned was appointed Curator to the above mentioned company.

HAROLD J. INNS.

Office of:
Lamarre & Inns,
10, St. James St., East,
Montreal, Que.

32770-o

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de Ste-Bernadette, Lauzon", en date du 5 mai 1952, dont le siège social est situé à Sainte-Bernadette, comté de Lévis, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 13 mai 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
32777-o JEAN BRUCHÉSI.

MASSON & SONS LIMITED

Règlement N° 4

Qu'il soit décrété par les directeurs de Masson & Sons Limited comme règlement de la dite compagnie comme suit:

Que le nombre des directeurs soit augmenté de trois à cinq et que la section 3 du règlement N° 1 soit amendée en conséquence.

Certifié vraie copie et revêtue du sceau de la compagnie.

Montréal, 20 mai 1952.

(Sceau) Le Secrétaire,
32787-o CHAS. F. ROWE.

TRANSOCEAN MACHINE COMPANY INC.

Règlement Spécial "A"

(Augmentant le nombre des directeurs de 4 à 6)

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit augmenté à six, et que le règlement VIII

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de Ste-Bernadette, Lauzon" under date may 5, 1952 whereof the head office is at Sainte-Bernadette, county of Levis, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, May 13, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
32777 Under Secretary of the Province.

MASSON & SONS LIMITED

By-Law Number 4

Be it enacted by the Directors of Masson & Sons Limited as a By-law of the said Company as follows:

That the number of Directors be increased from three to five and that Section 3 of By-law 1 be amended accordingly.

Certified a true copy and sealed with the seal of the Company.

Montreal, May 20, 1952.

(Seal) CHAS. F. ROWE,
32787-o Secretary.

TRANSOCEAN MACHINE COMPANY INC.

Special By-Law "A"

(Increasing the number of directors from 4 to 6)

That the number of Directors of the Company be increased from four to six, and that by-Law

des règlements généraux de la compagnie soit et il est par les présentes, amendé en changeant le mot "quatre par "six".

Certifié vraie copie.
Montréal, le 30 mai 1952.

32788

Le Secrétaire,
MARCEL PICHÉ.

VIII of the general by-laws of the Company be and it is hereby amended by changing the word "four" to "six".

Montreal, May 30th, 1952.
Certified true copy.

32788-o

MARCEL PICHÉ,
Secretary.

Chartes — Abandon de

BYWATER CORPORATION

Avis est par les présentes donné que "Bywater Corporation", une corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au procureur général de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 5e jour de juin, 1952.

Le Président,
M. M. KALMAN.

32771-o

"WOODMAN'S LIMITED"

Avis est par les présentes donné que Woodman's Limited s'adressera au Procureur Général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner la Charte de ladite compagnie.

Montréal, ce 26 mai 1952.

La Secrétaire,
ANNA WENDMAN.

32772-o

Charters — Surrender of

BYWATER CORPORATION

Notice is hereby given that "Bywater Corporation," a corporation constituted under Part I of the Quebec Companies' Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 5th day of June, 1952.

M. M. KALMAN,
President.

32771-o

WOODMAN'S LIMITED

Notice is hereby given that Woodmen's Limited will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender the Charter of the said Company.

Montreal, May 26, 1952.

ANNA WENDMAN,
Secretary.

32772

Département des Affaires municipale

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du 5 mai 1952 du conseil municipal du village de Sacré-Cœur de Jésus, comté de Saguenay, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 7 juin 1952, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la dite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 George VI, chapitre 55, section 2).
Québec, le 7 juin 1952.

Le Ministre des Affaires Municipales,
BONA DUSSAULT.

32780

Department of Municipal Affairs

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution of May 5, 1952, of the Municipal Council of the village of Sacré-Cœur de Jésus, county of Saguenay, and pursuant to the provisions of Article 130, of the Municipal Code, he has enacted, under date of June 7, 1952, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette* be made, henceforth, in the French language only.

The present notice is published in conformity with Article 131, of the Municipal Code. (10 George VI, chapter 55, section 2).
Quebec, June 7, 1952.

BONA DUSSAULT,
Minister of Municipal Affairs.

32780

Département de l'Agriculture

AVIS

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole spéciale a été constituée dans le comté de Rouville, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Sucre de Betterave du Québec" et que son principal siège d'affaires est à St-Hilaire.

Les objets spéciaux pour lesquels cette société est formée sont: la culture de la betterave à sucre, l'achat et la vente d'engrais commerciaux,

Department of Agriculture

NOTICE

Notice is hereby given that a special cooperative agricultural Association has been formed in the county of Rouville, under the name of "Société Coopérative Agricole de Sucre de Betterave du Québec", and that its principal place of business is at St-Hilaire.

The special objects for which this association has been formed are: the growing of sugar-beet, the purchase and sale of commercial fertilizers,

d'insecticides, d'instruments et autres objets nécessaires pour cette culture, l'achat et la transformation de la betterave à sucre, l'entreposage, la conservation et la vente des produits et sous-produits de la betterave à sucre.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce cinquième jour de juin 1952.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
32780-o RENE TRÉPANIÉ.

insecticides, implements and other articles necessary for this growing, the purchase and transformation of sugar-beet, storage, preservation and the sale of products and by-products of sugar-beet.

The Minister authorizes the formation of this association.

Quebec, this fifth day of June, 1952.

RENÉ TRÉPANIÉ,
32780 Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Agriculture Industrie Laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 52-Sp-VIII

Extrait des procès verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

Séance du mercredi, 11 juin 1952, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière
à Montréal, à 10 heures a.m.

Présents: MM. Omer E. Milot, président,
Joseph Hébert, Adrien Angers, J. Albert Char-
trand, P.D. McArthur, commissaires, Alphonse
Savoie, secrétaire, C.A. Gamache, c.r., Aviseur
légal.

Après avoir considéré les conditions de l'Indus-
trie Laitière dans la région de Coaticook,

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à tout
marchand de lait qui, directement ou indirectement,
vend ou livre du lait dans les limites de la
région de Coaticook.

2° La région de Coaticook comprend la mu-
nicipalité de Coaticook et cette portion du canton
de Barford adjacente à la ville de Coaticook.

3° Il ne sera permis de livrer du lait ou de la
crème dans la région de Coaticook que les lundi,
mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi.

La présente ordonnance entrera en vigueur le
jour de sa publication dans la *Gazette officielle de*
Québec.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire,
J.-A. CHARTRAND, Commissaire,
P. D. McARTHUR, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.
32798-o

Department of Agriculture Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 52-Sp-VIII

Excerpts from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, June 11th 1952, held
in the office of the Dairy Industry Commission,
in Montreal.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President,
Joseph Hébert, Adrien Angers, J. Albert Char-
trand, P.D. McArthur, Commissioners, Alphonse
Savoie, Secretary, C. A. Gamache, Q.C. Legal
Adviser.

Considering the conditions of the dairy Indus-
try within the region of Coaticook,

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any milk
dealer who, directly or indirectly, sells or delivers
milk within the limits of the region of Coaticook.

2. The region of Coaticook includes the mu-
nicipality of Coaticook and that portion of the
township of Barford adjacent to the town of
Coaticook.

3. Delivery of milk or cream within the region
of Coaticook will be permitted only on Monday,
Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday, and
Saturday.

The present Order shall come into force on the
date of its publication in the *Quebec Official*
Gazette.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
P. D. McARTHUR, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
32798-o

Département de l'Instruction publique

N° 555-51.

Québec, le 28 avril 1952.

Demande est faite de détacher de la munici-
palité scolaire de Ste-Odile-sur-Rimouski, dans
le comté de Rimouski, le territoire ci-dessous dé-
crit, et de l'ériger en municipalité scolaire dis-
tincte, sous le nom de "Paroisse de Saint-Ger-
main-de-Rimouski", dans le même comté, savoir:

Un territoire situé dans la seigneurie de Ri-
mouski, comprenant en référence au cadastre of-

Department of Education

No. 555-51.

Quebec, April 28, 1952.

Application is made to detach from the school
municipality of Ste-Odile-sur-Rimouski, in the
county of Rimouski, the territory hereinbelow
described, and to erect it into a separate school
municipality, under the name of "Parish of Saint-
Germain-de-Rimouski", in the same county, to
wit:

A territory situate in the Rimouski Seigniorie,
comprising, with reference to the official cadastre

ficiel de la paroisse de Saint-Germain-de-Rimouski, tous les lots ou parties de lots et leurs subdivisions, présentes et à venir ainsi que les chemins, cours d'eau ou partie d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir:

Partant du sommet de l'angle ouest du lot 363; de là, passant successivement par les lignes suivantes en continuité les unes des autres: une ligne brisée séparant le rang I du rang II jusqu'à la ligne séparative des lots 400 et 402; cette dernière ligne; une ligne séparant les lots 402, 404, 406, 408, 412, 414, et 415 d'un côté, des lots 401, 403, 405, 407, 411 et 413 de l'autre côté et traversant les lots 409, 417, 420, 421 et 422; la ligne nord-est des lots 422, 419 et 418; une ligne brisée limitant vers le sud-est les lots 418, 416, 413, 411, 409, 407, 405, 403, 401 et 400; la ligne nord-est du lot 423; une ligne brisée séparant les rangs III et V jusqu'à la ligne séparative des lots 452 et 453; ladite ligne séparative des lots 452 et 453 et enfin la ligne séparative des lots 362 et 363 jusqu'au point de départ; ainsi que l'Île St-Barnabé située dans le fleuve St-Laurent, en face du territoire de la Ville de Rimouski et comprenant en référence au même cadastre les lots 543, 544, 545 et 546.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
32754-23-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 37-49

Québec, le 31 mai 1952.

Demande est faite que le territoire ci-dessous décrit, soit érigé en une municipalité scolaire distincte, pour les contribuables protestants seulement, sous le nom de "La municipalité scolaire protestante de Laurentia", dans le comté de Terrebonne:

Ce territoire comprend: la partie de la municipalité de Saint-Jérôme, Rivière Nord, au sud des lots 607, 593, 576, 400, 312 et 285; la ville de St-Jérôme; la paroisse de Ste-Sophie, qui comprend les municipalités scolaires protestantes de Scotland et du Village de New-Glasgow. Ces parties des comtés de l'Assomption et de Montcalm qui furent unies à Ste-Sophie-de-New-Glasgow les 7 mai 1900 et 20 novembre 1926.

Ces dernières parties comprennent la municipalité de Saint-Lin, comté de l'Assomption et la municipalité de Kilkenny, comté de Montcalm, à l'exception des lots suivants qui appartiennent à la municipalité scolaire protestante de Saint-Hippolyte, savoir:

- Rang V St-Calixte, 26b, 27a, 27b, 28b.
- Rang VI St-Calixte, 19a, 20c, 20d, 21c, 24a, 25a, 25b, 26a, 26b, 27a, 27b, 28a, 28b, 29a, 29b, 30, 20b, 21a, 21b.
- Rang VII St-Calixte, 22b, 23a, 23b, 24a, 24b, 25a, 25c, 25d, 26a, 26b, 27a, 28, 29a.
- Rang VIII St-Calixte, 16a.
- Rang IX St-Calixte, 17a, 17b, 17c, 17b part.
- Rang X St-Calixte, 7b, 8.
- Rang XI St-Calixte, 17a, 17b.
- Aussi 20b, 21b, rang VII St-Calixte.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
32755-23-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 617-52.

Québec, le 11 juin 1952.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de "Partie Est du Village de Lauzon, dans le comté de Lévis, en celui de "Sainte-Bernadette-Soubirous", même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
32784-o par B.-O. FILTEAU.

for the parish of Saint-Germain-de-Rimouski, all the lots or parts of lots and their present and future subdivisions and also the roads water-courses or parts of same enclosed within the following boundaries, to wit:

Starting from the summit of the west corner of lot 363; thence passing by the following lines successively; a broken line separating range I from range II as far as the division line of lots 400 and 402; this last line; a line separating lots 402, 404, 406, 408, 412, 414 and 415 on one side, from lots 401, 403, 405, 407, 411 and 413 on the other side and crossing lots 409, 417, 420, 421 and 422; the northeast line of lots 422, 419 and 418; a broken line bounding on the southeast lots 418, 416, 413, 411, 409, 407, 405, 403, 401 and 400; the northeast line of lot 423; a broken line separating ranges III and V up to the division line of lots 452 and 453; the said division line of lots 452 and 453 and finally the division line of lots 362 and 363 to the starting point; also St. Barnabé Island (Île St-Barnabé) situate in the St. Lawrence river, opposite the territory of the Town of Rimouski and comprising with reference to the same cadastre, lots 543, 544 545 and 546.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 37-49

Québec, May 31, 1952.

Application is made to erect the territory hereinbelow described into a separate school municipality for the Protestant taxpayers only, under the name of "The Protestant School Municipality of Laurentia", in the county of Terrebonne:

This territory comprises: that part of the municipality of Saint-Jérôme, "Rivière Nord", south of lots 607, 593, 576, 400, 312 and 285; the town of St-Jérôme; the parish of Ste-Sophie, which comprises the protestant school municipalities of Scotland and the village of New-Glasgow. These parts of the counties of L'Assomption and of Montcalm which were united to Ste-Sophie-of-New-Glasgow on May 7, 1900 and November 20, 1926.

These latter parts comprise the municipality of Saint-Lin, county of L'Assomption and the municipality of Kilkenny, county of Montcalm, with the exception of the following lots which belong to the Protestant school municipality of Saint-Hippolyte, namely:

- Range V St-Calixte, 26b, 27a, 27b, 28b.
- Range VI St-Calixte, 19a, 20c, 20d, 21c, 24a, 25a, 25b, 26a, 26b, 27a, 27b, 28a, 28b, 29a, 29b, 30, 20b, 21a, 21b.
- Range VII St-Calixte, 22b, 23a, 23b, 24a, 24b, 25a, 25c, 25d, 26a, 26b, 27a, 28, 29a.
- Range VIII St-Calixte, 16a.
- Range IX St-Calixte, 17a, 17b, 17c, 17b part.
- Range X St-Calixte, 7b, 8.
- Range XI St-Calixte, 17a, 17b.
- Also 20b, 21b, range VII St-Calixte.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 617-52.

Quebec, June 11, 1952.

Application is made to change the name of the school municipality of "Partie Est du Village de Lauzon" in the county of Lévis, to that of "Sainte-Bernadette-Soubirous", same county.

Superintendent of Education.
per: B. O. FILTEAU.

ERRATUM

No. 20-52.

Québec, le 11 juin 1952.

Dans l'avis publié les 3 et 10 mai 1952, concernant la municipalité scolaire de St-Georges-de-Beauce, dans la troisième ligne, après le mot "Beauce", il faudrait lire: "les lots 46 à 66 inclusivement, et la partie du lot No 67 mesurant 28 arpents de hauteur par 3 arpents de largeur et appartenant à monsieur Aurélien Lessard."

Le Surintendant de l'Instruction publique.
32785-o par B.-O. FILTEAU.

ERRATUM

N° 339-51.

Québec, le 11 juin 1952.

Dans l'avis publié les 31 mai et 7 juin 1952, concernant la municipalité scolaire protestante de Saint-Laurent, dans le comté de Jacques-Cartier, il faut remplacer dans le paragraphe "a", le N° "48" par le N° "38"; dans le paragraphe "f", après le N° "409", il faut ajouter le N° "465".

Le Surintendant de l'Instruction publique,
32786-o Par B.-O. FILTEAU.

ERRATUM

No. 20-52.

Quebec, June 11, 1952.

In the notice published on the 3rd and 10th of May, 1952, concerning the School Municipality of St-Georges-de-Beauce, in the third line, after the word "Beauce", please read: "lots 46 to 66 inclusively, and that part of lot No. 67 measuring 28 arpents in depth by 3 arpents in width and belonging to Mr. Aurélien Lessard."

Superintendent of Education,
32785 Per: B. O. FILTEAU.

ERRATUM

No. 339-51.

Quebec, June 11, 1952.

In the notice published on the 31st of May and 7th of June, 1952, concerning the Protestant School Municipality of Saint-Laurent, in the county Jacques-Cartier, please replace in paragraph "a", the No. "48" by the No. "38"; in paragraph "f", after No. "409", please add No. "465".

The Superintendent of Education,
32786 Per: B. O. FILTEAU.

Département des Terres et Forêts Department of Lands and Forests

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Joseph-de-Chambly (maintenant partie de la municipalité de la paroisse de Chambly) division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 127-2 à 127-4, 127-11 à 127-19, 127-24 à 127-29, 127-36 à 127-47, 127-49 à 127-60, 127-64 à 127-71, 127-80, 127-81, 127-85 à 127-97, 127-104, 127-105, 127-109 à 127-133, 127-135, 127-137 à 127-140, 127-142 à 127-148, 127-151 à 127-159, 127-166 à 127-175, 127-179 à 127-221, 127-223 à 127-228, 127-230 à 127-238, 127-241 à 127-267, 127-273, 127-274, 127-276, 127-277, 127-280 à 127-293, 127-296 à 127-300, 127-303 à 127-306, 127-310 à 127-319, 127-322 à 127-325, 127-328 à 127-335, 127-337 à 127-382, 127-384 à 127-393, 127-400 à 127-427, 127-436 à 127-451, 127-454 à 127-462, 127-464 à 127-469, 127-480, 127-481, 127-486 à 127-497, 127-500 à 127-508, 127-510 à 127-526, 127-545 à 127-589, 127-591 à 127-595, 127-506 à 127-617, 127-641, 127-642, 127-644 à 127-647, 127-653 à 127-724, 127-735 à 127-743, 127-754 à 127-834, 127-836 à 127-844, 127-846 à 127-849, 127-862 à 127-889, 127-891 à 127-897, 127-902 à 127-904, 127-908 à 127-934, 127-947 à 127-951, 127-954 à 127-995, 127-1000 à 127-1012, 127-1029, 127-1030, 127-1034 à 127-1066, 127-1069, 127-1070, 127-1087 à 127-1099, 127-1101 à 127-1105, 127-1116, 127-1117, 127-1122 à 127-1136, 127-1138 à 127-1152, 127-1157 à 127-1173, 127-1177 à 127-1181, 127-1184 à 127-1235, 127-1240 à 127-1247, 127-1251 à 127-1253, 127-1255 à 127-1265, 127-1269 à 127-1293, 127-1295, 127-1296, 127-1300 à 127-1314, 127-1316 à 127-1329, 127-1338 à 127-1354, 127-1376 à 127-1406, 127-1408 à 127-1452, 127-1457 à 127-1486, 127-1488 à 127-1507, 127-1509 à 127-1524, 127-1528, 127-1529, 127-1534 à 127-1555, 127-1560, 127-1561, 127-1564 à 127-1585, 127-1587 à 127-1589, 127-1598 à 127-1608, 127-1610 à 127-1651, 127-1656 à 127-1659, 127-1661 à 127-1760, 127-1762 à 127-1808, 127-1812 à 127-1851, 127-1853 à 127-1861,

NOTICE

Official cadastre of the parish of St. Joseph-de-Chambly (now part of the municipality of the parish of Chambly) registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 127-2 to 127-4, 127-11 to 127-19, 127-24 to 127-29, 127-36 to 127-47, 127-49 to 127-60, 127-64, to 127-71, 127-80, 127-81, 127-85 to 127-97, 127-104, 127-105, 127-109 to 127-133, 127-135, 127-137 to 127-140, 127-142 to 127-148, 127-151 to 127-159, 127-166 to 127-175, 127-179 to 127-221, 127-223 to 127-228, 127-230 to 127-238, 127-241 to 127-267, 127-273, 127-274, 127-276, 127-277, 127-280 to 127-293, 127-296 to 127-300, 127-303 to 127-306, 127-310 to 127-319, 127-322 to 127-325, 127-328 to 127-335, 127-337 to 127-382, 127-384 to 127-393, 127-400 to 127-427, 127-436 to 127-451, 127-454 to 127-462, 127-464 to 127-469, 127-480, 127-481, 127-486 to 127-497, 127-500 to 127-508, 127-510 to 127-526, 127-545 to 127-589, 127-591 to 127-595, 127-606 to 127-617, 127-641, 127-642, 127-644 to 127-647, 127-653 to 127-724, 127-735 to 127-743, 127-754 to 127-834, 127-836 to 127-844, 127-846 to 127-849, 127-862 to 127-889, 127-891 to 127-897, 127-902 to 127-904, 127-908 to 127-934, 127-947 to 127-951, 127-954 to 127-995, 127-1000 to 127-1012, 127-1029, 127-1030, 127-1034 to 127-1066, 127-1069, 127-1070, 127-1087 to 127-1099, 127-1101 to 127-1105, 127-1116, 127-1117, 127-1122 to 127-1136, 127-1138 to 127-1152, 127-1157 to 127-1173, 127-1177 to 127-1181, 127-1184 to 127-1235, 127-1240 to 127-1247, 127-1251 to 127-1253, 127-1255 to 127-1265, 127-1269 to 127-1293, 127-1295, 127-1296, 127-1300 to 127-1314, 127-1316 to 127-1329, 127-1338 to 127-1354, 127-1376 to 127-1406, 127-1408 to 127-1452, 127-1457 to 127-1486, 127-1488 to 127-1507, 127-1509 to 127-1524, 127-1528, 127-1529, 127-1534 to 127-1555, 127-1560, 127-1561, 127-1564 to 127-1585, 127-1587 to 127-1589,

127-1863 à 127-1930, 127-1933, 127-1934, 127-1938, 127-1946 à 127-2072, 127-2075 à 127-2079, 127-2085 à 127-2198, 127-2202 à 127-2209, 128-1531-1 à 128-1531-19, 128-1531-25, 128-1531-26, 128-1831-1 à 128-1831-35, 128-1831-39 à 128-1831-46, 128-2206-17 à 128-2206-41, 128-2206-43 à 128-2206-59, 128-2538-1 à 128-2538-3, 128-2538-5 à 128-2538-29, 128-2538-32 à 128-2538-45, 128-2540-10 à 128-2540-20, 128-2540-30, 128-2540-31, 128-2540-37 à 128-2540-55, 128-2540-57 à 128-2540-64, 128-2540-68, 128-2540-69, 128-2540-72 à 128-2540-102, 128-2540-104 à 128-2540-146, 128-2540-164, 128-2540-164A, 128-2540-164B, 128-2540-165 à 128-2540-185, 128-2540-188 à 128-2540-212 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

to 127-1589, 127-1598 to 127-1608, 127-1610 to 127-1651, 127-1656 to 127-1659, 127-1661 to 127-1760, 127-1762 to 127-1808, 127-1812 to 127-1851, 127-1853 to 127-1861, 127-1863 to 127-1930, 127-1933, 127-1934, 127-1938, 127-1946 to 127-2072, 127-2075 to 127-2079, 127-2085 to 127-2198, 127-2202 to 127-2209, 128-1531-1 to 128-1531-19, 128-1531-25, 128-1531-26, 128-1831-1 to 128-1831-35, 128-1831-39 to 128-1831-46, 128-2206-17 to 128-2206-41, 128-2206-43 to 128-2206-59, 128-2538-1 to 128-2538-3, 128-2538-5 to 128-2538-29, 128-2538-32 to 128-2538-45, 128-2540-10 to 128-2540-20, 128-2540-30, 128-2540-31, 128-2540-37 to 128-2540-55, 128-2540-57 to 128-2540-64, 128-2540-68, 128-2540-69, 128-2540-72 to 128-2540-102, 128-2540-104 to 128-2540-146, 128-2540-164, 128-2540-164A, 128-2540-164B, 128-2540-165 to 128-2540-185, 128-2540-188 to 128-2540-212 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Québec, le 2 juin 1952.

Department of Lands and Forests,
Quebec, June the 2nd, 1952.

AVILA BÉDARD,
Sous-Ministre.

Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

32780-o

32780-o

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire du Commerce de détail des Cantons de l'Est, établi en exécution du décret numéro 2331, du 17 juin 1940, et amendements, et chargé de surveiller l'application des décrets numéros 3516, du 21 septembre 1944 et 2861, du 17 juillet 1946, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 682 du 4 juin 1952, section "B", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis auxdits décrets, suivant la méthode et le taux ci-après:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Eastern Townships Retailers' Joint Committee established under decree number 2331, of June 17, 1940, and amendments, and entrusted with the administration of decree number 3516 of September 21, 1944 and 2861 of July 17, 1946 has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 682 of June 4, 1952, part "B", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decrees according to the following method and rate.

1. Cotisation

1. Assessments

La période de cotisation s'étend du 1er juin 1952 au 1er juin 1953. Toutefois, si l'un des décrets ci-haut mentionnés expire ou est abrogé avant le 1er juin 1953, les dispositions du présent règlement cesseront de s'appliquer aux employeurs professionnels, artisans et salariés assujettis audit décret. Cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of assessments extends from June 1, 1952 to June 1, 1953. However, should one of the decrees above mentioned expire or be repealed before June 1, 1953, the provisions of the present by-law shall cease to apply to the professional employers, artisans and employees governed by the said decree. Such assessments shall be applied as follows:

a) Les employeurs professionnels doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente des salaires fixes, boni, pourcentages payés à leurs salariés assujettis auxdits décrets comme suit:

a) The professional employers shall pay to the Parity Committee an amount based upon the regular wages, bonuses, percentages paid to their employees governed by the said decrees, as follows:

— sur une base de 1/2 de 1% s'ils sont régis par le décret numéro 2861.

at the rate of 1/2 of 1% if they are governed by decree 2861.

— sur une base de 1/4 de 1% s'ils sont régis par les décrets numéro 2331 et numéro 3516.

at the rate of 1/4 of 1% if they are governed by decrees 2331 and 3516.

b) Les artisans (les propriétaires d'établissements qui n'ont pas d'employés ou salariés) régis par lesdits décrets, doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% du salaire établi pour le salarié:

b) The artisans (establishment owners with no employees) governed by the said decrees shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of the wages established for the employee:

i. Le moins rémunéré, soit \$8.00 par semaine dans le territoire régi par le décret numéro 2331.

i. receiving the lowest rate of pay, i.e. \$8.00 per week, in the areas governed by decree 2331;

ii. Moyennement rémunéré, soit \$20.00 par

ii. receiving the average rate of pay, i.e.

semaine dans les territoires régis par les décrets numéro 3516 et numéro 2861.

c) Les salariés doivent verser au Comité paritaire à même leurs salaires, boni et pourcentages un prélèvement de 1/2 de 1% s'ils sont assujettis au décret numéro 2861 et un prélèvement de 1/4 de 1% s'ils sont assujettis aux décrets numéro 2331 et numéro 3516.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire peut mettre à la disposition des employeurs professionnels régis par lesdits décrets des formules de rapport sur lesquelles doivent être inscrits les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à leur emploi, sa qualification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé ainsi que les sommes qui doivent être versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit percevoir à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les remettre lui-même audit comité.

Le Comité paritaire exige que le rapport de l'employeur professionnel, dûment signé et accompagné des cotisations, de même que les cotisations des artisans ou des salariés, suivant le cas, lui soient remis à son siège social, 25a Belvédère sud, Sherbrooke, Québec, dans les dix premiers jours de chaque mois de calendrier.

Le Comité paritaire a le droit et le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés du Comité paritaire du Commerce de Détail des Cantons de l'Est pour la période comprise entre le 1er juin 1952 et le 1er juin 1953.

COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DÉTAIL DES CANTONS DE L'EST

Estimé des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er juin 1952 et le 1er juin 1953.

<i>Recettes:</i>	
Décret numéro 2331 (Sherbrooke)	
Cotisations de 1/4 de 1% des employeurs professionnels, des salariés et 1/2 de 1% des artisans...	\$1,300.00
Divers	50.00
	<hr/>
	\$1,350.00
Décret numéro 3516 (Windsor)	
Cotisations de 1/4 de 1% des employeurs professionnels, des salariés et 1/2 de 1% des artisans ..	416.00
Décret numéro 2861 (Richmond):	
Cotisations de 1/2 de 1% des employeurs professionnels, des salariés et des artisans	500.00
	<hr/>
	\$2,266.00

\$20.00 per week, in the areas governed by decrees 2861 and 3516.

c) The employees shall pay to the Parity Committee, out of their wages, bonuses and percentages, an assessment of 1/2 of 1% if they are governed by decree 2861, and an assessment of 1/4 of 1% if governed by decrees 2331 and 3516.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee may supply the professional employers governed by the said decrees with report forms on which shall be given: the name in full and address of every employee in their employ, the employee's competency, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid, as well as the sums to be forwarded to the Parity Committee.

The professional employer shall collect from the wages of every one of his employees the sums owed to the Parity Committee and remit same, himself, to the said Committee.

The Parity Committee requires every report of the professional employer to be signed and accompanied by his assessments, as well as the assessments of the artisans or employees, as the case may be, and forwarded to its office, 25a Belvedere South, Sherbrooke, within the first ten (10) days of each calendar month.

The Parity Committee has the right and power to exact sworn reports when it deems it advisable.

3. Financial report

In pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Eastern Townships Retailers' Joint Committee for the period comprised between June 1, 1952, and June 1, 1953.

EASTERN TOWNSHIPS RETAILERS' JOINT COMMITTEE

Estimate of the receipts and expenses from June 1st, 1952, to June 1st 1953.

<i>Probable receipts:</i>	
Decree number 2331 (Sherbrooke):	
Assessments of 1/4 of 1% from professional employers and employees and 1/2 of 1% from artisans	\$1,300.00
Miscellaneous	50.00
	<hr/>
	\$1,350.00
Decree number 3516 (Windsor):	
Assessments of 1/4 of 1% from professional employers and employees and 1/2 of 1% from artisans	416.00
Decree number 2861 (Richmond):	
Assessments of 1/2 of 1% from professional employers, artisans and employees	500.00
	<hr/>
	\$2,266.00

Déboursés:

Décret numéro 2331 (Sherbrooke):

Salaires et frais d'administration . . .	\$1,144.00
Déplacements	206.00
	<hr/>
	\$1,350.00

Décret numéro 3516 (Windsor)

Frais d'administration	390.00
Déplacements	26.00
	<hr/>
	416.00

Décret numéro 2861 (Richmond)

Frais d'administration	390.00
Déplacements et divers	110.00
	<hr/>
	500.00
	<hr/>
	\$2,266.00

Probable expenses:

Decree number 2331 (Sherbrooke):

Salaries and administration expenses	\$1,144.00
Travelling	206.00
	<hr/>
	\$1,350.00

Decree number 3516 (Windsor):

Administration expenses	390.00
Travelling and miscellaneous	26.00
	<hr/>
	\$ 416.00

Decree number 2681 (Richmond):

Administration expenses	390.00
Travelling and miscellaneous	110.00
	<hr/>
	\$ 500.00
	<hr/>
	\$2,266.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
 Ministère du Travail,
 Québec, le 14 juin 1952. 32779-0

GÉRARD TREMBLAY,
 Deputy Minister of Labour.
 Department of Labour,
 Quebec, June 14, 1952. 32779-0

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que des parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans la région de Sherbrooke, rendue obligatoire par le décret numéro 1519 du 18 septembre 1947, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives a notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry in the district of Sherbrooke, rendered obligatory by the decree number 1519 of September 18, 1947, have submitted to him a request to amend the said decree, as amended, as follows:

1° Le paragraphe "j" de l'article I sera remplacé par le suivant:

1. Subsection "j" of section I will be replaced by the following:

"j) Le terme "mécanicien en tuyauterie" et, dans ce métier, les termes "compagnon" et "apprenti" ont le même sens qui leur est donné dans la Loi concernant les mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 173 et amendements)."

"j) The term "pipe mechanic" and, for this trade, the terms "journeyman" and "apprentice" have the same meaning as the one given in the Pipe Mechanics Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments)."

2° A la fin du paragraphe "a" de l'article IV, les dispositions concernant les salaires minima des mécaniciens en tuyauterie, etc., dans la cité de Sherbrooke et un rayon de cinq (5) milles, seront remplacés par les suivantes:

2. At the end of subsection "a" of section IV, the provisions concerning the minimum wages of pipe mechanics, etc. in the city of Sherbrooke and a radius of five (5) miles, will be replaced by the following:

"Nonobstant la cédule de salaires précédente, les taux minima suivants s'appliquent dans la cité de Sherbrooke et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites, aux salariés des métiers ci-après mentionnés:

"Notwithstanding the foregoing wage scale, the following minimum rates shall apply, in the city of Sherbrooke and the territory comprised in a radius of five (5) miles from its limits, to the tradesmen hereafter mentioned:

Mécanicien en tuyauterie et poseur d'appareils de chauffage:	<i>l'heure</i>
Entrepreneur (service personnels)	\$2.25
Compagnon	1.40
Soudeur	1.40
Poseur de brûleur à l'huile	1.40
Poseur de foyer mécanique	1.40
Poseur de pompe à gazoline	1.40
Compagnon junior, 1ère année	1.10
Ferblantier, travailleur de métal en feuille et couvreur	1.40

Pipe mechanic and steamfitter:	<i>per hour</i>
Contractor (personal services)	\$2.25
Journeyman	1.40
Welder	1.40
Oil burner mechanic	1.40
Stoker mechanic	1.40
Gasoline pump mechanic	1.40
Junior journeyman, 1st year	1.10

Les salariés régis par les classifications ci-haut mentionnées, devront détenir une licence de compagnon senior suivant la Loi des mécaniciens en tuyauterie (chapitre 173, Statuts refondus de Québec, 1941 et amendements)."

Tinsmith, sheet metal worker and roofer. 1.40
 The employees comprised in the above classifications shall obtain a senior journeyman's license in pursuance of the Pipe Mechanics Act (Chapter 163, Revised Statutes of Quebec, 1941, and amendments)."

3° L'alinéa 8° du paragraphe "e" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

3. Paragraph 8. of subsection "e" of section IV will be replaced by the following:

"8° Nonobstant les dispositions de l'article VI, dans la cité de Sherbrooke et le territoire

"8. Notwithstanding the provisions of section VI, in the city of Sherbrooke and the territory

compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites, la durée hebdomadaire du travail pour les mécaniciens en tuyauterie, poseurs d'appareils de chauffage, soudeurs en tuyauterie, ferblantiers ou travailleurs de métal en feuille et couvreurs, est de quarante-quatre (44) heures distribuées comme suit: huit (8) heures par jour, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, entre 8.00 a.m. et midi et 1.00 p.m. et 5.00 p.m., et quatre (4) heures le samedi entre 8.00 a.m. et midi.

Tout travail exécuté en plus des heures régulières ou en dehors des périodes journalières déterminées à l'alinéa précédent de même que tout travail exécuté durant la première semaine complète du mois de juillet de chaque année, est considéré comme du travail supplémentaire et doit être rémunéré comme tel. Cependant, dans le cas des préposés à l'entretien, les taux pour travail supplémentaire ne seront pas payés pour le travail exécuté pendant la semaine de vacances; dans un tel cas, leur semaine de vacances sera remise à la semaine suivante.

4° Les alinéas 10° et 11° suivants seront ajoutés au paragraphe "e" de l'article IV:

"10° Le salarié ne sera pas rémunéré pour tout temps libre à l'atelier, à moins que sa présence n'y soit requise par l'employeur."

"11° Le temps du transport de l'employé est payé à compter de cinq (5) milles des limites de la cité de Sherbrooke ou l'équivalent de 15 minutes du point du départ."

5° L'alinéa 2° du paragraphe "g" de l'article X sera remplacé par le suivant:

"2° Dans la Cité de Sherbrooke et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites:

Apprentis:	l'heure
Première année	\$0.62
Deuxième année	0.67
Troisième année	0.77
Quatrième année	0.82"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 14 juin 1952. 32779-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux doubleurs du Port de Montréal, navigation océanique, rendue obligatoire par le décret numéro 694 du 29 juin 1949, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret de la façon suivante:

1° La liste des parties contractantes de première part sera remplacée par la suivante:

Alcoa Steamship Co. Inc.; Argonaut Navigation Co. Ltd.; Atlantic Shipping Agencies Ltd.; Andros Shipping Co. Ltd.; Atpac Line; Blue Funnel Line; Bristol City Line (Canada) Ltd.; Bristol City Line; Canada-Asiatic Line Ltd.; Canada Continental Line Ltd.; Canada Far East Line; Canada India Pakistan Service; Canada Mediterranean Line Ltd.; Canada Mexico Line; Canada South Africa Line Ltd.; Canadien National

comprised in a radius of five (5) miles from its limits, the weekly duration of work of pipe mechanics, steamfitters, pipe welders, tinsmiths or sheet metal workers and roofers consists of forty-four (44) hours, distributed as follows: eight (8) hours per day on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday between 8.00 a.m. and 12.00 (noon) and 1.00 p.m. and 5.00 p.m., and four (4) hours on Saturday between 8.00 a.m. and 12.00 (noon).

All time worked in excess of the regular hours or outside the daily periods determined in the foregoing paragraph, as well as all time worked during the first complete week in July of each year, is considered as overtime and shall be remunerated accordingly. However, overtime rates in the case of maintenance men shall not apply to time worked in the vacation week in which case the vacation will be taken the following week."

4. The following paragraphs 10. and 11. will be added to subsection "e" of section IV:

"10. Any period of idleness spent by an employee in the shop shall not be remunerated unless his presence be required by the employer."

"11. The employee's travelling time shall be paid for that part of the distance which exceeds five (5) miles beyond the limits of the City of Sherbrooke or the equivalent of fifteen (15) minutes from the starting point."

5. Paragraph 2. of subsection "g" of section X will be replaced by the following:

"2. In the City of Sherbrooke and the territory comprised in a radius of five (5) miles from its limits:

Apprentices:	per hour
First year	\$0.62
Second year	0.67
Third year	0.77
Fourth year	0.82"

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 14, 1952. 32779-0

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S. Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the shipliners of the Harbour of Montreal, ocean navigation, rendered obligatory by the decree number 694 of June 29, 1949, have submitted to him a request to amend the said decree as follows:

1. The list of the contracting parties of the first part will be replaced by the following:

Alcoa Steamship Co. Inc.; Argonaut Navigation Co. Ltd.; Atlantic Shipping Agencies Ltd.; Andros Shipping Co. Ltd.; Atpac Line; Blue Funnel Line; Bristol City Line (Canada) Ltd.; Bristol City Line; Canada-Asiatic Line Ltd.; Canada Continental Line Ltd.; Canada Far East Line; Canada India Pakistan Service; Canada Mediterranean Line Ltd.; Canada Mexico Line; Canada South Africa Line Ltd.; Canadien National

Steamships; Canadian Pacific Steamships, Ltd.; Canadian Shipowners Ltd.; Canuk Line; Capo Line; Christensen Canadian South African Line; Country Line Ltd.; Cunard Donaldson Dominion Line; Donaldson Line Ltd.; Cunard Steam-Ship Co. Ltd.; Dingwall Shipping Co. Ltd.; Donaldson Atlantic Line Ltd.; Elder Dempster Lines Ltd.; Ellerman & Buknall Steamship Co. Ltd.; Ellerman's Wilson Line; Fabre Line; F.A.R.M. Line; Flota Mercante Grancolumbiana, S.A.; French Line; Furness, Withy & Co. Ltd.; Creek Line; Head and Lord Line; Hollard America Line; Irish Shipping Ltd.; International Freighting Corp.; Israel American Line; Java-New-York Line; Kerr Steamships Ltd.; Leif Hoegh & Co. A/S; Lunham & Moore Shipping Limited; Maersk Line; Manchester Liners Ltd.; March Shipping Agency, Ltd.; McLean Kennedy Ltd.; Montreal Australia New Zealand Line Ltd.; Montreal Shipping Co. Ltd.; Montship Lines Ltd.; Moore-McCormack Lines Inc.; Newfoundland-Canada Steamships Ltd.; New Zealand Shipping Co. Ltd.; Norwegian America Line; Oranje Line; Quebec Steamship Lines, Ltd.; Robert Reford Co. Ltd.; Saguenay Terminals Ltd.; Scandinavian American Line; Scindia Steam Navigation Co. Ltd.; Shipping Limited; St. Lawrence Freighting Corp. Ltd.; Shaw Savill & Albion Co. Ltd.; Silver Line Ltd.; Swedish American Line; Swedish Chicago Line; Thomson Line (Cairn Line of S/S Ltd.); Triton Steamship Co. Ltd.; United States Lines Co. (Canada) Ltd.; Watts, Watts Co. Ltd.; American Pioneer Line; South African Marine Corp.;

Steamships; Canadian Pacific Steamships, Ltd.; Canadian Shipowners Ltd.; Canuk Line; Capo Line; Christensen Canadian South African Line; Country Line Ltd.; Cunard Donaldson Dominion Line; Donaldson Line Ltd.; Cunard Steam-Ship Co. Ltd.; Dingwall Shipping Co. Ltd.; Donaldson Atlantic Line Ltd.; Elder Dempster Lines Ltd.; Ellerman & Buknall Steamship Co. Ltd.; Ellerman's Wilson Line; Fabre Line; F.A.R.M. Line; Flota Mercante Grancolumbiana, S.A.; French Line; Furness, Withy & Co. Ltd.; Creek Line; Head and Lord Line; Hollard America Line; Irish Shipping Ltd.; International Freighting Corp.; Israel American Line; Java-New-York Line; Kerr Steamships Ltd.; Leif Hoegh & Co. A/S; Lunham & Moore Shipping Limited; Maersk Line; Manchester Liners Ltd.; March Shipping Agency, Ltd.; McLean Kennedy Ltd.; Montreal Australia New Zealand Line Ltd.; Montreal Shipping Co. Ltd.; Montship Lines Ltd.; Moore-McCormack Lines Inc.; Newfoundland-Canada Steamships Ltd.; New Zealand Shipping Co. Ltd.; Norwegian America Line; Oranje Line; Quebec Steamship Lines, Ltd.; Robert Reford Co. Ltd.; Saguenay Terminals Ltd.; Scandinavian American Line; Scindia Steam Navigation Co. Ltd.; Shipping Limited; St. Lawrence Freighting Corp. Ltd.; Shaw Savill & Albion Co. Ltd.; Silver Line Ltd.; Swedish American Line; Swedish Chicago Line; Thomson Line (Cairn Line of S/S Ltd.); Triton Steamship Co. Ltd.; United States Lines Co. (Canada) Ltd.; Watts, Watts Co. Ltd.; American Pioneer Line; South African Marine Corp.;

2° Les taux horaires de salaires de \$1.55 et de \$2.33 apparaissant au paragraphe "a" de l'article II, seront remplacés par les taux suivants: "\$1.71" et "\$2.56½".

2. The hourly wage rates of \$1.55 and \$2.33, as mentioned in subsection "a" of section II, will be replaced by the following: "\$1.71" and "\$2.56½".

3° Les taux horaires de salaires de \$1.65 et de \$2.48 mentionnés au paragraphe "e" de l'article II, seront remplacés par les taux de "\$1.81" et "\$2.71½".

3. The hourly wage rates of \$1.65 and \$2.48, as mentioned in subsection "e" of section II, will be replaced by \$1.81 and \$2.71½.

4° Les taux horaires de salaires de \$1.70 et de \$2.55 mentionnés au paragraphe "g" de l'article II, seront remplacés par les taux de \$1.86 et \$2.79.

4. The hourly wage rates of \$1.70 and \$2.55 as mentioned in subsection "g" of section II, will be replaced by \$1.86 and \$2.79.

5° Les taux horaires de salaires de \$1.90 et de \$2.85 mentionnés au paragraphe "h" de l'article II, seront remplacés par les taux de \$2.06 et de \$3.09.

5. The hourly wage rates of \$1.90 and \$2.85, as mentioned in subsection "h" of section II, will be replaced by \$2.06 and \$3.09.

Le paragraphe "i" suivant sera ajouté à l'article II:

The following subsection "i" will be added to section II:

"i. Les hommes appelés les dimanches ou jours de fête mentionnés au paragraphe "b" de cet article doivent recevoir deux heures de rémunération au taux en vigueur pour chaque appel, qu'ils soient mis au travail ou non."

"i) Men ordered out on Sundays or holidays mentioned in subsection "b" of this section shall receive two hours' pay at the prevailing rate for each period ordered out, whether put to work or not."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 14 juin 1952.

32779-0

Department of Labour,
Quebec, June 14, 1952.

32779-0

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux débar-

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the longshoremen

deurs du Port de Montréal, navigation océanique, rendue obligatoire par le décret numéro 693 du 29 juin 1949, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret de la façon suivante:

1° La liste des parties contractantes de première part sera remplacée par la suivante:

Alcoa Steamship Co. Inc.; Argonaut Navigation Co. Ltd.; Atlantic Shipping Agencies Ltd.; Andros Shipping Co. Ltd.; Atpac Line; Blue Funnel Line; Bristol City Line (Canada) Ltd.; Bristol City Line; Canada-Asiatic Line Ltd.; Canada Continental Line Ltd.; Canada Far East Line; Canada India Pakistan Service; Canada Mediterranean Line Ltd.; Canada Mexico Line; Canada South Africa Line Ltd.; Canadien National Steamships; Canadian Pacific Steamships, Ltd.; Canadian Shipowners Ltd.; Canuk Line; Capo Line; Christensen Canadian South African Line; Country Line Ltd.; Cunard Donaldson Dominion Line; Donaldson Line Ltd.; Cunard Steam-Ship Co. Ltd.; Dingwall Shipping Co. Ltd.; Donaldson Atlantic Line Ltd.; Elder Dempster Lines Ltd.; Ellerman & Bucknall Steamship Co. Ltd.; Ellerman's Wilson Line; Fabre Line; F.A.R.M. Line; Flota Mercante Grancolumbiana, S.A.; French Line; Furness, Withy & Co. Ltd.; Creek Line; Head and Lord Line; Holland America Line; Irish Shipping Ltd.; International Freighting Corp.; Israel American Line; Java-New-York Line; Kerr Steamships Ltd.; Leif Hoegh & Co. A/S; Lunham & Moore Shipping Limited; Maersk Line; Manchester Liners Ltd.; March Shipping Agency, Ltd.; McLean Kennedy Ltd.; Montreal Australia New Zealand Line Ltd.; Montreal Shipping Co. Ltd.; Montship Lines Ltd.; Moore-McCormack Lines Inc.; Newfoundland-Canada Steamships Ltd.; New Zealand Shipping Co. Ltd.; Norwegian America Line; Oranje Line; Quebec Steamship Lines, Ltd.; Robert Reford Co. Ltd.; Saguenay Terminals Ltd.; Scandinavian American Line; Scindia Steam Navigation Co. Ltd.; Shipping Limited; St. Lawrence Freighting Corp. Ltd.; Shaw Savill & Albion Co. Ltd.; Silver Line Ltd.; Swedish American Line; Swedish Chicago Line; Thomson Line (Cairn Line of S/S Ltd.); Triton Steamship Co. Ltd.; United States Lines Co. (Canada) Ltd.; Watts, Watts Co. Ltd.; American Pioneer Line; South African Marine Corp.;

2° Les taux horaires de salaires de \$1.55 et de \$2.33 mentionnés au paragraphe "a" de l'article II, seront remplacés par les taux de \$1.71 et de \$2.56½

3° Les taux de \$1.70 et \$2.55 apparaissant au paragraphe "d" de l'article II, seront remplacés par les taux de \$1.86 et \$2.79.

4° Les taux de \$1.90 et \$2.85 apparaissant au paragraphe "h" de l'article II, seront remplacés par les taux de \$2.06 et \$3.09.

5° Les mots "sacs de farine (140 lbs)" mentionnés à la fin du paragraphe "e" de l'article VII, seront remplacés par "sacs de farine (98 lbs ou plus)".

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail
Québec, le 14 juin 1952.

32779-0

of the Harbour of Montreal, ocean navigation, rendered obligatory by the decree number 693 of June 29, 1949, have submitted to him a request to amend the said decree as follows:

1. The list of the contracting parties of the first part will be replaced by the following:

Alcoa Steamship Co. Inc.; Argonaut Navigation Co. Ltd.; Atlantic Shipping Agencies Ltd.; Andros Shipping Co. Ltd.; Atpac Line; Blue Funnel Line; Bristol City Line (Canada) Ltd.; Bristol City Line; Canada-Asiatic Line Ltd.; Canada Continental Line Ltd.; Canada Far East Line; Canada India Pakistan Service; Canada Mediterranean Line Ltd.; Canada Mexico Line; Canada South Africa Line Ltd.; Canadien National Steamships; Canadian Pacific Steamships, Ltd.; Canadian Shipowners Ltd.; Canuk Line; Capo Line; Christensen Canadian South African Line; Country Line Ltd.; Cunard Donaldson Dominion Line; Donaldson Line Ltd.; Cunard Steam-Ship Co. Ltd.; Dingwall Shipping Co. Ltd.; Donaldson Atlantic Line Ltd.; Elder Dempster Lines Ltd.; Ellerman & Bucknall Steamship Co. Ltd.; Ellerman's Wilson Line & Fabre Line; F.A.R.M. Line; Flota Mercante Grancolumbiana, S.A.; French Line; Furness, Withy & Co. Ltd.; Creek Line; Head and Lord Line; Holland America Line; Irish Shipping Ltd.; International Freighting Corp.; Israel American Line; Java-New-York Line; Kerr Steamships Ltd.; Leif Hoegh & Co. A/S; Lunham & Moore Shipping Limited; Maersk Line; Manchester Liners Ltd.; March Shipping Agency, Ltd.; McLean Kennedy Ltd.; Montreal Australia New Zealand Line Ltd.; Montreal Shipping Co. Ltd.; Montship Lines Ltd.; Moore-McCormack Lines Inc.; Newfoundland-Canada Steamships Ltd.; New Zealand Shipping Co. Ltd.; Norwegian America Line; Oranje Line; Quebec Steamship Lines, Ltd.; Robert Reford Co. Ltd.; Saguenay Terminals Ltd.; Scandinavian American Line; Scindia Steam Navigation Co. Ltd.; Shipping Limited; St. Lawrence Freighting Corp. Ltd.; Shaw Savill & Albion Co. Ltd.; Silver Line Ltd.; Swedish American Line; Swedish Chicago Line; Thomson Line (Cairn Line of S/S Ltd.); Triton Steamship Co. Ltd.; United States Lines Co. (Canada) Ltd.; Watts, Watts Co. Ltd.; American Pioneer Line; South African Marine Corp.;

2. The hourly wage rates of \$1.55 and \$2.33 mentioned in subsection "a" of section II will be replaced by \$1.71 and \$2.56½.

3. The rates of \$1.70 and \$2.55 mentioned in subsection "d" of section II will be replaced by \$1.86 and \$2.79.

4. The rates of \$1.90 and \$2.85 mentioned in subsection "h" of section II will be replaced by \$2.06 and \$3.09.

5. The words "140-lb bags" mentioned at the end of subsection "e" of section VII will be replaced by "98lb. bags or over".

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 14, 1952.

32779-0

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux vérificateurs et tonneliers du Port de Montréal, navigation océanique, rendue obligatoire par le décret numéro 695 du 29 juin 1949, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret de la façon suivante:

1° La liste des parties contractantes de première part sera remplacée par la suivante:

Alcoa Steamship Co. Inc.; Argonaut Navigation Co. Ltd.; Atlantic Shipping Agencies Ltd.; Andros Shipping Co. Ltd.; Atpac Line; Blue Funnel Line; Bristol City Line (Canada) Ltd.; Bristol City Line; Canada-Asiatic Line Ltd.; Canada Continental Line Ltd.; Canada Far East Line; Canada India Pakistan Service; Canada Mediterranean Line Ltd.; Canada Mexico Line; Canada South Africa Line Ltd.; Canadien National Steamships; Canadian Pacific Steamships, Ltd.; Canadian Shipowners Ltd.; Canuk Line; Capo Line; Christensen Canadian South African Line; Country Line Ltd.; Cunard Donaldson Dominion Line; Donaldson Line Ltd.; Cunard Steam-Ship Co. Ltd.; Dingwall Shipping Co. Ltd.; Donaldson Atlantic Line Ltd.; Elder Dempster Lines Ltd.; Ellerman & Buknall Steamship Co. Ltd.; Ellerman's Wilson Line; Fabre Line; F.A.R.M. Line; Flota Mercante Grancolumbiana, S.A.; French Line; Furness, Withy & Co. Ltd.; Creek Line; Head and Lord Line; Hollard America Line; Irish Shipping Ltd.; International Freightling Corp.; Israel American Line; Java-New-York Line; Kerr Steamships Ltd.; Leif Hoegh & Co. A/S; Lunham & Moore Shipping Limited; Maersk Line; Manchester Liners Ltd.; March Shipping Agency, Ltd.; McLean Kennedy Ltd.; Montreal Australia New Zealand Line Ltd.; Montreal Shipping Co. Ltd.; Montship Lines Ltd.; Moore-McCormack Lines Inc.; Newfoundland-Canada Steamships Ltd.; New Zealand Shipping Co. Ltd.; Norwegian America Line; Oranje Line; Quebec Steamship Lines, Ltd.; Robert Reford Co. Ltd.; Saguenay Terminals Ltd.; Scandinavian American Line; Scindia Steam Navigation Co. Ltd.; Shipping Limited; St. Lawrence Freightling Corp. Ltd.; Shaw Savill & Albion Co. Ltd.; Silver Line Ltd.; Swedish American Line; Swedish Chicago Line; Thomson Line (Cairn Line of S/S Ltd.); Triton Steamship Co. Ltd.; United States Lines Co. (Canada) Ltd.; Watts, Watts Co. Ltd.; American Pioneer Line; South African Marine Corp.;

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the checkers and coopers of the Harbour of Montreal, ocean navigation, rendered obligatory by the decree number 695 of June 1949, have submitted to him a request to amend the said decree as follows:

1. The list of the contracting parties of the first part will be replaced by the following:

Alcoa Steamship Co. Inc.; Argonaut Navigation Co. Ltd.; Atlantic Shipping Agencies Ltd.; Andros Shipping Co. Ltd.; Atpac Line; Blue Funnel Line; Bristol City Line (Canada) Ltd.; Bristol City Line; Canada-Asiatic Line Ltd.; Canada Continental Line Ltd.; Canada Far East Line; Canada India Pakistan Service; Canada Mediterranean Line Ltd.; Canada Mexico Line; Canada South Africa Line Ltd.; Canadien National Steamships; Canadian Pacific Steamships, Ltd.; Canadian Shipowners Ltd.; Canuk Line; Capo Line; Christensen Canadian South African Line; Country Line Ltd.; Cunard Donaldson Dominion Line; Donaldson Line Ltd.; Cunard Steam-Ship Co. Ltd.; Dingwall Shipping Co. Ltd.; Donaldson Atlantic Line Ltd.; Elder Dempster Lines Ltd.; Ellerman & Buknall Steamship Co. Ltd.; Ellerman's Wilson Line; Fabre Line; F.A.R.M. Line; Flota Mercante Grancolumbiana, S.A.; French Line; Furness, Withy & Co. Ltd.; Creek Line; Head and Lord Line; Hollard America Line; Irish Shipping Ltd.; International Freightling Corp.; Israel American Line; Java-New-York Line; Kerr Steamships Ltd.; Leif Hoegh & Co. A/S; Lunham & Moore Shipping Limited; Maersk Line; Manchester Liners Ltd.; March Shipping Agency, Ltd.; McLean Kennedy Ltd.; Montreal Australia New Zealand Line Ltd.; Montreal Shipping Co. Ltd.; Montship Lines Ltd.; Moore-McCormack Lines Inc.; Newfoundland-Canada Steamships Ltd.; New Zealand Shipping Co. Ltd.; Norwegian America Line; Oranje Line; Quebec Steamship Lines, Ltd.; Robert Reford Co. Ltd.; Saguenay Terminals Ltd.; Scandinavian American Line; Scindia Steam Navigation Co. Ltd.; Shipping Limited; St. Lawrence Freightling Corp. Ltd.; Shaw Savill & Albion Co. Ltd.; Silver Line Ltd.; Swedish American Line; Swedish Chicago Line; Thomson Line (Cairn Line of S/S Ltd.); Triton Steamship Co. Ltd.; United States Lines Co. (Canada) Ltd.; Watts, Watts Co. Ltd.; American Pioneer Line; South African Marine Corp.;

2° Les taux horaires de salaires de \$1.45 et de \$2.18 mentionnés au paragraphe "a" de l'article II, seront remplacés par les taux de \$1.60 et \$2.40.

3° L'échelle de salaires apparaissant au paragraphe "e" de l'article IV sera remplacé par la suivante:

Travail de jour:
De 8.00 a.m. à midi et de 1.00 p.m. à 5.00 p.m. \$1.95

Travail de nuit:
De 5.00 p.m. à 6.00 p.m. (lorsque requis); de 7.00 p.m. à 11.00 p.m., de minuit à 5.00 a.m. et, le samedi, de 1.00 p.m. à 6.00 p.m. 2.92½"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle*

2. The hourly rates of wages of \$1.45 and \$2.18 mentioned in subsection "a" of section II, will be replaced by \$1.60 and \$2.40.

3° The wage scale contained in subsection "e" of section IV will be replaced by the following:

Day work:
From 8.00 a.m. to 12.00 noon and from 1.00 p.m. to 5.00 p.m. \$1.95

Night work:
From 5.00 p.m. to 6.00 p.m. (if required); from 7.00 p.m. to 11.00 p.m.; from mid-night to 5.00 a.m. and, on Saturday, from 1.00 p.m. to 6.00 p.m. 2.92½"

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official*

de Québec, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 14 juin 1952.

32779-0

Gazette, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 14, 1952.

32779-0

Voirie

AVIS

Les parties de chemins ci-après désignées cesseront à l'avenir d'être entretenues par le ministère de la Voirie, parce qu'elles sont devenues inutiles pour la circulation:

Route N° 55: Tour du Lac St-Jean.

Dans le comté de Lac St-Jean

Dans la municipalité du canton Delisle:

Une section de 1630 pieds au sud de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 18 et 19-A-2; une section de 1000 pieds au sud de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 19-A-2, 20-2 et 20.

Dans la municipalité de la paroisse de St-Jérôme:

Une section de 2480 pieds au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 82-A, 82-B, 83, 84, 100, 99 et 98.

Chemins du rang 3 ou du Sanatorium.

Dans la municipalité de St-Jean-Baptiste, comté de Matane:

Une section de 1995 pieds au nord du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 516 à 521 inclusivement.

Chemin Sherbrooke — St-Denis.

Dans la municipalité du canton d'Orford, comté de Sherbrooke:

Une section de 905 pieds à l'est du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis le lot No° 181.
Québec, le 29 mai 1952.

Le Ministre de la Voirie,

ANTONIO TALBOT.

32780

Roads

NOTICE

The parts of roads hereinafter described will cease, for the future, to be maintained by the Department of Roads, because they have become useless for traffic.

Highway No. 55: Tour of Lake St. John

In the county of Lake St. John.

In the municipality of the township Delisle;

A section of 1630 feet south of the new highway, on or facing lots Nos. 18 and 19-A-2; a section of 1000 feet south of the new highway, on or facing lots 19-A-2, 20-2 and 20.

In the municipality of the parish of St-Jérôme:

A section of 2480 feet north of the new highway, on or facing lots Nos. 82-A, 82-B, 83, 84, 100, 99 and 98.

The road of Range 3 or the Sanatorium.

In the municipality of St-Jean-Baptiste, county of Matane:

A section of 1995 feet north of the new road, on or facing lots Nos. 516 to 521 inclusively.

Sherbrooke-St-Denis Road.

In the municipality of the township of Orford, county of Sherbrooke:

A section of 905 feet east of the new road, on or facing lot No. 181.
Quebec, May 29, 1952.

ANTONIO TALBOT,

Minister of Roads.

32780

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU D'ARTHABASKA — BAR OF ARTHABASKA

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Auclair dit Hallé.	Robert.	25	Thetford Mines...	Université Laval.

Victoriaville, le 2 juin 1952 — Victoriaville, June 2nd, 1952.

Le Secrétaire du Barreau d'Arthabaska,
LAURENT TROTTIER,
Secretary of the Bar of Arthabaska.

32731-23-2-0

BARREAU D'ARTHABASKA — BAR OF ARTHABASKA

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION OF THE STUDY OF LAW

Nom	Prénom	Age	Résidence Residence	Collège College
Parenteau.	Roger.	30	L'Avenir.	Séminaire de Nicolet.

Victoriaville, le 4 juin 1952 — Victoriaville, June 4th, 1952.

Le Secrétaire du Barreau d'Arthabaska,
LAURENT TROTTIER,
Secretary of the Bar of Arthabaska.

32731-23-2-0

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT — BAR OF LOWER ST. LAWRENCE

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Casgrain.....	Philippe.....	25	Rimouski.

Rimouski, le 4 juin 1952 — Rimouski, June 4th, 1952.

Le Secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,
MAURICE TESSIER,
Secretary of Lower St. Lawrence Bar.

32731-23-2-o

BARREAU DE HULL — BAR OF HULL

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de juin 1952 — Examinations of June, 1952

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Lajambe.....	Jean-Yves.....	24	61, Vaudreuil, Hull.

Hull, 10 juin 1952 — Hull, June 10, 1952.

Le Secrétaire du Barreau de Hull,
FRANÇOIS CHEVALIER,
Secretary of the Bar of Hull.

32781-24-2-o

BARREAU DE MONTRÉAL — BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

(Juin 1952 — June 1952)

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
1.— Amaron.....	Roy C.....	21	Montréal.....	Univ. McGill.
2.— Berbner.....	Boris J.....	26	".....	"
3.— Boudreault.....	Gaston.....	25	".....	Univ. de Montréal.
4.— Brabant.....	Joseph-A.....	27	".....	Sém. St-Charles-Borromée.
5.— Cossette.....	Luc.....	23	".....	Univ. de Montréal.
6.— Cournoyer.....	Bernard.....	27	".....	Ext. Classique Ste-Croix.
7.— Diner.....	Lawrence.....	23	".....	Westmount Senior High School.
8.— Doyle.....	E. E.....	28	".....	Univ. McGill.
9.— Eisenstat.....	B. M.....	21	".....	"
10.— Friedman.....	W. F.....	21	".....	"
11.— Geoffroy.....	Luc.....	24	".....	Univ. de Montréal.
12.— Kolomeir.....	Samuel.....	40	".....	Univ. McGill.
13.— McCarthy.....	Gerald.....	22	".....	Collège Loyola.
14.— Malo.....	Jean.....	26	".....	Mont St-Louis.
15.— Marcell.....	Thérèse.....	36	".....	Pensionnat d'Outremont.
16.— Miller.....	J. P.....	21	".....	Sir George Williams Col.
17.— O'Brien.....	Robert S.....	22	".....	Univ. McGill.
18.— Pilon.....	Jacques.....	21	".....	Mont St-Louis.
19.— Rusko.....	Michael.....	22	".....	Collège Loyola.
20.— Salmon.....	H.....	23	".....	High School of Montreal.
21.— Shayne.....	Jack.....	23	".....	Sir George Williams Col.
22.— Shriar.....	Samuel H.....	25	".....	"
23.— Smith.....	Nathan.....	34	".....	"

Montréal, le 10 juin 1952 — Montreal, June 10, 1952.

Le Secrétaire,
MARCEL BÉLANGER,
Secretary.

32781-24-2-o

BARREAU DE MONTRÉAL — BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

(Examen préliminaire, juin 1952 — Preliminary examination, June 1952)

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
1.— Bennett	R. M.	23	Montréal.
2.— Benoit	Claude	29	"
3.— Berbner	Boris J.	26	"
4.— Bissonnette	Jacine	25	"
5.— Blais	Jean-Charles	20	"
6.— Bless	J. S.	25	"
7.— Bourque	Pierre	22	"
8.— Brisson	Gervaise	30	La Prairie, Qué.
9.— Brûlé	Jean	24	Montréal.
10.— Chauvin	Roland	26	"
11.— Clermont	Bernard L.	23	Outremont, Qué.
12.— Cohen	Abraham	27	Montréal.
13.— Cosford	E. J.	26	"
14.— Dionne	Jacques	22	Outremont, Qué.
15.— Duceppe	André	23	Montréal.
16.— Dulude	Robert	25	"
17.— Durnford	J. W.	23	"
18.— Fusey	R. E.	23	"
19.— Gliserman	Irwin	24	"
20.— Grafftez	W. Heward	23	"
21.— Guérin	Guy	25	"
22.— Grigorjeva-Gurianova	Helena	33	"
23.— Halperin	Irving J.	24	"
24.— Hyndman	A. Stuart	24	"
25.— Kolber	E. Leo	23	"
26.— Kozina	Matija	24	"
27.— LaPrairie	Rolland	26	"
28.— LeBeau	Pierre	23	"
29.— Lefebvre	Jean-L.	24	Outremont, Qué.
30.— Léger	Jean-Louis	24	Montréal.
31.— Legge	R. C.	24	"
32.— Malo	Jean	26	"
33.— Maranda	Jacques-André	23	"
34.— Mathieu	François	20	"
35.— Meyer	Perry	24	"
36.— Morin	Jacques-Yvan	20	"
37.— Morris	Daniel	23	"
38.— Munro	Robert L.	27	"
39.— Paquette	Adrien	23	Outremont.
40.— Pepper	John J.	24	Westmount.
41.— Roux	Gilles	24	Montréal.
42.— Rusko	Michael	22	"
43.— Tétrault	Jacques	24	"
44.— Vernier	Jean	24	"
45.— Vien	Raymond	25	Outremont.
46.— Wilhelmy	François	26	Montréal.
47.— Williams	Ewart	28	"
48.— Robinson	Jonathan	22	"
49.— Roy	Albert	25	"
50.— Shriar	Sam	23	"
51.— Whelan	George	27	"
52.— Cossette	Luc	23	"

Montréal, le 10 juin 1952 — Montreal, June 10, 1952.

32781-24-2-o

Le Secrétaire,
MARCEL BÉLANGER,
Secretary.

BARREAU DE MONTRÉAL — BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

(Examen final, juin 1952. Final examination, June 1952)

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
1.— Anetil	Jacques	26	Montréal.
2.— Barbeau	Alphonse	25	"
3.— Beauchemin	Rolland	25	"
4.— Beaupré	Gérard	22	"
5.— Beck	Clifton M.	29	Ville St-Laurent, Qué.
6.— Bernfeld	Edward Henry	25	Montréal.
7.— Bisailon	Ivan	26	"
8.— Bruneau	Jean	25	"
9.— Brunet	Jacques	29	"

10.— Crystal	John	28	"
11.— Dansereau	Jacques-P.	25	"
12.— Desjardins	Pierre	26	"
13.— Drazner	Michael	26	"
14.— Drody	J. E.	28	"
15.— Franklin	Martin	25	"
16.— Friedman	Horace	40	"
17.— Gagnon	Guy	23	Ville St-Laurent, Qué.
18.— Gardner	Bernard	24	Montréal.
19.— Gill	Robert M.	25	"
20.— Girouard	Jean-F.	27	"
21.— Gonthier	Charles	23	"
22.— Gordon	Paul L.	28	"
23.— Granda	John	34	"
24.— Greenbaum	Isidore	28	"
25.— Gualtieri	Rosa Bianca	25	"
26.— Hamel	Robert	25	"
27.— Kaplan	Joseph S.	25	"
28.— Keating	William P.	26	"
29.— King	Neil	30	"
30.— Kirkland	Marie-Claire	27	"
31.— Laberge	Réjane	28	"
32.— Lacaille	Pierre	22	"
33.— Lachapelle	Raymond	29	"
34.— Langelier	Jean	26	Ottawa, Ont.
35.— LeBlanc	Robert Guy	30	Ville St-Laurent, Qué.
36.— LeBrun	Micheline	25	Montréal.
37.— Macintyre	Alex	33	"
38.— Mackenzie	D. V. S.	25	"
39.— Mackenzie	D. E.	30	"
40.— McDonald	Paul F.	26	St-Lambert, Qué.
41.— Mendelson	Joseph A.	31	Montréal.
42.— Mackell	Peter R. D.	25	"
43.— Ollivier	Paul	25	"
44.— Phelan	Charles A.	25	"
45.— Provost	Jean	24	"
46.— Racicot	Roland-W.	32	"
47.— Raider	Alex	25	"
48.— Reeves	Paul	23	Ville St-Laurent, Qué.
49.— St-Louis	Jean-Paul	27	Montréal.
50.— Stalker	Ian C.	24	"
51.— Steinberg	Maurice	25	"
52.— Sylvestre	Yves	25	"
53.— Tamaki	George	35	"
54.— Tetley	W. A.	25	"
55.— Tourangeau	Gérard	26	"
56.— Trudeau	Marcel	22	"
57.— Trudeau	Paul	24	"
58.— Trudel	Louis-Claude	25	"
59.— Vien	Jean-T.	33	"
60.— Barrière	Jean	23	"

Montréal, le 10 juin 1952 — Montreal, June 10, 1952.

32781-24-2-o

Le Secrétaire,
MARCEL BÉLANGER,
Secretary.

BARREAU DES TROIS-RIVIERES — BAR OF THREE RIVERS

CANDIDATS A L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATES FOR THE STUDY OF LAW

Examens de juin 1952 — Examinations of June, 1952

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Biron	Micheline	21	Nicolet.
Héroux	Gérald	21	Trois-Rivières.
Pinsonneault	Jean	21	Trois-Rivières.
Germain	Guy	21	St-Tite.
Sanschagrin	Jean-Louis	23	St-Tite.

CANDIDATS POUR L'EXAMEN D'ORDRE THÉORIQUE (3ème année)
CANDIDATES FOR THE EXAMINATION OF THEORETICAL ORDER (3rd Grade)

Examens de juin 1952 — Examinations of June, 1952

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Lafond	Jean-Charles	22	Shawinigan Falls.
Laperrière	Ludovic	25	Cap-de-la-Madeleine.

Trois-Rivières, 10 juin 1952 — Three Rivers, June 10, 1952.

Le Secrétaire du Barreau des Trois-Rivières,
JEAN-MARIE CHATEAUNEUF,
Secretary of the Bar of Three Rivers.

32781-24-2-o

BARREAU DE QUÉBEC — BAR OF QUEBEC

CANDIDATS A L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES TO THE STUDY OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Domicile Residence
1.— Villeneuve.....	André.....	20	Québec.
2.— Koenig.....	René.....	23	Québec.
3.— Bernier.....	Pierre.....	27	Québec.

Québec, 11 juin 1952 — June 11, 1952.

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
J.-CHARLES-V. GRAVEL,
Secretary of the Bar of Quebec.

32781-2-o

BARREAU DE QUÉBEC — BAR OF QUEBEC

CANDIDATS A L'EXAMEN THÉORIQUE (IIIe année)
CANDIDATES FOR THE EXAMINATION OF THEORETICAL (III Grade)

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Domicile Residence
1.— Fauteux.....	Paul.....	25	Québec.
2.— Beaulieu.....	Jean.....	25	Québec.
3.— Harvey.....	Gaston.....	30	St-Joseph d'Alma.
4.— Morin.....	Collin.....	23	St-Henri, Co. Lévis.
5.— Cantin.....	Jean-Maurice.....	23	Québec.
6.— Blais.....	Marcel.....	24	St-Nazaire, Co. Dorchester.
7.— Miville-Dechène.....	André.....	26	Québec.
8.— Lesage.....	Alexandre.....	26	Québec.
9.— Cantin.....	Jacques.....	23	Québec.
10.— Smith.....	Pierre.....	25	Québec.
11.— Lemieux.....	Fernando.....	28	Québec.
12.— Pelletier.....	Gabriel-Maurice.....	26	Québec.
13.— Beaupré.....	Jacqueline.....	22	Québec.
14.— Lambert.....	René.....	25	Québec.
15.— Normandin.....	Paul.....	24	Québec.
16.— Cliche.....	Vital.....	24	Beauce-Jonction.
17.— Choquette.....	Pierre.....	22	Québec.
18.— Dufour.....	Richard.....	24	La Malbaie.
19.— Tremblay.....	Charles.....	23	Québec.
20.— Gagné.....	Paul-André.....	24	Québec.
21.— Setlakwe.....	Raymond-C.....	23	Thetford Mines.

Québec, 11 juin 1952 — June 11, 1952.

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
J.-CHARLES-V. GRAVEL,
Secretary of the Bar of Quebec.

32781-2-o

BARREAU DE QUÉBEC — BAR OF QUEBEC

CANDIDAT A LA PRATIQUE DU DROIT (Régime de 3 ans)
CANDIDATE TO THE PRACTICE OF LAW (3 year course)

Nom Name	Prénom Surname	Age	Domicile Residence
Riverin.....	Gaston.....	34	Québec.

Québec, 11 juin 1952 — June 11, 1952.

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
J.-CHARLES-V. GRAVEL,
Secretary of the Bar of Quebec.

32781-2-o

BARREAU DE QUÉBEC — BAR OF QUEBEC

CANDIDATS A LA PRATIQUE DU DROIT (IV année)
CANDIDATES TO THE PRACTICE OF LAW (4th year)

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Domicile Residence
1.— Carle	Gilles	26	Grand-Mère.
2.— Gamache	Judith	24	Lévis.
3.— Trottier	André	26	Baie St-Paul.
4.— Maltais	Armand	38	Québec.
5.— Marseille	Pierre	24	Québec.
6.— Laflamme	Ovide	26	Québec.
7.— Bolduc	Roch	23	St-Raphaël.
8.— Marquis	Maurice	28	Québec.
9.— Lévesque	André	25	Québec.
10.— Savoie	Georges	24	Québec.
11.— Lapointe	Gabriel	23	Québec.
12.— Bertrand	Gérard	25	Québec.
13.— Dufour	Marcel	29	Québec.
14.— Pouliot	Jean-Gaston	22	Québec.
15.— Morin	Jean-Paul	26	Québec.
16.— Bienvenue	Jean	23	Québec.
17.— Garneau	Vincent	24	Québec.
18.— Richard	Évariste	28	Québec.
19.— Alleyn	Jacques-Richard	25	Québec.
20.— Bégin	André	24	Québec.
21.— Houde	Pierre	24	Québec.
22.— L'Heureux	Claire	24	Sillery.
23.— Desgagné	André	26	Québec.
24.— Fleury	Jacques	26	Québec.
25.— Dupuis	Jacques	23	Ste-Anne-de-la-Pocatière.

Québec, 11 juin 1952.— June 11, 1952.

32781-2-o

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
J.-CHARLES-V. GRAVEL,
Secretary of the Bar of Quebec.

Liquidation: — avis de

Avis est donné que, lors de l'assemblée générale des sociétaires de "La Caisse d'Économie des Employés de la Kaiser de Sherbrooke", tenue le 18 mai 1951, une résolution a été dûment adoptée, à l'effet que les affaires de ladite société soient liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, conformément aux dispositions de la Loi des Syndicats coopératifs de Québec (S.R.Q. 1941, chap. 290) et de la loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social (S.R.Q. 1941, chap. 278) et que, à ces fins, MM. Bélanger, Saint-Jacques, Sirois, comptables agréés ont été nommés liquidateurs.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 27 mai 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

32773-o

Winding up Notice:

Notice is hereby given that, at the general meeting of the associates of "La Caisse d'Économie des Employés de la Kaiser de Sherbrooke", held on the 18th of May, 1951, a resolution was duly adopted to the effect that the affairs of the said association be voluntarily wound up and that it be dissolved, pursuant to the Quebec Cooperative Syndicates Act (R.S.Q., 1941, chap. 290) and the Winding-up Act (R.S.Q. 278) and that for such purposes, Messrs. Bélanger, Saint-Jacques, Sirois, chartered accountants, have been appointed liquidators.

Given at the office of the Provincial Secretary, May 27, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

32773

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du conseil exécutif, et par commission, de faire les nominations suivantes:

Québec, 13 mars 1952.

MM. Geo.-A. Jutras, surintendant, 515, rue Inspecteur, Montréal, Joseph Jutras, enquêteur, Commission des Allocations Sociales du Québec, 2633, rue Masson, Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Amédée Roy, courtier en assurances, 184, rue Victoria, Sherbrooke: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Saint-François;

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, March 13, 1952.

Messrs. Geo. A. Jutras, superintendent, 515 Inspector street, Montreal, Joseph Jutras, investigator, Quebec Social Allowances Commission, 2633 Masson street, Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Amédée Roy, insurance broker, 184 Victoria street, Sherbrooke: to be a Justice of the Peace with juris-

Albert Bergeron, de la Consolidated Paper Corporation Limited, à Port Menier, Ile d'Anticosti: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Saguenay; — les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, (Statuts refondus, 1941, chapitre 15.)

Québec, le 3 avril 1952.

M. Jean Duguay, assistant du surintendant général de la Chasse de la province: juge de paix sous l'autorité des dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), avec juridiction sur toute la province, telle juridiction étant cependant restreinte à l'application des dispositions de la Loi des convictions sommaires de Québec (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 29) lorsque celles-ci s'appliquent à la Loi de chasse (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 153).

Québec, 23 avril 1952

MM. Jules Potvin, député-protonotaire de la Cour supérieure du district de Roberval: juge de paix sous l'autorité des dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15) avec juridiction sur le district judiciaire de Roberval; Gérard Savard, de Mistassini, greffier de la ville de Mistassini, greffier d'office des juges de paix et greffier de la Cour de Recorder de la ville de Mistassini: juge de paix conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), avec juridiction sur le district judiciaire de Roberval, telle juridiction devant cependant être restreinte à la réception des serments, à la réception de plaintes, à l'émission de mandats d'arrestation, de mandats de recherches, de sommations, de subpoenas et de mandats de dépôt ainsi qu'à la présidence aux comparutions, à l'ajournement des causes, à l'audition des demandes de mises en liberté provisoire, à la fixation et à la réception des cautionnements, soit seul lorsque la Loi le permet, soit de concert avec un autre juge de paix lorsque la loi donne juridiction à deux juges de paix; Roland Drolet, 2223, rue Brulard, Sillery, Assistant-gérant de la Caisse Populaire, Jean-Marie Robitaille, 288, rue St-Joseph, Québec, gérant de la succursale de la Montreal Life, Gilles Trudel, 288, rue St-Joseph, Québec, secrétaire de la succursale de la Montreal Life, Roger Rondeau, de Beauport, comptable à l'emploi de Boulet & Boulet, à Québec: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; Kenneth Butler, Tee Lake, Cté de Témiscamingue, comptable de la compagnie Booth Lumber: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Témiscamingue; Rémi Duquette, de Montréal, conciliateur au Ministère du Travail, 89 est, rue Notre-Dame, Montréal: juge de paix avec juridiction sur toute la province de Québec; — les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, (Statuts refondus, 1941, chapitre 15.)

Le docteur Josaphat Lefebvre, de St-Gabriel de Brandon, comté de Berthier: coroner conjoint du district de Joliette, avec juridiction sur le

diction over the judicial district of Saint Francis; Albert Bergeron, of the Consolidated Paper Corporation Limited, at Port Menier, Anticosti Island: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Saguenay; — the Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1941, chapter 15).

Quebec, April 3, 1952.

Mr. Jean Duguay, assistant to the general superintendent of Game of the Province: to be a Justice of the Peace under the authority of the provisions of section 358 of the Court of Justice Act (Revised Statutes, 1941, chapter 15), with jurisdiction over the whole Province, such jurisdiction however, being restricted to the application of the provisions of the Quebec Summary Convictions Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 29), when the said Act applies to the Game Laws (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 153).

Quebec, April 23, 1952

Messrs. Jules Potvin, deputy prothonotary of the Superior Court for the district of Roberval: to be a Justice of the Peace under the authority of the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1941, chapter 15), with jurisdiction over the judicial district of Roberval; Gérard Savard, of Mistassini, clerk of the Town of Mistassini, clerk of the office of the Justices of the Peace and clerk of the Recorder's Court of the Town of Mistassini: to be a Justice of the Peace pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1941, chapter 15), with jurisdiction over the judicial district of Roberval, such jurisdiction, however, to be restricted to the administering of oaths, the receiving of complaints, the issue of arrest and search warrants, writs of summons, subpoenas and warrants of custody and also the presiding at appearances, the adjournment of cases, the hearing of pleas for release upon bail, the fixing and receiving of sureties, either alone when the Law permits it or with another Justice of the Peace when the Law gives jurisdiction to two Justices of the Peace; Roland Drolet, 2223, Brulard street, Sillery, assistant manager of the Caisse Populaire, Jean Marie Robitaille, 288 St. Joseph street, branch manager of the Montreal Life, Gilles Trudel, 288 St. Joseph street, Québec, secretary of the branch of the Montreal Life, Roger Rondeau, of Beauport, accountant in the employment of Boulet & Boulet, at Québec: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Québec; Kenneth Butler, Tee Lake, county of Témiscamingue, accountant for the Booth Lumber Company: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Témiscamingue; Rémi Duquette, of Montreal, conciliation officer for the Department of Labour, 89 Notre-Dame street East, Montreal: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Québec: — The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Court of Justice Act (Revised Statutes, 1941, chapter 15).

Doctor Josaphat Lefebvre, of St-Gabriel of Brandon, county of Berthier: joint coroner for the district of Joliette, with jurisdiction over

district électoral de Berthier, en remplacement de monsieur le docteur Ovide Girard.

the electoral district of Berthier, replacing Doctor Ovide Girard.

Québec, le 30 avril 1952.

MM. Pierre-X. Mathieu, 781, rue Marin, Montréal, gérant de la Caisse populaire de St-Irénée, Douglas H. Schwitzer, surintendant, 5309, Chemin de la Côte St-Luc, Montréal B. Martin Kinnear, surintendant, 6946, avenue Somerled, Montréal, J.-Émile Boucher, de Montréal, gérant général de la Librairie Beauchemin Limitée: Juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Georges Gauvreau, de St-Henri-de-Mascouche, comté de l'Assomption: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Joliette; — les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires. (Statuts refondus, 1941, chapitre 15.)

M. Chs-Omer Bernier, de Montmagny: shérif du district de Montmagny, et officier spécial chargé de la confection et de la revision de la liste des jurés;

M. Paul-H. Moisan, notaire, de St-Raymond, comté de Portneuf: pour agir conjointement avec monsieur Ed. Hamel comme registrateur de la division d'enregistrement de Portneuf, sous le nom de Hamel et Moisan;

Québec, le 7 mai 1952.

MM. Claude Barrière, 12000 Blvd Persilliers, Montréal, Roger Dostaler, administrateur pour la Régie Provinciale des Loyers, 24, rue Fréchette, Ville de Laval Ouest, Harry McDougall, inspecteur des Pensions de vieillesse, de Dalhousie Station, Cté de Soulanges: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; E.-R. Séguin, 3, rue Alex, Hull, Inspecteur au bureau des examinateurs des électriciens à Hull: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Hull; Georges Lemieux, employé à la Compagnie Les Prévoyants du Canada, 55-a, rue Wolfe, Lévis: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; Thomas Gosselin, cultivateur et homme d'affaires, de Ste-Cécile de Masham: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Hull; Georges Beauchêne, échevin à Malartic: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Abitibi; — les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, (Statuts refondus, 1941, chapitre 15.)

Québec, le 14 mai 1952.

MM. Hervé Lauzon, comptable public, 19-a, rue St-Jovite, St-Jérôme, comté de Terrebonne: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Terrebonne; Conrad Larouche, inspecteur spécial au service du Ministère de la Colonisation, St-Laurent-de-Palmarolle, Bureau de Poste de Gallichan, Robert Gagnon, Inspecteur de colonisation, de St-Laurent-de-Palmarolle, Bureau de poste de Gallichan: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Abitibi; J.-Z.-Léon Patenaude, Secrétaire-trésorier du Comité de Moralité Publique, 6601, rue Chambord, Montréal, Hercule Hébert, 915 est, rue Roy, Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Marcel

Quebec, April 30, 1952.

Messrs. Pierre X. Mathieu, 781 Marin street, Montreal, manager of the Caisse Populaire de St-Irénée, Douglas H. Schwitzer, superintendent, 5309 Côte St-Luc Road, Montreal, B. Martin Kinnear, superintendent, 6946 Somerled avenue, Montreal, J. Émile Boucher, of Montreal, general manager of the "Librairie Beauchemin Limitée": to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Georges Gauvreau, of St-Henri-de-Mascouche, county of L'Assomption: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Joliette: — The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1941, chapter 15).

Mr. Chs. Omer Bernier, of Montmagny: to be Sheriff for the district of Montmagny, and special officer charged with the compiling and revising of the list of jurors;

Mr. Paul H. Moisan, notary, of St-Raymond, county of Portneuf: to act jointly with Mr. Ed. Hamel as registrar for the Registration Division of Portneuf, under the name of "Hamel et Moisan";

Quebec, May 7, 1952.

Messrs. Claude Barrière, 12000 Blvd Persilliers, Montreal, Roger Dostaler, administrator for the Provincial Rental Regulation Commission, 24 Fréchette street, Town of Laval West, Harry McDougall, inspector of Old Age Pensions, of Dalhousie Station, county of Soulanges: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; E. R. Séguin, 3 Alex street, Hull, inspector on the board of examiners of electricians at Hull: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Hull; Georges Lemieux, employee of company "Les Prévoyants du Canada", 55-a Wolfe street, Levis: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec; Thomas Gosselin, farmer and business man, of Ste-Cécile de Masham: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Hull; Georges Beauchêne, alderman at Malartic: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Abitibi; — The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1941, chapter 15).

Quebec, May 14, 1952.

Messrs. Hervé Lauzon, public accountant, 19-a St-Jovite street, St-Jérôme, county of Terrebonne: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Terrebonne; Conrad Larouche, special inspector in the service of the Department of Colonisation, St-Laurent-de-Palmarolle, Gallichan Post Office, Robert Gagnon, Colonisation Inspector, of St-Laurent-de-Palmarolle, Gallichan Post Office: to be Justices of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Abitibi; J. Z. Léon Patenaude, secretary-treasurer of the Public Morality Committee, 6601 Chambord street, Montreal, Hercule Hébert, 915 Roy street, East, Montreal: to be Justices of the Peace with juris-

Drainville, courtier en assurance, 269, rue Richard, Joliette: juge de paix avec juridiction sur toute la province de Québec; Louis-Joseph Gagnon, de Vallée Jonction: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Beauce; — les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, (Statuts refondus, 1941, chapitre 15).

Québec, 14 mai 1952.

Lucien Comeau, de la cité des Trois-Rivières, membre du Barreau de la Province, et conseil en Loi de la Reine: magistrat de district ayant juridiction sur le district judiciaire des Trois-Rivières, et, en outre, juridiction concurrente avec les autres magistrats de district dans toute l'étendue de la province;

Québec, 28 mai 1952.

John Weir, commis, 55, rue Papineau, Hull: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Hull; J.-Nestor Boucher, employé civil, 37-B, rue Aberdeen, Sherbrooke, Benoit Fréchette, courtier en assurances, d'EastAngus: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Saint-François; — les juges de paix nommés dans le présent paragraphe, le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des Tribunaux judiciaires, (Statuts refondus, 1941, chapitre 15).

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la Province, au nom de Sa Majesté, les personnes dont les noms suivent, savoir:

Québec, 14 mai 1952.

M. Léon Girard, de la cité des Trois-Rivières, membre du Barreau de la province de Québec, ancien bâtonnier du district des Trois-Rivières et conseil en Loi de la Reine: juge des sessions, avec résidence dans la cité des Trois-Rivières; MM. Marcel-G. Vadeboncoeur, de la cité d'Outremont, Gérard Hébert, de la cité de Montréal, et Max Crestohl, de la cité d'Outremont, tous trois membres du Barreau de la province de Québec: conseils en Loi de la Reine;

Québec, 15 mai 1952.

M. Paul Champagne, avocat de la cité de Montréal et membre du Barreau de la Province: conseil en Loi de la Reine.

32765-0

diction over the judicial district of Montreal; Marcel Drainville, insurance broker, 269 Richard street, Joliette: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over all the Province of Quebec; Louis-Joseph Gagnon, of Valley Junction: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Beauce:— The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1941, chapter 15).

Quebec, May 14, 1952.

Lucien Comeau, of the city of Trois-Rivières, member of the Bar of the Province and Queen's Councillor: district magistrate having jurisdiction over the judicial district of Trois-Rivières, and, moreover, concurrent jurisdiction with the other district magistrates in the whole Province.

Quebec, May 28, 1952.

John Weir, clerk, 55 Papineau street, Hull: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Hull; J. Nestor Boucher, civil employee, 37-B, Aberdeen street, Sherbrooke, Benoit Fréchette, insurance broker of East Angus: to be Justices of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Saint-François:— The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes 1941, chapter 15).

His Honour, the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by letters patent, under the Great Seal of the Province, in the name of Her Majesty, the persons whose names follow to wit:

Quebec, May 14, 1952.

Mr. Léon Girard, of the City of Trois-Rivières, member of the Bar of the Province of Quebec, former bâtonnier of the district of Trois-Rivières and Queen's Council: Judge of the Sessions, with residence in the city of Trois-Rivières; Messrs. Marcel G. Vadeboncoeur, of the city of Outremont, Gérard Hébert, of the city of Montreal, and Max Crestohl, of the city of Outremont, all three members of the Bar of the Province of Quebec: Queens' Counsel;

Quebec, May 15, 1952.

Mr. Paul Champagne, advocate of the city of Montreal, and member of the Bar of the Province: Queen's Counsel.

32765

Sièges sociaux

LE NOUVELLISTE INCORPORÉ

Siège social

Avis est donné que "Le Nouvelliste incorporé," constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec en date du 21 décembre 1951 et ayant son bureau principal dans la cité de Trois-Rivières, a établi son bureau au numéro 865, rue Ste-Marguerite, dans ladite cité.

Head Offices

LE NOUVELLISTE INCORPORÉ

Head Office

Notice is hereby given that "Le Nouvelliste incorporé", incorporated by letters patent under the provisions of the Quebec Companies' Act on the twenty-first day of December, 1951 and having its head office in the city of Trois-Rivières, has established its office at No. 865, Ste Marguerite Street, in the said city.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Trois-Rivières, ce quatrième jour d'avril 1952.

32774-o

Le Président,
JACOB NICOL.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Trois-Rivières, this fourth day of April, 1952.

32774-o

JACOB NICOL,
President.

RADIO TROIS-RIVIÈRES, INC.

Siège social

Avis est donné que "Radio Trois-Rivières, inc.", constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec en date du 14 janvier 1952 et ayant son bureau principal dans la cité de Trois-Rivières, a établi son bureau au numéro 522, rue Bonaventure, dans la dite cité.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Trois-Rivières, ce quatrième jour d'avril 1952.

32775-o

Le Président,
JACOB NICOL.

RADIO TROIS-RIVIÈRES, INC.

Head Office

Notice is hereby given that "Radio Trois-Rivières, inc.", incorporated by letters patent under the provisions of the Quebec Companies' Act on the fourteenth day of January, 1952 and having its head office in the city of Trois-Rivières, has established its office at No. 522, Bonaventure Street, in the said city.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Trois-Rivières this fourth day of April, 1952.

32775-o

JACOB NICOL,
President.

AVIS DU CHANGEMENT D'ADRESSE DU BUREAU PRINCIPAL DE LA COMPAGNIE LOUVICOURT GOLDFIELD CORPORATION

Avis est donné que la compagnie "Louvicourt Goldfield Corporation", constituée en corporation, par lettres patentes, en date du 18 avril 1944, et ayant son bureau principal, pour la Province de Québec, dans la cité de Montréal, au numéro 507, Édifice Aldred, chambre 1604, a transporté à 31 ouest rue St. Jacques, chambre 101, à Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 20ième jour de mai 1952.

LOUVICOURT GOLDFIELD CORPORATION,
Par le Secrétaire,
32776-o J. JACQUES BEAUCHEMIN.

NOTICE OF CHANGE IN THE ADDRESS OF THE HEAD OFFICE OF LOUVICOURT GOLDFIELD CORPORATION

Notice is hereby given that Louvicourt Goldfield Corporation, company incorporated by letters patent, on the 18th day of April 1944, and having its head office in the city of Montreal, at 507 Aldred Building, room 1604, has moved it to 31 St. James St. West, room 101, in Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 20th day of May 1952.

LOUVICOURT GOLDFIELD CORPORATION,
Par J. JACQUES BEAUCHEMIN,
32776-o Secretary.

ADNOR MINES LTD. (N.P.L.)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie ci-dessus, incorporée le 31 juillet 1951, suivant la Loi des Compagnies Minières de Québec, et ayant son bureau-chef à 266 ouest, rue St-Jacques, ch. 212, a transporté son dit bureau à 427 ouest, rue St-Jacques, ch. 22, Montréal.

A compter de la date ci-dessus, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 25ième jour de mai 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
32778-o M. de BELLEFEUILLE.

ADNOR MINES LTD. (N.P.L.)

Notice is hereby given that "Adnor Mines Ltd." (N.P.L.), incorporated under the Quebec Mining Companies' Act on the 31st of July 1951, and having its Head Office at 266 St. James St., West, Room 212, has moved to 427 St. James St., West, Room 22, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being its Head Office.

Dated at Montreal, this 25th of May, 1952.

M. de BELLEFEUILLE,
32778-o Secretary-Treasurer.

AVIS

Le siège social de la Compagnie "Les Entreprises de Terrazzo, Marbre et Tuile Ltée" est établi à 1506, 3ème Avenue, Québec.

Québec, 23 mai 1952.
(Seau)
32790-o Le Secrétaire,
ARTHUR FAUCHER.

NOTICE

The head office of the company "Les Entreprises de Terrazzo, Marbre et Tuile Ltée" is established at 1506, 3rd Avenue, Quebec.

Québec, May 23, 1952.
(Seal)
32790 Arthur FAUCHER,
Secretary.

Avis est donné que la compagnie "Jasper Oil Corporation" (Libre de responsabilité personnelle), constituée en corporation par lettres patentes en date du 10^{ième} jour d'avril 1952, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau à la chambre 907 au numéro 437 rue Saint-Jacques ouest, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 21^{ème} jour de mai 1952.

32789-o Le Secrétaire-trésorier,
A. P. GRIGG.

PRINCE RESTAURANT LIMITED

Avis est donné que la compagnie "Prince Restaurant Limited", constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec le 25^e jour d'avril 1952, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son bureau à 773 rue Saint-Pierre, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, P.Q., ce 2^e jour de juin 1952.

32791 Le Secrétaire,
L. I. BRADU.

Notice is hereby given that "Jasper Oil Corporation" (No Personal Liability), incorporated by letters patent on the 10th day of April 1952, and having its head office in the City of Montreal, has established its office at Room 907, 437 St. James Street West, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 21st day of May, 1952.

32789-o A. P. GRIGG,
Secretary-Treasurer.

PRINCE RESTAURANT LIMITED

Notice is hereby given that "Prince Restaurant Limited", incorporated by Letters Patent under the Quebec Companies' Act on the 25th day of April, 1952, and having its head office in the City of Montreal, has established its office at 773 St. Peter Street, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, P.Q., this 2nd day of June, 1952.

32791-o L. I. BRADU,
Secretary.

Soumissions

CORRECTION

COMMISSION SCOLAIRE DU VILLAGE
DE STE-DOROTHÉE
(Comté de Laval)

Dans la *Gazette officielle de Québec* du 31 mai 1952, à la page 1432, veuillez noter que l'échéance de capital du 1^{er} juillet 1960 doit se lire \$18,000 au lieu de \$18,500.

Province de Québec

CITÉ DE ROUYN
(COMTÉ DE TÉMISCAMINGUE)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Gérard Beauchemin, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, C.P. 360, Rouyn, comté de Témiscamingue, jusqu'à 8 heures p.m., jeudi, le 3 juillet 1952, pour l'achat de \$225,000 d'obligations de la cité de Rouyn, comté de Témiscamingue, datées du 1^{er} juillet 1952 et remboursables par séries du 1^{er} juillet 1953 au 1^{er} juillet 1964 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 4½% par année payable semi-annuellement les 1^{er} janvier et 1^{er} juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$225,000 — 12 ans

Année	Capital
1 ^{er} juillet 1953	\$14,000.00
1 ^{er} juillet 1954	14,500.00

Tenders

CORRECTION

SCHOOL COMMISSION OF THE VILLAGE
OF STE. DOROTHÉE
(County of Laval)

In the *Quebec Official Gazette* of May 31st, 1952, at page 1432, please note that the capital maturity of July 1st, 1960 should read \$18,000 instead of \$18,500.

Province of Québec

CITY OF ROUYN
(COUNTY OF TÉMISCAMINGUE)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Gérard Beauchemin, secretary-treasurer, City Hall, P.O.B. 360, Rouyn, Co. Témiscamingue, until 8 o'clock p.m., Thursday, July 3, 1952, for the purchase of an issue of \$225,000 of bonds of the City of Rouyn, county of Témiscamingue dated July 1, 1952 and redeemable serially from July 1st, 1953 to July 1st, 1964 inclusively, with interest at a rate not exceeding 4½% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$225,000 — 12 years

Year	Capital
July 1st, 1953	\$14,000.00
July 1st, 1954	14,500.00

1er juillet 1955	15,000.00	July 1st, 1955	15,000.00
1er juillet 1956	16,000.00	July 1st, 1956	16,000.00
1er juillet 1957	17,000.00	July 1st, 1957	17,000.00
1er juillet 1958	18,000.00	July 1st, 1958	18,000.00
1er juillet 1959	19,000.00	July 1st, 1959	19,000.00
1er juillet 1960	20,000.00	July 1st, 1960	20,000.00
1er juillet 1961	21,000.00	July 1st, 1961	21,000.00
1er juillet 1962	22,500.00	July 1st, 1962	22,500.00
1er juillet 1963	23,500.00	July 1st, 1963	23,500.00
1er juillet 1964	24,500.00	July 1st, 1964	24,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à toute succursale d'une banque à charte dans la province de Québec.

Capital and interest are payable at any branch of a chartered bank in the Province of Quebec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le jeudi, 3 juillet 1952, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville de Rouyn, comté de Témiscamingue.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Thursday, July 3, 1952, at 8 o'clock p.m., at the City Hall of Rouyn, county of Témiscamingue.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Rouyn (comté de Témiscamingue), ce 11 juin 1952.

Rouyn (county of Témiscamingue), this 11th day of June, 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
GÉRARD BEAUCHEMIN.

GÉRARD BEAUCHEMIN,
Secretary-Treasurer.

Hôtel de Ville, C.P. 360,
Rouyn (Cté Témiscamingue), P.Q. 32796-0

City Hall, P.O.B. 360,
Rouyn (Co. Témiscamingue), P.Q. 32796

Province de Québec

Province of Quebec

VILLE DE POINTE-CLAIRE
(COMTÉ DE JACQUES-CARTIER)

TOWN OF POINTE-CLAIRE
(COUNTY OF JACQUES-CARTIER)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, René Labrosse, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 293 Bord-du-Lac, Pointe-Claire, Cté Jacques-Cartier jusqu'à 8¼ heures p.m., mercredi, le 2 juillet 1952, pour l'achat de \$185,000 d'obligations de la ville de Pointe-Claire, comté de Jacques-Cartier datées du 2 mai 1952 et remboursables par séries du 2 mai 1952 au 2 mai 1972, inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 4½% par année payable semi-annuellement les 2 mai et 2 novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned René Labrosse, secretary-treasurer, Town Hall, 293 Bord-du-Lac, Pointe-Claire, county of Jacques-Cartier, until 8¼ o'clock p.m., Wednesday, July 2, 1952, for the purchase of an issue of \$185,000 of bonds of the Town of Pointe-Claire, county of Jacques-Cartier dated May 2, 1952, and redeemable serially from May 2, 1953 to May 2, 1972, inclusively, with interest at a rate not exceeding 4½% per annum, payable semi-annually on May 2 and November 2 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$185,000 — 20 ans

Table of redemption — \$185,000 — 20 years

Année	Capital
2 mai 1953	\$10,000.00
2 mai 1954	10,000.00
2 mai 1955	10,000.00
2 mai 1956	10,000.00
2 mai 1957	10,000.00
2 mai 1958	9,000.00
2 mai 1959	9,000.00
2 mai 1960	9,000.00
2 mai 1961	9,000.00
2 mai 1962	9,000.00
2 mai 1963	9,000.00
2 mai 1964	9,000.00

Year	Capital
May 2, 1953	\$10,000.00
May 2, 1954	10,000.00
May 2, 1955	10,000.00
May 2, 1956	10,000.00
May 2, 1957	10,000.00
May 2, 1958	9,000.00
May 2, 1959	9,000.00
May 2, 1960	9,000.00
May 2, 1961	9,000.00
May 2, 1962	9,000.00
May 2, 1963	9,000.00
May 2, 1964	9,000.00

2 mai 1965.....	9,000.00	May 2, 1965.....	9,000.00
2 mai 1966.....	9,000.00	May 2, 1966.....	9,000.00
2 mai 1967.....	9,000.00	May 2, 1967.....	9,000.00
2 mai 1968.....	9,000.00	May 2, 1968.....	9,000.00
2 mai 1969.....	9,000.00	May 2, 1969.....	9,000.00
2 mai 1970.....	9,000.00	May 2, 1970.....	9,000.00
2 mai 1971.....	9,000.00	May 2, 1971.....	9,000.00
2 mai 1972.....	9,000.00	May 2, 1972.....	9,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Pointe-Claire.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 2 juillet 1952, à 8¼ heures p.m., en la salle de l'Hôtel de ville, 293 Bord-du-Lac, Pointe-Claire, comté de Jacques-Cartier.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pointe-Claire, (Comté de Jacques-Cartier), ce 11 juin 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
RENÉ LABROSSE.

Hôtel de Ville, 293 Bord-du-Lac,
Pointe-Claire, (Cté Jacques-Cartier),
P.Q.

32795-0

Province de Québec

CITÉ DE LONGUEUIL
(COMTÉ DE CHAMBLY)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, L.-Paul Gagnon, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Longueuil, Cté de Chambly, jusqu'à 9 heures, p.m., jeudi, le 3 juillet 1952, pour l'achat de \$117,500 d'obligations de la cité de Longueuil, comté de Chambly, datées du 1er février 1952 et remboursables par séries du 1er février 1953 au 1er février 1972 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 4½% par année payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$117,500—20 ans

Année	Capital
1er février 1953.....	\$4,000.00
1er février 1954.....	4,000.00
1er février 1955.....	4,500.00
1er février 1956.....	4,500.00
1er février 1957.....	4,500.00
1er février 1958.....	5,000.00
1er février 1959.....	5,000.00
1er février 1960.....	5,000.00
1er février 1961.....	5,500.00
1er février 1962.....	5,500.00
1er février 1963.....	6,000.00
1er février 1964.....	6,000.00

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at Pointe-Claire.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at meeting of the Council to be held on Wednesday July 2, 1952, at 8¼ o'clock p.m., in the Town Hall, 293 Bord-du-Lac, Pointe-Claire, county of Jacques-Cartier.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Pointe-Claire (County of Jacques-Cartier) this 11th day of June, 1952.

RENÉ LABROSSE,
Secretary-Treasurer,

Town Hall, 293 Bord-du-Lac,
Pointe-Claire (County Jacques-Cartier),
P.Q.

32795

Province of Quebec
CITY OF LONGUEUIL

(COUNTY OF CHAMBLY)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned L. Paul Gagnon, Secretary-Treasurer, Town Hall, Longueuil, county of Chambly, until 9 o'clock p.m., Thursday, July 3, 1952, for the purchase of an issue of \$117,500 of bonds of the City of Longueuil, county of Chambly, dated February 1st, 1952 and redeemable serially from February 1st, 1953 to February 1st, 1972 inclusively, with interest at a rate not exceeding 4½% per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption—\$117,500—20 years

Year	Capital
February 1st, 1953.....	\$ 4,000.00
February 1st, 1954.....	4,000.00
February 1st, 1955.....	4,500.00
February 1st, 1956.....	4,500.00
February 1st, 1957.....	4,500.00
February 1st, 1958.....	5,000.00
February 1st, 1959.....	5,000.00
February 1st, 1960.....	5,000.00
February 1st, 1961.....	5,500.00
February 1st, 1962.....	5,500.00
February 1st, 1963.....	6,000.00
February 1st, 1964.....	6,000.00

1er février 1965.....	6,500.00
1er février 1966.....	6,500.00
1er février 1967.....	7,000.00
1er février 1968.....	7,000.00
1er février 1969.....	7,500.00
1er février 1970.....	8,000.00
1er février 1971.....	8,000.00
1er février 1972.....	7,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à toute succursale dans la province de Québec d'une banque à charte.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 3 juillet 1952, à 9 heures p.m., dans la salle du conseil de l'Hôtel de Ville de Longueuil.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Longueuil, (Comté de Chambly), ce 11 juin 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
L-PAUL GAGNON.

Hôtel de ville,
Longueuil, (Cté de Chambly),
P. Q.

Province de Québec

PAROISSE D'ALMAVILLE
(COMTÉ DE CHAMPLAIN)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Bruno Sigman, secrétaire-trésorier, 505, 5ème avenue-sud, Shawinigan Falls, Cté Champlain, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 2 juillet 1952, pour l'achat de \$90,000 d'obligations de la paroisse d'Almaville, comté de Champlain datées du 1er juillet 1952 et remboursables par séries du 1er juillet 1953 au 1er juillet 1966 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 5% par année payable semi-annuellement les 1er juillet et 1er janvier de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$90,000 — 14 ans.

Année	Capital
1er juillet 1953	\$2,000.00
1er juillet 1954	1,500.00
1er juillet 1955	2,000.00
1er juillet 1956	2,000.00
1er juillet 1957	2,000.00
1er juillet 1958	2,500.00
1er juillet 1959	2,500.00
1er juillet 1960	2,500.00
1er juillet 1961	2,500.00
1er juillet 1962	2,500.00
1er juillet 1963	3,000.00
1er juillet 1964	3,000.00
1er juillet 1965	3,000.00
1er juillet 1966	59,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Shawinigan Falls.

February 1st, 1965.....	6,500.00
February 1st, 1966.....	6,500.00
February 1st, 1967.....	7,000.00
February 1st, 1968.....	7,000.00
February 1st, 1969.....	7,500.00
February 1st, 1970.....	8,000.00
February 1st, 1971.....	8,000.00
February 1st, 1972.....	7,500.00

Capital and interest are payable at any branch of a chartered bank in the province of Quebec.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at meeting of the Council to be held on Thursday July 3, 1952, at 9 o'clock p.m., in the Council Hall of the City Hall of Longueuil.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Longueuil (County of Chambly) this 11th day of June, 1952.

L. PAUL GAGNON,
Secretary-Treasurer.

City Hall,
Longueuil, (Co. Chambly),
P. Q.

32794

Province of Quebec

PARISH OF ALMAVILLE
(COUNTY OF CHAMPLAIN)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Bruno Sigman, secretary-treasurer, 505, 5th avenue South, Shawinigan Falls, County of Champlain, until 8 o'clock p.m., Wednesday, July 2, 1952, for the purchase of an issue of \$90,000 of bonds of the parish of Almaville, county of Champlain, dated July 1, 1952 and redeemable serially from July 1, 1953, to July 1, 1966 inclusively, with interest at a rate not exceeding 5% per annum, payable semi-annually on the 1st of July and 1st of January of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$90,000 — 14 years

Year	Capital
1st July 1953	\$2,000.00
1st July 1954	1,500.00
1st July 1955	2,000.00
1st July 1956	2,000.00
1st July 1957	2,000.00
1st July 1958	2,500.00
1st July 1959	2,500.00
1st July 1960	2,500.00
1st July 1961	2,500.00
1st July 1962	2,500.00
1st July 1963	3,000.00
1st July 1964	3,000.00
1st July 1965	3,000.00
1st July 1966	59,000.00

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Shawinigan Falls.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 2 juillet 1952, à 8 heures p.m., en la salle de l'école St-Paul-d'Almaville.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Almaville, (Comté de Champlain), ce 11 juin 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
BRUNO SIGMEN.

505, 5ème avenue-sud,
Shawinigan-Falls, (Champlain), P.Q. 32792-0

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE
DE LA VILLE DE JOLIETTE
(COMTÉ DE JOLIETTE)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Charles Robillard, C.A., secrétaire-trésorier, 584 Blvd Manseau, Joliette, Cté de Joliette, jusqu'à 7.30 heures p.m., mercredi, le 2 juillet 1952, pour l'achat de \$325,000 d'obligations de la commission scolaire de la ville de Joliette, comté de Joliette datées du 1er juillet 1952 et remboursables par séries du 1er juillet 1953 au 1er juillet 1972 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 4½% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$325,000—20 ans

Année	Capital
1er juillet 1953.....	x \$18,000.00
1er juillet 1954.....	x 18,500.00
1er juillet 1955.....	x 19,500.00
1er juillet 1956.....	x 20,500.00
1er juillet 1957.....	x 21,500.00
1er juillet 1958.....	x 22,500.00
1er juillet 1959.....	x 23,500.00
1er juillet 1960.....	x 24,500.00
1er juillet 1961.....	x 25,500.00
1er juillet 1962.....	x 26,500.00
1er juillet 1963.....	8,500.00
1er juillet 1964.....	9,000.00
1er juillet 1965.....	9,500.00
1er juillet 1966.....	10,000.00
1er juillet 1967.....	10,000.00
1er juillet 1968.....	10,500.00
1er juillet 1969.....	11,000.00
1er juillet 1970.....	11,500.00
1er juillet 1971.....	12,000.00
1er juillet 1972.....	12,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$191,632.50, accordé par le Secrétaire de la province et payable en dix versements de \$19,163.25 chacun, de 1953 à 1962 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, July 2, 1952, at 8 o'clock p.m. in the School Hall of St-Paul-d'Almaville.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Almaville (County of Champlain), this 11th day of June, 1952.

BRUNO SIGMEN,
Secretary-Treasurer.

505, 5th Avenue South,
Shawinigan-Falls: (Champlain) P.Q. 32792

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION
OF THE TOWN OF JOLIETTE
(COUNTY OF JOLIETTE)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Charles Robillard, C.A., secretary-Treasurer, 584, Blvd. Manseau, Joliette, Co. Joliette, until 7.30 o'clock p.m., Wednesday, July 2, 1952, for the purchase of an issue of \$325,000 of bonds of the School Commission of the town of Joliette, county of Joliette, dated July 1st, 1952, and redeemable serially from July 1st, 1953 to July 1st, 1972 inclusively, with interest at a rate not exceeding 4½% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption—\$325,000—20 years

Year	Capital
July 1st, 1953.....	x \$18,000.00
July 1st, 1954.....	x 18,500.00
July 1st, 1955.....	x 19,500.00
July 1st, 1956.....	x 20,500.00
July 1st, 1957.....	x 21,500.00
July 1st, 1958.....	x 22,500.00
July 1st, 1959.....	x 23,500.00
July 1st, 1960.....	x 24,500.00
July 1st, 1961.....	x 25,500.00
July 1st, 1962.....	x 26,500.00
July 1st, 1963.....	8,500.00
July 1st, 1964.....	9,000.00
July 1st, 1965.....	9,500.00
July 1st, 1966.....	10,000.00
July 1st, 1967.....	10,000.00
July 1st, 1968.....	10,500.00
July 1st, 1969.....	11,000.00
July 1st, 1970.....	11,500.00
July 1st, 1971.....	12,000.00
July 1st, 1972.....	12,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$191,632.50 granted by the Provincial Secretary and payable in ten instalments of \$19,163.25 each, from 1953 to 1962 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Joliette.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 2 juillet 1952, à 7.30 heures p.m., à l'école Supérieure St-Viateur, à Joliette, comté de Joliette.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Joliette, (Comté de Joliette), ce 11 juin 1952.
Le Secrétaire-trésorier,
CHARLES ROBILLARD, C.A.
584, Blvd Mansseau,
Joliette, (Cté de Joliette),
P. Q. 32793-0

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Joliette.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday July 2, 1952, at 7.30 o'clock p.m., at "L'École Supérieure St-Viateur", at Joliette, county of Joliette.

The Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Joliette (County of Joliette), June 11, 1952.
CHARLES ROBILLARD, C.A.,
Secretary-Treasurer.
584, Blvd. Mansseau,
Joliette, (Co. Joliette).
P. Q. 32793

VENTES PAR SHÉRIF

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec,
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, { **RAYMOND NOËL**, avo-
N° 7348. { cat et conseil de la
Reine, des cité et district
de Montréal, demandeur, vs **WILFRID LANGLOIS**, cultivateur, de St-Ferdinand d'Halifax, district d'Arthabaska, défendeur.

1° Une propriété située sur le huitième rang de la paroisse de St-Ferdinand, comté de Mégantic, contenant quatre-vingts acres en superficie, plus ou moins, connue au cadastre officiel de la paroisse de St-Ferdinand, canton d'Halifax, comme tant la moitié sud-est du lot numéro six cent vingt-cinq (½ S. E. N° 625), bornée d'un bout au sud-ouest au Lac William à l'autre bout au nord-est au cordon entre les rangs huit et neuf, d'un côté au nord-ouest à la moitié nord-ouest du même lot, appartenant aux Sœurs de la Charité de Québec, et de l'autre côté au sud-est au lot numéro six cent vingt-six.

2° Un autre terrain situé sur le huitième rang de la paroisse de St-Ferdinand, comté de Mégantic, mesurant un acre de largeur sur la profondeur du rang, connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de St-Ferdinand, canton d'Halifax, comme étant la partie nord-ouest du lot numéro six cent vingt-six (Pt. N.O. N° 626) bornée d'un bout au sud-ouest au lac William, à l'autre bout au nord-est au cordon entre les rangs huit et neuf, d'un côté au nord-ouest au lot six cent vingt-cinq, et de l'autre côté au sud-est à la partie sud-est du même lot numéro six cent

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec,
District of Arthabaska

Superior Court, { **RAYMOND NOËL**, advo-
No. 7348. { cate and Queen's Coun-
sel, of the city and district
of Montreal, plaintiff; vs **WILFRID LANGLOIS**, farmer, of St-Ferdinand d'Halifax, district of Arthabaska, defendant.

1. A property situate in the eighth range of the parish of St-Ferdinand, county of Megantic, containing eighty acres in superficial area, more or less, known on the official cadastre for the parish of St-Ferdinand, township of Halifax, as being the southeast half of lot number six hundred and twenty-five, (S.E. ½ No. 625), bounded at one end on the southwest by Lake William, at the other end on the northeast, by the line (cordon) between ranges eight and nine, on one side on the northwest, by the northwest half of same lot, belonging to the "Sœurs de la Charité de Québec", and on the other side, on the southeast by lot number six hundred and twenty-six.

2. Another lot of land situate in the eighth range of the parish of St-Ferdinand, county of Megantic, measuring one acre in width by the depth of the range, known and designated on the official cadastre for the parish of St-Ferdinand, township of Halifax, as being the north-west part of lot number six hundred and twenty-six (N.W. Pt. No. 626) bounded at one end, on the southwest by Lake William, at the other end, on the northeast by the line (cordon) between ranges eight and nine, on one side, on the northwest, by lot six hundred and twenty-five

vingt-six appartenant à Rosario Labonté.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Ferdinand d'Halifax, JEUDI, le DIX-SEPTIEME jour de JUILLET 1952, à DEUX heures de l'après-midi (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FÉLIX HOULE.
Arthabaska, le 9 juin 1952. 32782-24-2-1

and on the other side, on the southeast, by the southeast part of same lot number six hundred and twenty-six, belonging to Rosario Labonté.

To be sold at the church door of the parish of St-Ferdinand d'Halifax, on THURSDAY the SEVENTEENTH day of JULY, 1952, at TWO o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

FÉLIX HOULE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, June 9, 1952. 32782-24-2

HULL

District de Hull

Cour de Magistrat, { LA Compagnie "WEAR
N° 325. { EVER BRUSH COM-
PANY LIMITED", un

corps politique et incorporé, ayant ses siège social et principale place d'affaires en la cité de Toronto, dans la province d'Ontario et une place d'affaires en les cité et district de Montréal, demanderesse; vs GISELE BILODEAU, des cité et district de Hull, fille majeure et LES HÉRITIERS DU DÉFUNT JOSEPH BILODEAU, de son vivant des cité et district de Hull, employé civil, défendeurs.

"Subdivision numéro trente et un du lot numéro neuf du quartier numéro trois (Q. III-9-31) aux plan et livre de renvoi officiels de la cité de Hull, ensemble avec tous édifices dessus érigés et améliorations dessus faites et tous droits, membres et appartenances".

Pour être vendue au Bureau du Shérif, Palais de Justice, à Hull, le QUATRIEME jour de JUILLET, 1952, à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. ST-PIERRE.
19 mai, 1952. 32644-21-2

HULL

District of Hull

Magistrate's Court { WEAR EVER BRUSH
No. 325. { COMPANY LIM-
ITED, a body politic and

corporate, having its Head Office and principal place of business in the City of Toronto, in the province of Ontario and a place of business in the City and District of Montreal, plaintiff. vs GISELE BILODEAU, of the City and District of Hull, spinster of the age of majority and THE HEIRS OF THE LATE JOSEPH BILODEAU, in his lifetime of the City and District of Hull, Civil Employee, defendants.

"Subdivision number thirty-one of lot number nine of Ward number three (W. 111-9-31) on the Official Plan and Book of Reference for the City of Hull, together with all buildings thereon erected and improvements thereon made and all rights, members and appurtenances."

To be sold at the Sheriff's Office, Court House, at Hull, on the FOURTH day of JULY, 1952, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

I. ST-PIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
May 19, 1952. 32644-21-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada, Province de Québec
District de Kamouraska

N° 18076 { HERVÉ D'AUTEUIL, employé, de
Trois-Pistoles, Co. Rivière-du-
Loup, demandeur; vs JEAN-MARIE MALEN-
FANT, propriétaire d'hôtel, de Trois-Pistoles,
Co. Rivière-du-Loup, défendeur.

Un terrain situé au premier rang de la paroisse de Trois-Pistoles, dans la Ville, borné au sud à la rue dite Dames de la Congrégation, à l'ouest à Arthur Bélanger, à l'est à Arthur Boucher, au nord au terrain de la tannerie, lequel terrain fait partie du lot N° 180 du cadastre de Trois-Pistoles, avec aussi toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Trois-Pistoles dans la Ville, LUNDI, le VINGT-TROISIEME jour de JUIN, 1952, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, P. E. MARTIN.
Rivière-du-Loup, 12 mai, 1952. 32649-21-2-0
[Première insertion, samedi le 24 mai, 1952]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada, Province de Québec,
District de Kamouraska

No. 18076 { HERVÉ D'AUTEUIL, employee,
of Trois-Pistoles, Co. of Rivière-
du Loup, plaintiff; vs JEAN-MARIE MALEN-
FANT, hotel-keeper, of Trois-Pistoles, Co. of
Rivière-du-Loup, defendant.

A lot of land situate in the first range of the parish of Trois-Pistoles, in the Town, bounded on the south by the street called "Dames de la Congrégation, on the west by Arthur Bélanger, on the east by Arthur Boucher, on the north by the land of the tannery, said lot of land forming part of lot No. 180 of the cadastre for Trois-Pistoles, together with all the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Trois-Pistoles, in the Town, on MONDAY the TWENTY-THIRD day of JUNE, 1952, at TWO o'clock in the afternoon.

P. E. MARTIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, May 12, 1952. 32649-21-2
[First insertion, Saturday, May 24, 1952]

MONTMAGNY

Canada, province de Québec,
District de Montmagny

Cour de l'Échiquier { DANS L'AFFAIRE DE
du Canada. { LA LOI DE L'IM-
N° 62531. { PÔT SUR LE REVENU,
et amendements et DANS

L'AFFAIRE de J-WILFRID GOULET, industriel, de la paroisse de St-Damien, comté de Bellechasse, province de Québec.

MONTMAGNY

Canada, Province of Quebec,
District of Montmagny

Exchequer Court { IN THE MATTER OF
of Canada. { THE INCOME TAX
No. 62531. { ACT, and amendments; and
IN THE MATTER OF J.

WILFRID GOULET, industrialist, of the parish of St-Damien, county of Bellechasse, Province of Quebec.

Les lots 721, P-724, P-725, 727, P-728, P-729 et P-726 avec moulin à scie, bâtisses, circonstances et dépendances sis sur ledit dernier lot, dans le 8ème rang, aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de St-Lazare (paroisse St-Damien);

Les lots P-813-812, 853, 854 et 855, dans le 9ème rang, aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de St-Lazare (paroisse St-Damien);

Les lots 856 à 864 inclusivement et 673 aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de St-Lazare (paroisse d'Armagh);

Les lots P-562, P-563, P-564, 567, 570, 571, 572, P-575, 578, 579, 580, 581, 582, P-583, P-584, 585, 587 à 612 aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de St-Lazare (paroisse St-Lazare);

Pour être vendus au bureau du Shérif, au Palais de Justice, à Montmagny, P.Q., le MARDI, VINGT-DEUXIÈME jour (22ème) de JUILLET 1952, à ONZE heures (heure avancée) de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du Shérif, CHS. OMER BERNIER.
Montmagny, 7 juin 1952. 32783-24-2-o

Lots 721, P-724, P-725, 727, P-728, P-729 and P-726—with the saw-mill, buildings, circumstances and dependencies situate on the said last mentioned lot, in the 8th range, on the official cadastral plan and in the book of reference for St-Lazare (Parish of St-Damien);

Lots P-813-812, 853, 854 and 855, in the 9th range, on the official cadastral plan and in the book of reference for St-Lazare (Parish of St-Damien);

Lots 856 to 864 inclusively and 673 on the official cadastral plan and in the book of reference for St-Lazare (Parish of Armagh);

Lots P-562, P-563, P-564, 567, 570, 571, 572, P-575, 578, 579, 580, 581, 582, P-583, P-584, 585, 587 to 612, on the official cadastral plan and in the book of reference for St-Lazare (Parish of St-Lazare);

To be sold, at the Sheriff's Office, Court House, at Montmagny, P.Q., on TUESDAY, the TWENTY-SECOND day (22nd) of JULY, 1952, at ELEVEN o'clock (Daylight Saving Time) in the forenoon.

CHS. OMER BERNIER,
Sheriff's Office,
Montmagny, June 7, 1952. 32783-24-2

SAINT-FRANÇOIS

Province de Québec, District de Saint-François, dans et pour le comté de Stanstead, à Coaticook

Cour de Magistrat, N° 6203. { DENIS S. BACHAND, de la ville de Coaticook, dans le district de St-François, négociant, demandeur, vs LÉO FRÉCHETTE, du canton de Barford, district de St-François, défendeur.

Saisis comme appartenant au défendeur: Une terre dans le Canton de Barford, connue comme le lot de cadastre numéro DEUX-E dans le neuvième rang, d'environ cinquante acres, avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Herménégilde de Barford, JEUDI, le 26 JUNE 1952, à 11 HEURES a. m. (heure avancée):

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JOS. LABRECQUE.
Sherbrooke, ce 19 mai 1952. 32648-21-2-o
[Première insertion, le 24 mai 1952.]

SAINT-FRANCIS

Province of Quebec, District of Saint-Francis, in and for the county of Stanstead, at Coaticook.

Magistrate's Court, No. 6203. { DENIS S. BACHAND, of the town of Coaticook, in the district of St-Francis, trader, plaintiff, vs LÉO FRÉCHETTE, of the township of Barford, district of St-Francis, defendant.

Seized as belonging to the defendant: A farm in the Township of Bardord, known as the cadastral lot number TWO-E in the ninth range, of about fifty acres, with the buildings thereon erected, circumstances and dependences."

To be sold at the door of the parochial church of Saint-Herménégilde de Barford, THURSDAY, the 26th of JUNE 1952, at 11 of the clock, in forenoon, (daylight saving time).

JOS. LABRECQUE,
Sheriff's Office,
Sherbrooke, this 19th of May, 1952. 32648-21-2-o
[First insertion, on May the 24th 1952.]

TERREBONNE

Canada, Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure N° 20690 { ROSAIRE LECOURS, cultivateur du village de Upton, comté de Bagot, district de St-Hyacinthe, demandeur, vs JEAN BAPTISTE CHARBONNEAU, de la paroisse de St-Louis de Terrebonne, district de Terrebonne, défendeur,

Au cadastre de la paroisse de Saint-Louis de Terrebonne, rang St-François, le lot 339, subdivision 1 à 36, moins les subdivisions 10, 11, 12, le lot 341 subdivisions 1 à 9, le lot 341 subdivisions 13 à 60, le 342, subdivisions 1 à 102, le lot 343 subdivisions 1, 2, 7 à 68 et partie 335 et partie 338... actuellement en la possession de Jean Baptiste Charbonneau cultivateur de la paroisse de St-Louis de Terrebonne, comme lui appartenant.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de St-Louis de Terrebonne le DEUXIEME jour de JUILLET 1952 à ONZE heures de l'avant midi.

Le Shérif de Terrebonne.
Bureau du Shérif, ALB. FOURNELLE.
St-Jérôme, le 15 mai 1952. 32634-21-2-o

TERREBONNE

Canada, Province of Quebec,
District of Terrebonne

Superior Court No. 20690 { ROSAIRE LECOURS, farmer of village of Upton, county of Bagot, district of St-Hyacinthe, plaintiff; vs JEAN BAPTISTE CHARBONNEAU, of the parish of St-Louis of Terrebonne, district of Terrebonne, defendant,

At the cadaster for the Parish of St-Louis de Terrebonne, St-François range, the lot 339 subdivisions 1 to 36, less the subdivisions 10, 11 and 12, the lot 341 subdivisions 1 to 9, the lot 341 subdivision 13, to 60, the 342 subdivisions 1 to 102, the lot 343 subdivisions 1, 2, 7 to 68 and part 335 and part 338... actually in the possession of Jean Baptiste Charbonneau farmer of the Parish of St-Louis de Terrebonne as belonging to him.

To be sold at the Catholic church door of the Parish of St-Louis de Terrebonne, on July the SECOND, 1952 at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ALB. FOURNELLE,
Sheriff's Office,
St-Jérôme, May 15, 1952. 32634-21-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 24

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:	
St-Jacques vs Fortier.	1539
ARRÊTÉS EN CONSEIL:	
505 — Meubles, Québec (Corrections).	1529
682, section "A" — Barbiers et coiffeurs, Sherbrooke.	1537
682, section "F" — Barbiers, coiffeurs et coiffeuses, district St-François.	1530
683 — Fabrication des produits en métal en feuille, Montréal.	1530
714, section "B" — Robe, Province.	1537
AVIS AUX INTÉRESSÉS:	1501
AVIS DIVERS:	
La Caisse Populaire de Ste-Bernadette, Lauzon (Formation).	1540
Le Syndicat de l'U.C.C. de Bonaventure (Formation).	1539
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Siméon (Formation).	1539
Patro Notre-Dame de Charlesbourg (Règlements).	1540
The Barkmere Golf Club Inc..	1540
Transocean Machine Company Inc.	1540
CHARTES — ABANDON DE:	
Bywater Corporation.	1541
Woodman's Limited.	1541
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:	
AFFAIRES MUNICIPALES:	
Sacré-Cœur-de-Jésus, village.	1541
AGRICULTURE:	
Société coopérative agricole de Sucre de Betterave du Québec.	1541
AGRICULTURE:	
<i>Industrie Laitière:</i>	
52 — Sp. VIII (Coaticook).	1542
INSTRUCTION PUBLIQUE:	
<i>Municipalité scolaire de:</i>	
Laurentia, protestante.	1543
Lauzon, Partie-Est du village de.	1543
St-Georges-de-Beauce (Erratum).	1544
St-Germain-de-Rimouski.	1542
St-Laurent, protestante (Erratum).	1544
TERRES ET FORETS:	
<i>Service du Cadastre:</i>	
St-Joseph-de-Chambly, paroisse.	1544
TRAVAIL:	
<i>Industrie ou métiers de:</i>	
Débardeurs, Port de Montréal, (Modification).	1549
Commerce de détail des Cantons de l'Est (Prélèvement).	1545
Construction, Sherbrooke (Modification).	1547
Doubleurs, Port de Montréal (Modification).	1548
Vérificateurs et tonneliers, Port de Montréal (Modification).	1551
VOIRIE:	
Parties de chemins non-entretenués.	1552
EXAMENS DU BARREAU:	
Arthabaska, pratique du droit.	1552
Arthabaska, étude du droit.	1552
Bas St-Laurent, pratique du droit.	1553
Hull, pratique du droit.	1553

Index of the Quebec Official Gazette, No. 24

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:	
St-Jacques vs Fortier.	1539
ORDERS IN COUNCIL:	
505 — Furniture, Quebec (Corrections).	1529
682, Part "A" — Barbers and hairdressers, Sherbrooke.	1537
682, Part "F" — Barbers, and hairdressers, district St. Francis.	1530
683 — Sheet metal products fabricating, Montreal.	1530
714, Part "B" — Dress, Province.	1537
NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	1501
MISCELLANEOUS NOTICES:	
La Caisse Populaire de Ste-Bernadette, Lauzon (Formation).	1540
Le Syndicat de l'U.C.C. de Bonaventure (Formation).	1539
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Siméon (Formation).	1539
Patro Notre-Dame de Charlesbourg (By-laws).	1540
The Barkmere Golf Club Inc..	1540
Transocean Machine Company Inc.	1540
CHARTERS — SURRENDER OF:	
Bywater Corporation.	1541
Woodman's Limited.	1541
DEPARTMENTAL NOTICES:	
MUNICIPAL AFFAIRS:	
Sacré-Cœur-de-Jésus, village.	1541
AGRICULTURE:	
Société coopérative agricole de Sucre de Betterave du Québec.	1541
AGRICULTURE:	
<i>Dairy Industry:</i>	
52 — Sp. VIII (Coaticook).	1542
EDUCATION:	
<i>School Municipality of:</i>	
Laurentia, protestant.	1543
Lauzon, Partie-Est du village de.	1543
St-Georges-de-Beauce (Erratum).	1544
St-Germain-de-Rimouski.	1542
St-Laurent, protestant (Erratum).	1544
LANDS AND FOREST:	
<i>Cadastral Branch:</i>	
St-Joseph-de-Chambly, parish.	1544
LABOUR:	
<i>Industry or trades of:</i>	
Longshoremén, Harbour of Montreal, (Amendment).	1549
Eastern Townships retailers (Levy).	1545
Construction, Sherbrooke (Amendment).	1547
Shipliners, Harbour of Montreal (Amendment).	1548
Checkers and coopers, Harbour of Montreal (Amendment).	1551
ROADS:	
Parts of roads no longer maintained.	1552
BAR EXAMINATIONS:	
Arthabaska, practice of law.	1552
Arthabaska, study of law.	1552
Lower St. Lawrence, practice of law.	1553
Hull, practice of law.	1553

Montréal, étude du droit	1553	Montreal, study of law	1553
Montréal, pratique du droit (prél.)	1554	Montreal, practice of law (prél.)	1554
Montréal, pratique du droit (final)	1554	Montreal, practice of law (final)	1554
Trois-Rivières, pratique et 3e année du droit	1555	Three Rivers, practice and 3rd year of law	1555
Québec, étude du droit	1556	Quebec, study of law	1556
Québec, théorique (3e)	1556	Quebec, theoretical (3rd)	1556
Québec, pratique du droit (3e)	1556	Quebec, practice of law (3rd)	1556
Québec, pratique du droit (4e)	1557	Quebec, practice of law (4th)	1557

LETTRES PATENTES:

LETTERS PATENT:

Advance Holdings Corporation	1502	Advance Holdings Corporation	1502
Alouette Fashions Ltd.	1503	Alouette Fashions Ltd.	1503
Apex Investments Ltd.	1503	Apex Investments Ltd.	1503
Artisan Textiles Co. Ltd.	1503	Artisan Textiles Co. Ltd.	1503
Baie d'Urfé Trees Ltd.	1504	Baie d'Urfé Trees Ltd.	1504
Bal Tabarin, Inc.	1504	Bal Tabarin, Inc.	1504
Belle Entreprises Limited	1504	Belle Entreprises Limited	1504
Bradouca Construction Limitée	1505	Bradouca Construction Limitée	1505
Bretons du Canada (Armor)	1505	Bretons du Canada (Armor)	1505
Café Montmartre Ltd.	1505	Café Montmartre Ltd.	1505
Central Chibougama Mines Ltd.	1506	Central Chibougama Mines Ltd.	1506
Clerduc Gold and Copper Mines Li- mited	1506	Clerduc Gold and Copper Mines Li- mited	1506
Club Sportif de Sherbrooke, Inc.	1506	Club Sportif de Sherbrooke, Inc.	1506
Colllake Asbestos Co. Ltd.	1507	Colllake Asbestos Co. Ltd.	1507
Compagnie Générale du Disque Fran- çais Ltée	1507	Compagnie Générale du Disque Fran- çais Ltée	1507
Cuba Canada Cigars Co. Ltd.	1507	Cuba Canada Cigars Co. Ltd.	1507
De Bell Luggage Manufacturing Li- mited	1508	De Bell Luggage Manufacturing Li- mited	1508
Dorion et Frères Compagnie Limitée	1508	Dorion et Frères Compagnie Limitée	1508
Down Beat Ltd.	1508	Down Beat Ltd.	1508
Dufresne Automobiles Ltée	1509	Dufresne Automobiles Ltée	1509
Édifice Marcoux Ltée	1509	Édifice Marcoux Ltée	1509
Elge Construction Ltée-Ltd.	1509	Elge Construction Ltée-Ltd.	1509
Gilles Couture Ltée	1510	Gilles Couture Ltée	1510
G. Lamartine Studios, Ltd.	1510	G. Lamartine Studios, Ltd.	1510
Glomax Corporation	1510	Glomax Corporation	1510
Hivon Automobiles Ltée	1511	Hivon Automobiles Ltée	1511
H. Munroe Neil Ltd.	1511	H. Munroe Neil Ltd.	1511
Home & Auto Supplies Inc.	1511	Home & Auto Supplies Inc.	1511
Honig Trading Company Ltd.	1512	Honig Trading Company Ltd.	1512
Hudson Construction Inc.	1512	Hudson Construction Inc.	1512
Interprovincial Lumber Co. Inc.	1512	Interprovincial Lumber Co. Inc.	1512
Jacques Blouin Automobile Limitée	1513	Jacques Blouin Automobile Limitée	1513
Jasper Oil Corporation	1513	Jasper Oil Corporation	1513
J. D. Jacques Ltée	1513	J. D. Jacques Ltée	1513
Jeri-Mor Fur Co.	1514	Jeri-Mor Fur Co.	1514
J. Eugène Lambert Inc.	1514	J. Eugène Lambert Inc.	1514
Jos. St-Vincent Inc.	1514	Jos. St-Vincent Inc.	1514
Kline's Outlet Ltd.	1515	Kline's Outlet Ltd.	1515
Lafayette Construction Limitée	1515	Lafayette Construction Limitée	1515
Lakeshore Home Appliances Ltd.	1515	Lakeshore Home Appliances Ltd.	1515
La Menuiserie Générale Ltée	1516	La Menuiserie Générale Ltée	1516
Larivière et Charland Automobile Ltée	1516	Larivière et Charland Automobile Ltée	1516
L'Association des Citoyens de la Pa- roisse de Saint-Conrad	1516	L'Association des Citoyens de la Pa- roisse de Saint-Conrad	1516
Leanora Holdings Ltd.	1517	Leanora Holdings Ltd.	1517
Les Entreprises de Terrazzo, Marbre et Tuile Ltée	1517	Les Entreprises de Terrazzo, Marbre et Tuile Ltée	1517
Les Industries Dorchester Limitée — Dorchester Industries Limited	1517	Les Industries Dorchester Limitée — Dorchester Industries Limited	1517
Lido Amusements Ltd.	1518	Lido Amusements Ltd.	1518
L'Institut Antialcoolique Canadien — The Canadian Antialcoholic Institute	1518	L'Institut Antialcoolique Canadien — The Canadian Antialcoholic Institute	1518
Lucky Home Appliances Ltd.	1519	Lucky Home Appliances Ltd.	1519
Markem Investments Inc.	1519	Markem Investments Inc.	1519
McCarney Holdings Ltd.	1519	McCarney Holdings Ltd.	1519
Montreal Investment Limited	1520	Montreal Investment Limited	1520
Mt. Royal Confections Ltd.	1520	Mt. Royal Confections Ltd.	1520
N.D.G. Kosher Meat Market Ltd.	1520	N.D.G. Kosher Meat Market Ltd.	1520
Paragon Modes Inc.	1521	Paragon Modes Inc.	1521
Pelland Company Ltd.	1521	Pelland Company Ltd.	1521
Photo-Cinéma Télévision Inc.	1521	Photo-Cinéma Télévision Inc.	1521
Property Sales Inc.	1522	Property Sales Inc.	1522
Quebec Vending Inc.	1522	Quebec Vending Inc.	1522
Raymond Doucet Limitée	1522	Raymond Doucet Limitée	1522
R. Dubé & Co. Ltd.	1523	R. Dubé & Co. Ltd.	1523

Rouyn Securities Inc.	1523	Rouyn Securities Inc.	1523
Sew-Rite (Montreal) Limited	1523	Sew-Rite (Montreal) Limited	1523
Sharon Industries Co. Limited	1523	Sharon Industries Co. Limited	1523
T. de Gruchy Ltée	1524	T. de Gruchy Ltée	1524
The Acme Realty Co.	1524	The Acme Realty Co.	1524
The Hub, Inc.	1524	The Hub, Inc.	1524
Titanium Mining & Smelting Limited.	1525	Titanium Mining & Smelting Limited.	1525
Trans-Atlantic Coal Inc.	1525	Trans-Atlantic Coal Inc.	1525
United Bag Company Ltd.	1525	United Bag Company Ltd.	1525
United Investments Corporation	1526	United Investments Corporation	1526
Universal Transport Inc.	1526	Universal Transport Inc.	1526
Universe Trading Ltd.	1526	Universe Trading Ltd.	1526
Vigneault Electric Cie — Co. Inc.	1527	Vigneault Electric Cie — Co. Inc.	1527
Vivex Development Company Inc.	1527	Vivex Development Company Inc.	1527
Vogue Jewellery Inc.	1527	Vogue Jewellery Inc.	1527
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:	
Agences d'Assurances Cadi-Lac Limitée — Cadi-Lac Insurance Agenci	1528	Agences d'Assurances Cadi-Lac Limitée — Cadi-Lac Insurance Agenci	1528
Brisson & Lapointe Inc.	1528	Brisson & Lapointe Inc.	1528
Canadian Simplex Sales Company	1528	Canadian Simplex Sales Company	1528
J. Matlin Limited	1529	J. Matlin Limited	1529
O. Demers, Limitée	1529	O. Demers, Limitée	1529
Signal Oils & Metals Co. Ltd.	1529	Signal Oils & Metals Co. Ltd.	1529
LIQUIDATION, AVIS DE:		WINDING UP NOTICES:	
La Caisse d'Économie des Employés de la Kaiser de Sherbrooke	1557	La Caisse d'Économie des Employés de la Kaiser de Sherbrooke	1557
NOMINATIONS:		APPOINTMENTS:	
Diverses.	1557	Miscellaneous	1557
SIÈGES SOCIAUX:		HEAD OFFICES:	
Adnor Mines Ltd.	1561	Adnor Mines Ltd.	1561
Jasper Oil Corporation	1561	Jasper Oil Corporation	1561
Le Nouvelliste Incorporé	1560	Le Nouvelliste Incorporé	1560
Les Entreprises de Terrazzo, Marbre et Tuile Ltée	1561	Les Entreprises de Terrazzo, Marbre et Tuile Ltée	1561
Louvicourt Goldfield Coporation.	1561	Louvicourt Goldfield Corporation.	1561
Masson & Sons Limited	1561	Masson & Sons Limited	1561
Prince Restaurant Limited.	1562	Prince Restaurant Limited.	1562
Radio Trois-Rivières, Inc.	1561	Radio Trois-Rivières, Inc.	1561
Transocean Machine Company Inc.	1561	Transocean Machine Company Inc.	1561
SOUSSIONS:		TENDERS:	
Almaville, paroisse.	1565	Almaville, parish.	1565
Joliette, Com. scol. ville	1566	Joliette, School Com. town.	1566
Longueuil, cité	1564	Longueuil, city	1564
Pointe-Claire, ville.	1563	Pointe-Claire, town	1563
Rouyn, cité	1562	Rouyn, city.	1562
Ste-Dorothée, Commission scolaire.	1562	Ste-Dorothé, School Commission.	1562
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
ARTHABASKA:		ARTHABASKA:	
Noel vs Langlois.	1567	Noel vs Langlois.	1567
HULL:		HULL:	
Wear Ever Brush Co. Ltd vs Bilodeau <i>et al.</i>	1568	Wear Ever Brush Co. Ltd vs Bilodeau <i>et al.</i>	1568
KAMOURASKA:		KAMOURASKA:	
D'Auteuil vs Malenfant	1568	D'Auteuil vs Malenfant	1568
MONTMAGNY:		MONTMAGNY:	
Loi de l'impôt sur le revenu vs Goulet.	1568	Income Tax Law vs Goulet.	1568
SAINT-FRANÇOIS:		SAINT FRANCIS:	
Bachand vs Fréchette	1569	Bachand vs Fréchette	1569
TERREBONNE:		TERREBONNE:	
Lecours vs Charbonneau.	1569	Lecours vs Charbonneau.	1569
32765-o		32765-o	